

VILLE DE GRENOBLE

Rétrospective financière 2004 - 2013

Audit

Novembre 2014



Réalisé par les services de la Ville de Grenoble

- Direction générale des services
- Direction des finances
- Direction prospective et vie au travail
- Direction du contrôle de gestion



Table des matières

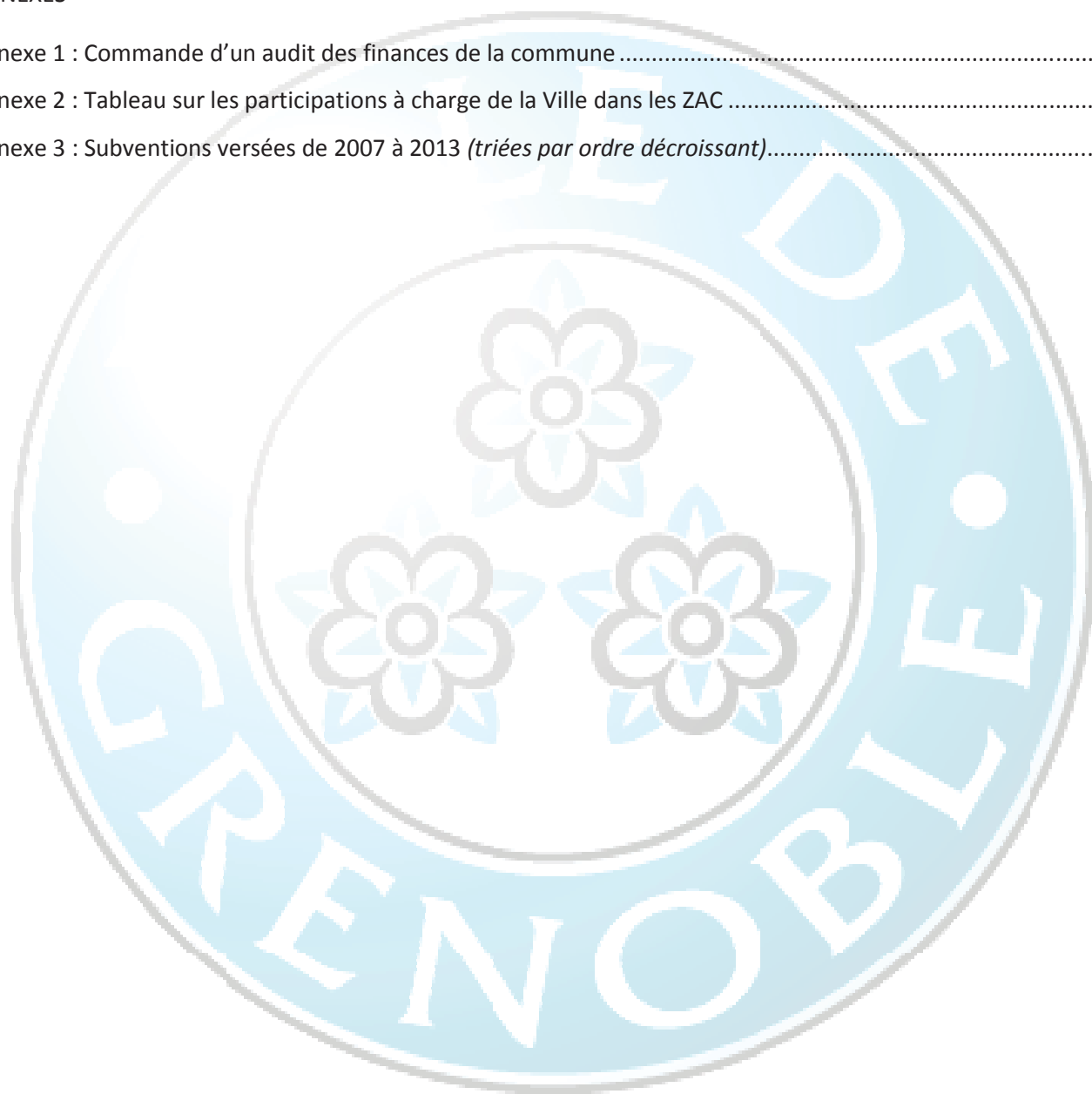
1. PRESENTATION GENERALE	5
1.1. Contenu de la mission	5
1.2. Méthode de travail	5
1.3. Avertissement.....	5
1.4. Présentation aux élus	6
2. LES PRINCIPALES CONCLUSIONS (par le Directeur général des services)	7
2.1. Conclusions de l'analyse financière rétrospective sur 2004-2013	10
2.2. Conclusions sur l'évolution du budget des ressources humaines.....	11
2.3. Conclusions sur l'évolution des subventions de fonctionnement et participations	12
3. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2004-2013 (par la Direction des Finances)	13
3.1. LES DONNEES GENERALES ET LE RESULTAT	13
3.1.1. Les grandes masses financières.....	13
3.1.2. Fonds de roulement et résultat des exercices	15
3.1.3. L'endettement	15
3.2. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	16
3.2.1. Les épargnes	16
3.2.2. Effet de ciseau	19
3.2.3. Dynamisme des recettes et dépenses de fonctionnement.....	21
3.3. Le niveau de l'endettement	23
3.3.1. Encours de dette.....	23
3.3.2. Capacité de désendettement	26
3.4. La fiscalité directe.....	28
3.4.1. Les bases fiscales	28
3.4.2. Les taux et les produits fiscaux.....	29
3.5. Le fonctionnement	33
3.5.1. Les dépenses de fonctionnement.....	33
3.5.2. Les recettes de fonctionnement.....	37
3.6. L'investissement	41
3.6.1. Les dépenses d'investissement	41
3.6.2. Les recettes d'investissement.....	44
3.7. Le financement de l'investissement.....	45
3.8. Les ratios.....	47
4. EVOLUTION DU BUDGET DES RESSOURCES HUMAINES 2008-2013 (par la Direction Prospective et Vie au Travail)	55
4.1. La masse salariale	55

4.1.1.	La masse salariale	56
4.1.2.	Agents sur emplois permanents.....	57
4.1.3.	Agents sur emplois non permanents.....	57
4.1.4.	La masse salariale par départements (hors ESAG)	58
4.1.5.	Diverses dépenses et recettes.....	59
4.2.	Les effectifs.....	60
4.2.1.	Effectif total Ville (31/12)	60
4.2.2.	Effectifs sur emploi permanent par catégorie hiérarchique (31/12)	61
4.2.3.	Effectifs Agents sur Emploi Permanent par département (31/12).....	61
4.2.4.	Agents sur emploi non permanent (31/12).....	62
4.2.5.	Absence par motifs.....	62
4.2.6.	Absences pour maladie ordinaire.....	63
4.2.7.	Accidents de travail / Trajet.....	63
5.	EVOLUTION DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET PARTICIPATIONS 2007-2013 (par la Direction du Contrôle de Gestion)	65
5.1.	La commande	65
5.2.	Vue d'ensemble	65
5.2.2.	Calcul de la part des subventions et participations (hors CCAS) dans le budget principal section fonctionnement de 2007 à 2013	66
5.2.3.	EVOLUTION DE 2007 à 2013.....	67
5.2.4.	Le CCAS	68
5.2.5.	REPARTITION EN 2013 par direction sans CCAS.....	69
5.3.	Regroupement des données par tranches de Montants	69
5.3.1.	LES 10 ORGANISMES LES PLUS SUBVENTIONNES EN 2013	70
5.3.2.	EVOLUTION DES BENEFICIAIRES de SUBVENTION OU PARTICIPATION > 300 000€ de 2007 à 2013 70	
5.3.3.	Les avantages en nature en direction des associations	74
5.3.4.	Répartition « PROJET » ET « FONCTIONNEMENT ».....	75
5.4.	Détail par structures juridiques ou secteurs	76
5.4.1.	Les syndicats	76
5.4.2.	Établissements publics	77
5.4.3.	SOCIO CULTUREL les 22 premiers organismes subventionnés.....	78
5.4.4.	OGEC.....	79
5.4.5.	CULTURE les 20 premiers organismes subventionnés hors EPCC MC2 , Régie Chaufferie et ESAD 81	
5.4.6.	SPORT les 20 premiers organismes subventionnés hors organismes recevant plus de 300 K€... 82	
5.4.7.	SOLIDARITE SANTE DATPV les 20 premiers organismes subventionnés hors AGECSA..... 83	

5.4.8.	ECONOMIE hors Palais des sports, office du Tourisme les 20 premiers organismes subventionnés	84
5.4.9.	Dir RI les 20 premiers organismes subventionnés.....	85
6.	CONCLUSION	86

ANNEXES

Annexe 1 :	Commande d'un audit des finances de la commune	87
Annexe 2 :	Tableau sur les participations à charge de la Ville dans les ZAC	89
Annexe 3 :	Subventions versées de 2007 à 2013 (<i>triées par ordre décroissant</i>).....	90



1. PRESENTATION GENERALE

1.1.Contenu de la mission

Par note en date du 26 mai 2014 (annexée au présent rapport) Monsieur le Maire de la Ville de Grenoble a demandé à Monsieur le Directeur général des services « de procéder à un audit des finances de la commune, fondement de la stratégie financière du mandat ».

Il souhaitait un volet rétrospectif retraçant « l'évolution des grands équilibres financiers, ainsi que leurs facteurs d'évolution », depuis 2004, ainsi qu'un volet prospectif fournissant « une analyse des investissements et de leurs impacts sur les dépenses futures ».

Il était proposé un découpage en trois phases permettant de fournir, entre fin juin et mi-septembre, des données devant servir « à la définition de la stratégie financière à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis pendant la campagne ».

1.2.Méthode de travail

Le Directeur général des services a demandé à l'ensemble de la Direction générale de se mobiliser pour contribuer à cet audit, principalement pour la mise à jour d'une « programmation pluriannuelle des investissements (PPI)» pour la période 2015-2020.

La Direction des Finances a été chargée de réaliser la partie sur l'évolution des équilibres financiers, sur l'analyse générale des dépenses et des recettes de fonctionnement. Il a été réalisé un important travail de ressaisie des données des comptes administratifs, dans un logiciel d'analyse financière, pour pouvoir disposer de tableaux et graphiques sur 10 ans.

La Direction Prospective et vie au travail, du département Ressources humaines et relations sociales, a été chargée de l'analyse particulière du budget des ressources humaines. Elle s'est appuyée sur les extractions de données possibles sur le logiciel Civitas pour la période 2008-2013.

La Direction du Contrôle de gestion a été chargée de l'analyse de l'évolution des subventions versées aux associations et des participations versées aux organismes publics. Elle a utilisé les données disponibles dans le logiciel Progos pour la période 2007-2013.

Autant que possible les directions concernées, et notamment la Direction des Finances, se sont appuyées sur les documents de présentation des comptes administratifs. Toutefois ceux-ci comportent beaucoup de détails sur l'évolution de certains postes (recettes fiscales, dotations d'Etat, dotation Métro, ratios, dette, investissements, charges de personnel,...) et beaucoup moins sur d'autres (évolution des dépenses et recettes courantes, répartition des subventions, dépenses et recettes exceptionnelles,...).

1.3.Avertissement

Le présent rapport ne répond pas au questionnement sur « l'analyse de la PPI en cours », le document disponible dans les services n'étant qu'un document de travail pour la période 2015-2020, jamais validé par les élus du mandat municipal précédent, et recensant sans priorisation tous les projets d'investissement évoqués au fil des années.

Les élus et les services ont donc engagé un travail d'examen de chacun des projets, permettant de les classer en différentes catégories (récurrents, en cours de réalisation, à l'étude, impactés par la création de la Métropole,...). Ces documents de travail servent de base au travail engagé d'une part pour bâtir le budget d'investissement 2015, et d'autre part pour établir les priorités pour les années suivantes. Le contexte national des finances publiques et des dotations aux collectivités ne permet pas à ce jour de communiquer sur une programmation.

De même, « l'impact de la Métropole sur les équilibres financiers de la Ville » n'est pas inclus dans le présent rapport. D'une part, le principe général des transferts de compétence est que l'impact financier doit être neutre pour les deux collectivités. D'autre part, la définition des compétences transférées est plus tardive que prévu, et les travaux de la Commission locale d'évaluation des charges transférées se dérouleront sur toute l'année 2015.

Enfin pour ce qui concerne « l'analyse du risque externe », la priorité a été donnée aux possibilités de réorientation des opérations d'aménagement, confiées à la SPL SAGES ou à la SEM INNOVIA, pour lesquelles les participations financières attendues de la Ville déléguante dépassaient largement les capacités budgétaires de celle-ci. Même si la ZAC Esplanade a été arrêtée rapidement, le travail engagé sur les autres opérations demandera un temps plus long. Un tableau annexé au présent rapport détaille le niveau des participations attendues de la Ville à fin 2013 pour chacune des opérations, soit environ 187 M€ sur environ 25 ans, dont 100 M€ pour la ZAC Presqu'île, 41 M€ pour la ZAC Flaubert et 32 M€ pour la ZAC Esplanade.

Une analyse détaillée de la dette garantie a été écartée compte-tenu du fait que celle-ci concerne presque exclusivement les organismes de logement social, ACTIS et Grenoble Habitat, le CCAS, et les sociétés d'aménagement. Cette dette garantie est annexée chaque année aux documents budgétaires et fait l'objet de quelques pages d'analyse dans les documents explicatifs.

Le présent rapport ne concerne que le budget principal, les budgets annexes étant pour la plupart assez stables sur la période et n'ayant pas connu de difficultés particulières. Seul le budget annexe Activités Économiques pourrait nécessiter une analyse financière, plus prospective que rétrospective, compte-tenu des difficultés liées à Alpeexpo. Sur la période passée il a été financé 11,8 M€ de travaux sur cet équipement, totalement financés par autofinancement ou par emprunt, sans aucune subvention d'autres collectivités publiques. La situation financière difficile de la SEM a obligé la Ville à renoncer à récupérer la provision pour travaux de 1,7 M€, destinée au financement de ces travaux, et même à renoncer à tout loyer et redevance pour les exercices 2014 et 2015.

Il convient de noter que la mesure des évolutions est rendue parfois difficile du fait des changements de périmètre du budget principal. Autant que possible, notamment dans les commentaires sur les évolutions des subventions ou de la masse salariale, l'incidence de ces changements est corrigée ou au moins signalée.

Ceci concerne principalement :

- Le transfert de la compétence « collecte des déchets ménagers » à la Métro en 2005,
- Le transfert du service École supérieure d'art de Grenoble (ESAG) à l'EPCC École supérieure d'art et de design Grenoble Valence (ESAD) en 2011,
- La modification du budget annexe Cuisine centrale, avec transfert en 2012 de la facturation aux familles de la « pause méridienne » dans le budget principal, en 2012, et remplacement par un achat des repas par le budget principal au budget annexe,
- La modification du budget annexe Stationnement par transfert des activités « stationnement sur voirie » (personnel de contrôle, recettes horodateurs,...) sur le budget principal,

1.4.Présentation aux élus

Les principaux éléments de cet audit ont fait l'objet d'une présentation synthétique aux élus de la majorité municipale lors d'un séminaire de travail, le 22 octobre 2014.

Après l'ajout de compléments, précisions et commentaires, par les directions concernées, le présent rapport a pu être finalisé afin d'être présenté en Commission Ressources et évaluation du 1^{er} décembre, et débattu en Conseil municipal le 15 décembre 2014.

2. LES PRINCIPALES CONCLUSIONS (par le Directeur général des services)

La situation financière de la Ville de Grenoble doit s'analyser d'une part, en la comparant à celles des communes de sa strate démographique (100 000 à 300 000 habitants), d'autre part en mesurant et analysant les évolutions intervenues ces dernières années.

D'une manière générale, les comparaisons, notamment celles faites à partir des ratios nationaux publiés sur le site « collectivités-locales.gouv.fr » des Ministères des Finances et de l'Intérieur (DGFIP/ DGCL), doivent être considérées avec prudence : traditionnellement les modes de gestion de certains services publics diffèrent d'une collectivité à l'autre (régie, délégation, mutualisation, privatisation, ...) et les évolutions importantes de compétences dans la plupart des territoires urbains, notamment ces dernières années, sont mal prises en compte. A ce titre, il convient de considérer que la coopération intercommunale dans l'agglomération grenobloise accuse un certain retard et reste modeste, la ville centre conservant dès lors de nombreuses compétences exercées ailleurs par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

De même, l'analyse des évolutions des dernières années ne doit pas faire oublier l'histoire financière plus ancienne de la collectivité, caractérisée par une importante dépense publique locale, associée à des niveaux de prélèvements fiscaux élevés. On peut ainsi citer :

- La forte urbanisation des années 60 et 70, en même temps que l'accueil des J.O. en 1968, s'est accompagnée de la construction de nombreux équipements publics dans tous les quartiers, dont l'entretien et la rénovation nécessitent aujourd'hui des moyens financiers d'autant plus importants qu'ils ont été longtemps négligés ;
- les services publics municipaux, ville et CCAS, sont très développés, y compris du fait de l'exercice de compétences relevant de l'Etat ou d'autres collectivités, ce qui explique l'importance historique des dépenses de personnel rapportées au nombre d'habitants ;
- la fiscalité locale est historiquement élevée, notamment en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties (taux le plus élevé des communes de la strate), et elle a connu des hausses de taux régulières sous les différentes municipalités, la dernière s'élevant à + 9% en 2009 ;
- la dette par habitant du budget principal est élevée, ayant connu une forte croissance entre 1983 et 1995, suivie d'une période de réinternalisation de « dettes cachées » (+60 MF / +9 M€, en 1998, au titre de la contrepartie des droits d'entrée perçus dans le cadre de la privatisation du service public de l'eau potable en 1989, par exemple), puis une relative stabilité depuis le début des années 2000 à environ 1700 €/habitant, qui en fait une des premières de la strate.

Sur la période analysée, les principaux éléments suivants doivent être retenus :

- **Une période 2004-2008 tendue financièrement, avec une épargne nette très légèrement positive, mais favorisée par une bonne dynamique des bases fiscales, une légère progression des dotations de la Métro (AC et DSC), la progression du FDPTP au titre des entreprises de Crolles, un gain budgétaire lié à la mise en place de la TEOM avec maintien à son niveau antérieur de la fiscalité communale, une décroissance des taux d'intérêt, des dotations de l'État encore en faible croissance ;**
- **une période 2009-2012 marquée par l'augmentation de + 9%, à compter de 2009, des taux de fiscalité communale (TH, TFB, TFNB) qui a amélioré temporairement la situation financière.** Environ un quart de la ressource supplémentaire a été affecté en fonctionnement, notamment pour compenser la baisse progressive, mais encore limitée, des dotations de l'État, mais aussi pour financer des dépenses

nouvelles. Le solde a été affecté à l'autofinancement des investissements, ce qui leur a permis d'atteindre un niveau historiquement élevé sans pour autant augmenter l'endettement. Ces investissements ont été consacrés pour l'essentiel à de nouveaux équipements, au détriment de l'entretien du patrimoine existant resté particulièrement délaissé ;

- **une dernière période marquée par un retournement sensible de situation depuis 2012 et se poursuivant sur 2014** : des politiques publiques municipales ont été mises en place ou développées comme la réforme des rythmes scolaires (qui a eu un coût d'autant plus élevé qu'elle a été mise en place dès la première année à partir d'un niveau originel très faible d'implication de la ville), le renforcement de la police municipale, le nettoyage systématique des tags en centre-ville, l'augmentation forte et continue de la subvention au CCAS, l'ouverture d'une piscine, sans compter une politique de recrutement et de remplacements plus volontariste que les années précédentes, au moment où des mesures nationales relatives au personnel (hausse des cotisations retraites ou formation, revalorisation de certaines catégories, ...) se mettaient en place. L'ensemble a généré une forte hausse des dépenses de fonctionnement alors même que la croissance démographique des effectifs scolaires, liée au dynamisme de l'immobilier était mal prise en compte. Simultanément la Ville connaissait une baisse des dotations de l'État, un moindre dynamisme des bases fiscales, une baisse des subventions du Conseil Général de l'Isère et l'obligation de contribuer au fonds de péréquation national (FPIC).

L'épargne nette, ou autofinancement, a logiquement connu une décroissance rapide, passant de 11,4 M€ en 2011, à 9,5 M€ en 2012, 3,8 M€ en 2013 et probablement proche de 0 M€ en 2014. En dehors de mesures de réduction budgétaire générale annuelle, uniformes à tous les services, aucune mesure d'économies significatives de fonctionnement n'a été étudiée et surtout validée politiquement ces dernières années, pour anticiper et compenser cette dégradation des comptes de la collectivité.

- La forte augmentation de la subvention versée au CCAS, passée de 20 à 25 M€ en 6 ans, devrait faire l'objet d'une analyse liée à celle des équilibres financiers de cet établissement public. Il faut toutefois noter que la période 2009-2013 a permis de résorber les déficits antérieurs et que des mesures d'économies structurelles parfois significatives ont été mises en œuvre (fermeture de logements foyers, notamment).
- **Sur toute la période étudiée, la politique d'investissement a plus été orientée sur les politiques de « rayonnement » ou de « développement » que sur le gros entretien du patrimoine existant :**
 - o En matière d'espaces publics, la priorité a été donnée au centre-ville, dans le cadre du projet Cœur de ville / Cœur d'agglomération (quais de l'Isère / abords ligne E / rues piétonnes), ; par ailleurs, on note un retard dans la rénovation des chaussées ;
 - o Dans le domaine économique et universitaire, la Ville a continué à financer au-delà de ses compétences obligatoires et à un niveau élevé (environ 2,5 M€/an) les mêmes politiques que la Métro (CPER / Plan Campus / Pôles de compétitivité /...), faisant supporter ainsi aux contribuables grenoblois une double contribution ;
 - o Dans le domaine de l'aménagement et du logement, la collectivité a engagé simultanément plusieurs coûteuses opérations d'envergure (Presqu'île, Esplanade, Flaubert, Chatelet,...) , alors qu'elle n'avait pas fini de financer des opérations déjà fortement déficitaires (Vigny-Musset, Bouchayer-Viallet). Une étude des services en 2013, relative à la ZAC Vigny-Musset, a montré que les recettes fiscales générées par ce nouveau quartier pouvaient compenser, à terme, la participation à l'équilibre versée par la Ville, mais ne finançait pas les équipements publics nécessaires (scolaires, culturels ou sportifs). Jusqu'en 2010-2011, la Ville consacrait environ 4

M€/an au financement de ces opérations d'aménagement, confiées à la SPL Sages ou à la SEM Innovia. Les engagements pris avant mars 2014 nécessitent de porter ces participations à environ 8 M€/an, montants incompatibles avec les capacités financières de la Ville pour ces prochaines années ;

- En matière de construction de logement, réhabilitations ou constructions neuves, la Ville a maintenu son niveau d'engagement budgétaire en direction des bailleurs sociaux, soit environ 2,2 M€/an de dépenses nettes, alors que la Métro mettait en place une fiscalité additionnelle sur les ménages d'environ 10 M€/an pour assumer pleinement cette compétence. Comme ci-dessus, la Ville a donc accompagné une politique publique au-delà de ses compétences, lui permettant d'atteindre rapidement un taux de logements sociaux supérieur à 20 %, sans déséquilibrer les finances des opérateurs.
- En matière d'équipements sportifs, la construction de la piscine des Dauphins, puis la rénovation de la piscine Bulle d'O, n'ont pas été suivies des fermetures des piscines vieillissantes et coûteuses (Villeneuve, Clos d'Or, Vaucanson) comme cela avait été présenté lors du lancement de ces projets. Le coût de construction de la nouvelle halle couverte de tennis de la Plaine des Sports (près de 12 M€), beaucoup moins financé par subventions qu'annoncé, grève très fortement les moyens disponibles pour le gros entretien des équipements sportifs existants, en particulier les gymnases.
- Dans le domaine culturel, la construction de la salle des musiques amplifiées, La Belle Électrique, a coûté près de 12 M€ TTC, partiellement financés par des subventions, soit 5,9 M€ HT à charge de la Ville. Elle risque de générer de nouveaux investissements non prévus à ce jour pour limiter les nuisances pour les habitations très proches. Les coûts de fonctionnement, à supporter par la Ville à partir de 2015, ont été évalués (environ 350 K€/an à verser au délégataire, hors gros entretien à charge de la Ville), mais aucune mesure d'économie n'a été prévue ailleurs pour les compenser.
- Il convient par ailleurs de relever un financement régulier des opérations de rénovation urbaine, conventionnées avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), avec un budget d'environ 4 M€/an à charge de la Ville, hors subventions. Ceci a permis de terminer les travaux à Teisseire et Mistral (1^{ère} tranche), et d'engager ceux à Chatelet, Jouhaux et surtout Villeneuve. Toutefois, les projets et engagements pris pour les toutes prochaines années, notamment sur Villeneuve, nécessiteraient de majorer fortement le financement par la Ville.
- A noter également la construction sur la période 2010-2013 de la nouvelle École Beauvert, pour environ 11,3 M€. L'importance de son financement a nécessité de réduire pendant deux ans le financement alloué au gros entretien du reste du patrimoine scolaire dont une partie nécessiterait cependant de gros efforts.
- Globalement, le programme d'investissements nécessaires à l'accueil des nouveaux élèves, provenant notamment des nouveaux programmes de logements réalisés par les opérateurs de la Ville, a été très largement sous dimensionné, générant des tensions durables dans de nombreux secteurs scolaires tant en maternelle qu'en élémentaire.

Ainsi, en s'inscrivant dans l'histoire de Grenoble marquée par une forte présence de services publics municipaux, les choix effectués au cours des six dernières années ont réduit les marges de manœuvre : à un niveau d'endettement par habitant particulièrement fort, ce sont ajoutés des taux de fiscalité très élevés, en particulier la taxe foncière. Dans le même temps, les décisions politiques

ont favorisé des secteurs et des domaines ne relevant pas du cœur de compétences d'une commune, fut-elle commune centre d'agglomération, obérant d'autant la capacité à assumer l'entretien d'un patrimoine trop souvent délaissé et à anticiper les besoins fondamentaux d'une commune comme l'accueil des enfants scolarisables.

La situation, héritée des choix politiques effectués ces dernières années, est dès lors d'autant plus critique que nombre d'engagements financiers ont été pris pour de nombreuses années alors même que les dotations de l'Etat sont désormais en forte baisse.

2.1. Conclusions de l'analyse financière rétrospective sur 2004-2013

Les collectivités locales disposent de plusieurs leviers pour mettre en œuvre leurs politiques publiques dans un cadre budgétaire devant nécessairement être équilibré conformément au cadre légal. Il sera permis d'énumérer les leviers ci-après parmi les leviers les plus importants : le recours à la fiscalité, la maîtrise des dépenses de fonctionnement ou encore le recours à l'endettement. Chacun de ces leviers permet d'orienter différemment les politiques publiques, en fonctionnement comme en investissement.

Concernant la ville de Grenoble, le principal levier utilisé ces dernières années fut celui de la fiscalité. Ainsi en 2009, l'ensemble des taux de fiscalité a été augmenté de 9%. La hausse de la fiscalité (+67 €/hab entre 2008 et 2009) a permis de pallier très largement la baisse de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat (-4 €/hab entre 2008 et 2009). Par conséquent, cette évolution a permis d'accroître à la fois les dépenses réelles de fonctionnement (1596 €/hab en 2008 pour 1774€/hab en 2013) tout en améliorant l'épargne nette de la collectivité en la faisant passer d'une position faible (0,1 M€ à 2,7M€ selon les années entre 2004 et 2008), à une position plus élevée (entre 9 et 11 M€ selon les années entre 2009 et 2012, mais seulement 4 M€ en 2013).

L'amélioration de l'épargne nette à compter de 2009 a ainsi autorisé l'accroissement du montant consacré aux dépenses d'équipement brut (338€/hab en 2008 pour 435€/hab en 2013) sans détériorer un niveau de dette déjà très important (1697€/hab en 2013 au budget principal pour la Ville, contre 1131€/hab pour la strate démographique).

Ceci étant, depuis 2012, il est constaté une érosion importante de l'épargne nette (11,4M€ en 2011, 3,8M€ en 2013) causée par une hausse plus rapide des dépenses de fonctionnement que celle des recettes de fonctionnement. Ainsi, depuis 2012, le seul levier fiscal ne permet plus de pallier la baisse des dotations de l'Etat (297 €/hab en 2008, 281 €/hab en 2013) ainsi qu'à la hausse des dépenses réelles de fonctionnement.

En 2013, le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal était de 1,8. La ville de Grenoble a historiquement mobilisé fortement le levier fiscal pour permettre la mise en œuvre de ses politiques publiques. L'encours de dette est quant à lui relativement élevé au regard des autres collectivités de la strate. La lecture de ces deux ratios, conjuguée avec l'érosion de l'épargne nette constatée depuis 2012, place la ville de Grenoble dans une situation financière contrainte.

L'analyse rétrospective a été en grande partie réalisée sur la base des données brutes ressaisies par la société Finance Active d'après les comptes administratifs, sans possibilité de retraiter certaines données exceptionnelles. Les documents de présentation des comptes administratifs, dits Doc 0, expliquaient et retraient ces éléments exceptionnels. Les ratios publiés par la DGCL peuvent connaître les mêmes décalages. Le rapport ci-après explique autant que possible les différentes méthodes de calcul.

2.2. Conclusions sur l'évolution du budget des ressources humaines

Les charges de personnel représentent plus de la moitié du budget de la collectivité. Elles se sont élevées à 133 M€ en 2013, contre 121 M€ en 2008.

Cette évolution est liée à plusieurs éléments :

- La majeure partie est liée aux augmentations réglementaires et législatives (augmentations des contributions patronales, revalorisation du SMIC, refonte des grilles indiciaires, valeur du point jusqu'en 2010, SMIC, mais également avancements d'échelons à l'ancienneté,...). Chaque année l'évolution de ces dépenses se traduit par une hausse d'environ 1,5% des dépenses du chapitre 012. Les principales mesures ont concerné, sur la période, la hausse du taux de cotisation retraite (0,660 M€, en moyenne sur la période, sur 2008-2013), ainsi que la refonte des grilles d'évolution des agents des catégories B et C (0,816 M€ en 2013).
- Cette évolution est également liée à des créations de postes, notamment pour la police municipale, le renforcement de la présence d'agents spécialisés des écoles maternelles (ATSEM). Sur l'ensemble des départements de la Ville, le département CSEJ, constitué de la direction éducation jeunesse, de la direction des affaires culturelles et de la direction des sports représente environ 39% de la masse salariale, le département environnement urbain plus de 25% et le département solidarité - services à la population plus de 10%. Les fortes évolutions des dépenses ces trois dernières années, en masse globale, se sont concentrées sur ces trois départements (ouvertures de classes, renforcement des effectifs de la police municipale notamment, hausse du niveau des renforts et des remplacements).

Entre 2012 et 2013, la hausse des dépenses de personnel a été particulièrement élevée, de +3,2% (+4,1 M€) :

- En effet, aux éléments listés ci-dessus, s'ajoute la réforme des rythmes scolaires qui s'est à la fois imposée à la collectivité, mais pour laquelle la Ville a choisi d'investir des moyens conséquents. Le coût de la réforme est pour la ville de Grenoble de plus de 3M€/an en année pleine et elle s'est traduite par la création de plus de 37 postes d'animateurs référents, de 40 ATSEM et par le recours annuel à près de 600 animateurs à temps non complet, à partir de la rentrée 2013.
- L'année 2013 a été marquée par l'embauche de 52 emplois d'avenir, correspondant à un accroissement de 0,467 M€ de la masse salariale (et d'une recette concomitante à hauteur de près de 90% de cette dépense).

Outre ces éléments explicatifs de l'évolution de la masse salariale, la gestion des ressources humaines de la ville de Grenoble est marquée par une dégradation de l'environnement professionnel des agents. En effet, plusieurs indicateurs développés ci-après sont au rouge :

- Un niveau d'absentéisme important : le taux d'absentéisme de 9,68 % en 2012 progresse fortement entre 2012 et 2013. Le nombre d'agents en attente d'un reclassement (une cinquantaine) témoigne de difficultés à offrir un parcours professionnel aux agents qui travaillent pour la Ville.
- Une hausse sensible du nombre de jours d'arrêt liés à des accidents de travail et de trajet qui passent de 5333 jours en 2008 à 8031 en 2013 (+50%), malgré les efforts faits en matière de prévention des risques professionnels et de la signature d'un protocole sur l'amélioration de la qualité de vie au travail.

2.3. Conclusions sur l'évolution des subventions de fonctionnement et participations

Sur la période analysée de 2007 à 2013, le montant des subventions affectées aux associations et organismes publics, hors CCAS et ESAD, est en progression modérée, passant de 24,5 M€ en 2007 à 26,2 M€ en 2013, soit une progression d'environ +7 % à comparer à une inflation d'environ +10 %.

Ces subventions ont représenté en moyenne environ 10,5 % des dépenses de fonctionnement.

Les principales politiques subventionnées ont été la culture, le socio-culturel, les sports, l'économie-emploi, et la solidarité.

La subvention au CCAS a connu une très forte croissance de +23 %, passant de 20,1 M€ en 2007 à 24,7 M€ en 2013.

A compter de mi 2011 il apparaît une subvention au nouvel EPCC Ecole supérieure d'art et de design Grenoble-Valence qui s'élève à 1,26 M€ en 2013, en substitution aux dépenses directes, personnel notamment, inscrites antérieurement dans le budget de la Ville.

Il convient de retenir que la Ville subventionne plus de 700 organismes, hors CCAS, mais que les 143 organismes qui ont reçu plus de 23.000 € en 2013 représentent un budget de 24,6 M€ sur un total de 27,5 M€, soit environ 90 % des montants alloués.

L'EPCC MC2 bénéficie d'une subvention d'un peu moins de 1,7 M€ pour son fonctionnement (hors subvention loyer de 1,73 M€) dont le montant n'a été majoré qu'une seule fois, de 50 K€, soit +3 %, sur la période 2004 – 2013. Il lui a été alloué en plus, certaines années, des subventions d'investissement pour participer au renouvellement régulier du matériel scénique.

L'association Palais des Sports Grenoble-Isère bénéficie d'une subvention de 1,15 M€ pour son fonctionnement dont le montant n'a été majoré qu'une seule fois, de 100 K€, soit +10 %, sur la période 2000 – 2013. Le rapport détaille ci-après les autres contributions de la Ville.

Pour les clubs sportifs professionnels de football, rugby et hockey, le rapport explicite la répartition entre les subventions, pour missions d'intérêt général, et les prestations de service. Les subventions aux associations liées sont destinées à financer les équipes amateurs ou les centres de formation. Globalement le rapport indique, pour la période, une baisse de 110 K€ pour le football, une hausse de 200 K€ pour le rugby, et une stabilité pour le hockey.

Pour les organismes publics les principales évolutions concernent :

- Une seule augmentation de 50 K€ pour l'EPCC MC2 à compter de 2009,
- Une stabilité pour l'EPIC Office de tourisme à environ 750 K€, qui a repris la gestion du bâtiment Maison du tourisme à compter de 2012,
- La subvention à l'ESAD pour 552 K€ en 2011, année de démarrage, puis de 1264 K€ depuis 2012
- La croissance de la subvention à la Régie Chaufferie Ciel, passée de 355 K€ à 481 K€, soit +21 %
- Des subventions ponctuelles et variables à l'EPIC Marché d'intérêt national, soit entre 100 et 200 K€/an, compte tenu des difficultés de remplissage des locaux loués,
- D'importantes subventions versées au Syndicat mixte Alpes Abattage (SYMAA), soit entre 300 et 500 K€/an, compte tenu de la faiblesse des tonnages traités.

3. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2004-2013 (par la Direction des Finances)

Précisions :

L'une des particularités de ce travail d'analyse réside dans la durée de la période étudiée, durée relativement longue concernant un exercice d'analyse financière rétrospectif.

Ce rapport est basé sur les données figurant aux comptes administratifs du budget principal de la ville de Grenoble pour les années 2004 à 2013, données saisies par la société Finance Active dans le cadre de la mise à jour de l'outil de rétrospective Inviso, d'autres sont reprises des documents de présentation des comptes administratifs (Doc 0).

Sauf mention particulières les données sont exprimées en millier d'euros.

Il convient de remercier pour ce travail le Directeur des Finances, Monsieur Raphael Dintre, ainsi que Madame Carole Rémy et tous les collaborateurs de la direction ayant collaboré à ce document.

3.1.LES DONNEES GENERALES ET LE RESULTAT

3.1.1. Les grandes masses financières

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes réelles de fonctionnement	251 345	251 760	258 719	269 937	260 677	271 076	274 746	271 709	283 837	294 955
Evolution en %	0	0,17 %	2,76 %	4,34 %	-3,43 %	3,99 %	1,35 %	-1,1 %	4,46 %	3,92 %
Dépenses réelles de fonctionnement	228 625	221 505	227 635	240 834	233 932	233 114	228 774	234 426	247 158	257 902
Evolution en %	0	-3,11 %	2,77 %	5,80 %	-2,87 %	-0,35 %	-1,86 %	2,47 %	5,43 %	4,35 %
Recettes réelles d'investissement	98 665	87 576	69 465	96 891	70 866	75 431	53 808	42 964	55 122	48 379
Evolution en %	0	-11,2 %	-20,6 %	39,4 %	-26,6 %	6,4 %	-28,6 %	-20,1 %	28,3 %	-12,2 %
Dépenses réelles d'investissement	119 541	119 045	98 281	137 636	101 941	105 726	83 019	78 655	90 098	92 060
Evolution en %	0	-0,4 %	-17,4 %	40,0 %	-25,9 %	3,7 %	-21,4 %	-5,2 %	14,5 %	2,1 %

Qu'il s'agisse des **recettes de fonctionnement** comme des dépenses de fonctionnement, celles-ci sont tendanciellement orientées à la hausse, hormis pour la période 2008 – 2010 concernant les dépenses.

Il convient de noter que la hausse des taux de fiscalité de 9% en 2009 contribue de manière plus faible à la hausse des recettes réelles de fonctionnement (+3,99%). Ainsi, les exercices 2001 (+4,34%) ou 2012 (+4,46%), sans hausse de fiscalité, montrent des dynamiques plus importantes.

Concernant les **dépenses d'investissement**, celles-ci forment deux tendances spécifiques l'une se situant entre 2004 et 2009 avec des niveaux d'investissement compris entre 98 M€ et 137 M€, l'autre sur la période 2010 à 2013 pour des niveaux d'investissement plus faibles compris entre 78 M€ et 92 M€. Jusqu'en 2008 la Ville a pu mener des opérations de réaménagement de sa dette, avec des remboursements anticipés puis des refinancements, qui ont augmenté les volumes financiers.

Ce ne fut plus le cas à compter de 2009, le niveau des dépenses d'investissement devenant plus proche du total : dépenses d'équipement (55 à 60 M€) + remboursement en capital de la dette (25 M€)

Evolution :

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	1,79 %	17,35 %
Dépenses de fonctionnement	1,35 %	12,81 %
Recettes d'investissement	-7,61 %	-50,97 %
Dépenses d'investissement	-2,86 %	-22,99 %

Sur la période étudiée, l'évolution moyenne des **dépenses de fonctionnement** fut inférieure à celle des recettes de la section. Bien qu'orientée à la baisse, il en est de même pour l'évolution des recettes d'investissement, avec une baisse plus conséquente des recettes que celle des dépenses.

Compte tenu de la longue période d'analyse, il est intéressant de scinder l'analyse en deux périodes.

Pour la section de fonctionnement, si l'on scinde la période en deux, les évolutions totales sont les suivantes :

Dépenses 2004 – 2008 = + 2,32 %

Recettes 2004 – 2008 = + 3,71 %

Dépenses 2009 – 2013 = + 10,63 %

Recettes 2009 – 2013 = + 8,80 %

Il est ainsi possible de constater que si l'effet de ciseau n'apparaît pas sur la période 2004-2013, il est cependant marqué sur la période 2009 – 2013 avec des dynamiques, pour les recettes comme pour les dépenses réelles de fonctionnement, plus importantes.

Avant de pouvoir apporter d'avantage d'explications sur les facteurs d'évolution qui pourraient expliquer les différentes tendances relevées, il convient ici de souligner que les dépenses ou les recettes, telles que présentées ci-dessus, intègrent les natures comptables relatives aux opérations à caractère exceptionnel. Par ailleurs, comme indiqué plus avant il convient, pour comprendre les tendances et évolutions, d'analyser dans le détail les différents types de dépenses et recettes, et de retraiter les éléments exceptionnels qui faussent l'analyse.

Soit, par exemple :

- En 2012 : forte augmentation des RRF et DRF du fait du transfert, à la demande de la Trésorerie, du stationnement sur voirie depuis un budget annexe vers le budget principal
- En 2007 : les dépenses d'investissement de 137 M€ comprennent 38,5 M€ de remboursements anticipés de dette, refinancés par de nouveaux emprunts en recettes d'investissement

3.1.2. Fonds de roulement et résultat des exercices

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Fonds de roulement en début d'exercice	1 193	3 036	5 099	7 366	-2 330	-7 710	315	11 995	13 617	15 320
Résultat de l'exercice	1 843	-1 214	2 267	-11 641	-4 329	7 667	16 762	1 592	1 703	-6 627
Fonds de roulement en fin d'exercice	3 036	1 822	7 366	-4 275	-6 659	-42	17 077	13 587	15 320	8 693

Le fonds de roulement calculé en début d'exercice N est composé des montants inscrits aux comptes 002, 001 et 1068 de l'année N, tels que résultant de la clôture de l'année N-1.

Le fond de roulement s'est érodé entre 2006 et 2009 avant d'être reconstitué à des niveaux plus élevés entre 2010 et 2012. La forte dégradation du fond de roulement constaté en 2013, sans désendettement du budget principal de la Ville, pourrait apparaître potentiellement préoccupante si celle-ci se poursuivait sur l'exercice 2014 ainsi que sur les exercices à venir.

3.1.3. L'endettement

Source Doc 0	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Encours au 31 décembre	282 539	281 484	277 395	272 719	274 044	274 102	272 574	269 109	267 005	267 373
Capacité de désendettement	12,3	11,4	10,6	10,9	11,7	8,4	7,9	7,6	7,8	8,9
Emprunt	24 455	22 300	22 000	20 150	24 350	23 821	23 513	20 723	26 497	26 399

La capacité de désendettement est la résultante de deux variables, d'une part le stock de dette et, d'autre part, l'épargne brute constatée au compte administratif. Ce ratio symbolise le nombre d'années que mettrait une collectivité à rembourser sa dette si elle y consacrait l'ensemble de sa capacité d'autofinancement. Si l'encours de dette constitue une variable généralement peu volatile, l'épargne brute peut être sujette à de fortes variations. Par conséquent, il est important de lire ces données en tendance et non de focaliser sur une année

particulière, la capacité de désendettement pouvant se dégrader, comme se reconstituer, d'une année sur l'autre.

Pour plus de commentaires et analyses sur les différentes données mentionnées dans ce tableau se reporter au point 3.3.2 du présent rapport.

3.2.LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

3.2.1. Les épargnes

Epargne de gestion= Différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette (y compris produits des cessions).

Epargne brute= Différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement (y compris intérêts de la dette). L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

Epargne nette= Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes de fonctionnement	251 345	251 760	258 719	269 937	260 677	271 076	274 746	271 709	283 837	294 955
Epargne de gestion	26 283	30 579	34 560	33 473	33 377	41 386	48 992	42 219	41 090	37 879
Epargne brute	16 036	20 703	24 741	22 696	21 295	30 537	40 618	34 066	32 740	30 437
Taux d'épargne brute (en %)	6,55 %	8,55 %	9,80 %	8,61 %	8,34 %	11,58 %	15,08 %	12,69 %	11,70 %	10,56 %
Epargne nette	-5 972	-20 260	-3 857	-10 649	-7 516	-2 644	16 504	9 878	8 036	4 405

Comme évoqué lors de l'analyse ci-dessus, deux périodes se distinguent. L'une se situant avant l'augmentation de la fiscalité décidée en 2009, l'autre y faisant suite. La période 2004-2008 ne correspond pas aux données retraitées figurant dans les présentations des comptes administratifs. L'épargne nette, selon les données brutes non retraitées des éléments exceptionnels, est négative sur la période 2004 – 2009, puis s'améliore très nettement en 2010 avant de diminuer pour s'établir en 2013 à un niveau de 4,4 M€.

Les données figurant dans les Doc 0 des comptes administratifs permettent d'avoir une analyse retraitée de l'épargne nette, analyse permettant d'isoler les flux exceptionnels afin de faire apparaître la tendance réelle de cette évolution.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Epargne de gestion (Non corrigée)	26 283	30 579	34 560	33 473	33 377	41 386	48 992	42 219	41 090	37 879
Epargne nette (Non corrigée)	-5 972	-20 260	-3 857	-10 649	-7 516	-2 644	16 504	9 878	8 036	4 405
Epargne de gestion (corrigée)	34 130	35 530	36 900	37 080	36 180	41 070	42 640	44 350	42 570	37 720
Epargne nette (corrigée)	940	1 360	2 660	120	370	8 760	8 770	11 440	9 540	3 830

Ce tableau permet notamment de visualiser les écarts entre l'épargne nette corrigée et celle non retraitée. Il convient donc ici d'utiliser les données non corrigées avec précaution. En effet, les données 2004 à 2010 sont trop éloignées des données retraitées des documents de présentation des Doc 0. On notera cependant la variation positive de l'épargne nette en 2009, fruit de la réévaluation des taux de la fiscalité directe locale.

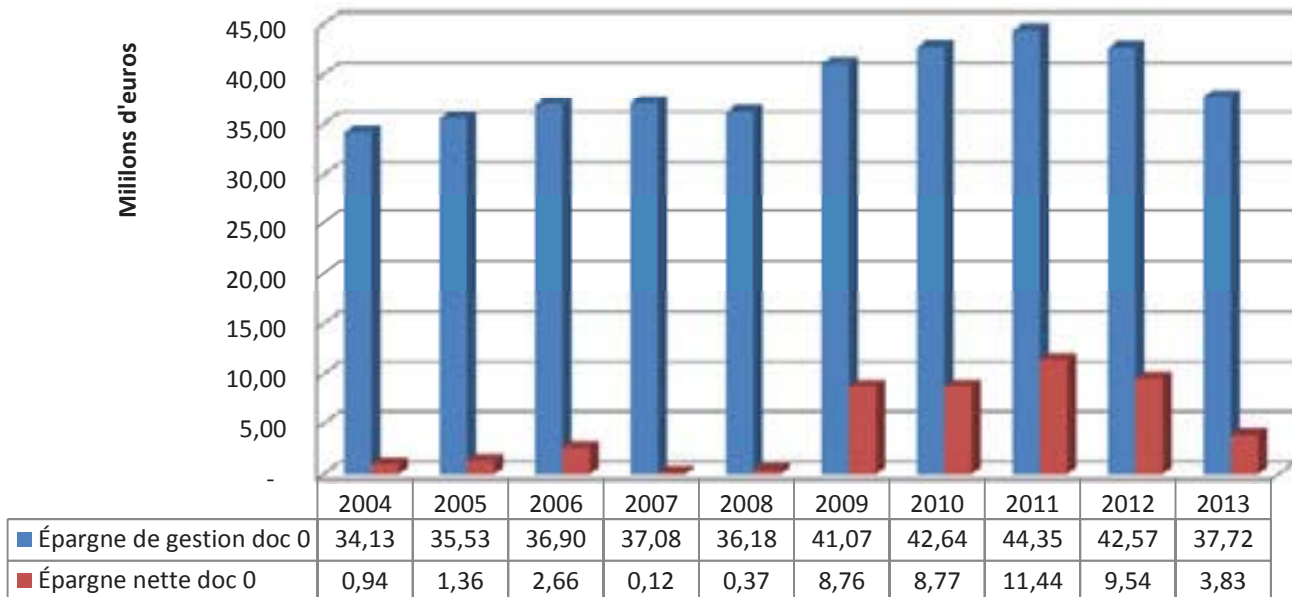
Outre les retraitements de l'épargne nette mentionnés aux Doc 0, à savoir :

- 2005 : 100 K€ rattachés pour abonder le budget de l'aide sociale facultative au profit du CCAS,
- 2010 : retraitement de recettes de fonctionnement liées à la clôture d'Europole (rattachement de 3,15 M€) et dont la dépense a également été neutralisée en section d'investissement (report de 2,79 M€),
- 2011 : les Travaux d'Investissement en Régie étaient ajoutés aux recettes de gestion. A partir de 2012, ils sont déduits des dépenses de gestion, conformément au choix opéré par la Commission Ressources du 7/11/2012,
- 2013 : chiffres retraités déduction faite d'une recette exceptionnelle de 3 369 K€ liée à un reversement d'excédent de la REG, d'une dépense exceptionnelle de 1 294 K€ liée à la régularisation d'un boni de liquidation de la SEG, d'une recette exceptionnelle de 300 K€ Europole,

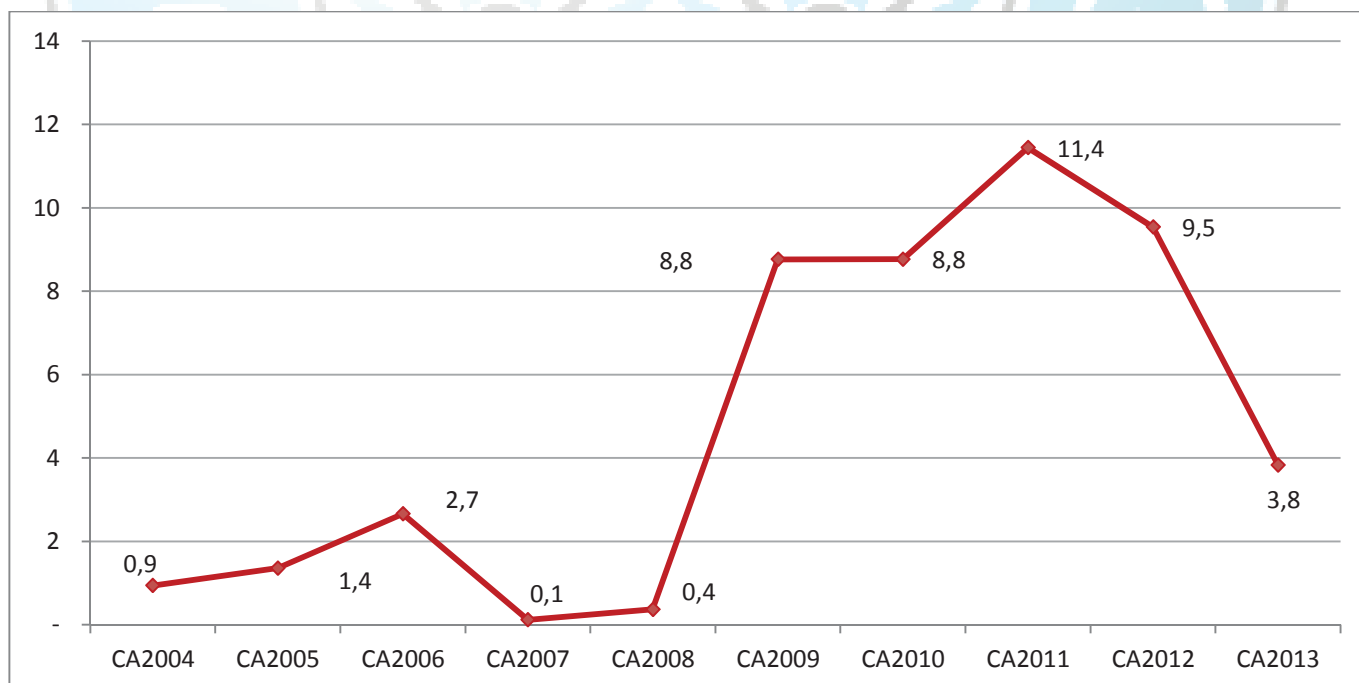
Il convient de relever que les principales différences de méthode entre Finances Active et les Doc 0 concernent :

- Les recettes de cession de patrimoine non prises en compte par la Ville
- Les travaux d'investissement en régie déduits en fonctionnement côté Ville
- Les opérations de réaménagement de la dette non déduites par Finance Active des annuités de dette (exemple 2007 annuité = 44 M€ pour FA et 37 M€ pour la Ville), ce qui se traduit par des épargnes nettes négatives de 2004 à 2009, années où de telles opérations ont été réalisées.

Epargnes retraitées des éléments à caractère exceptionnel (source Doc 0)



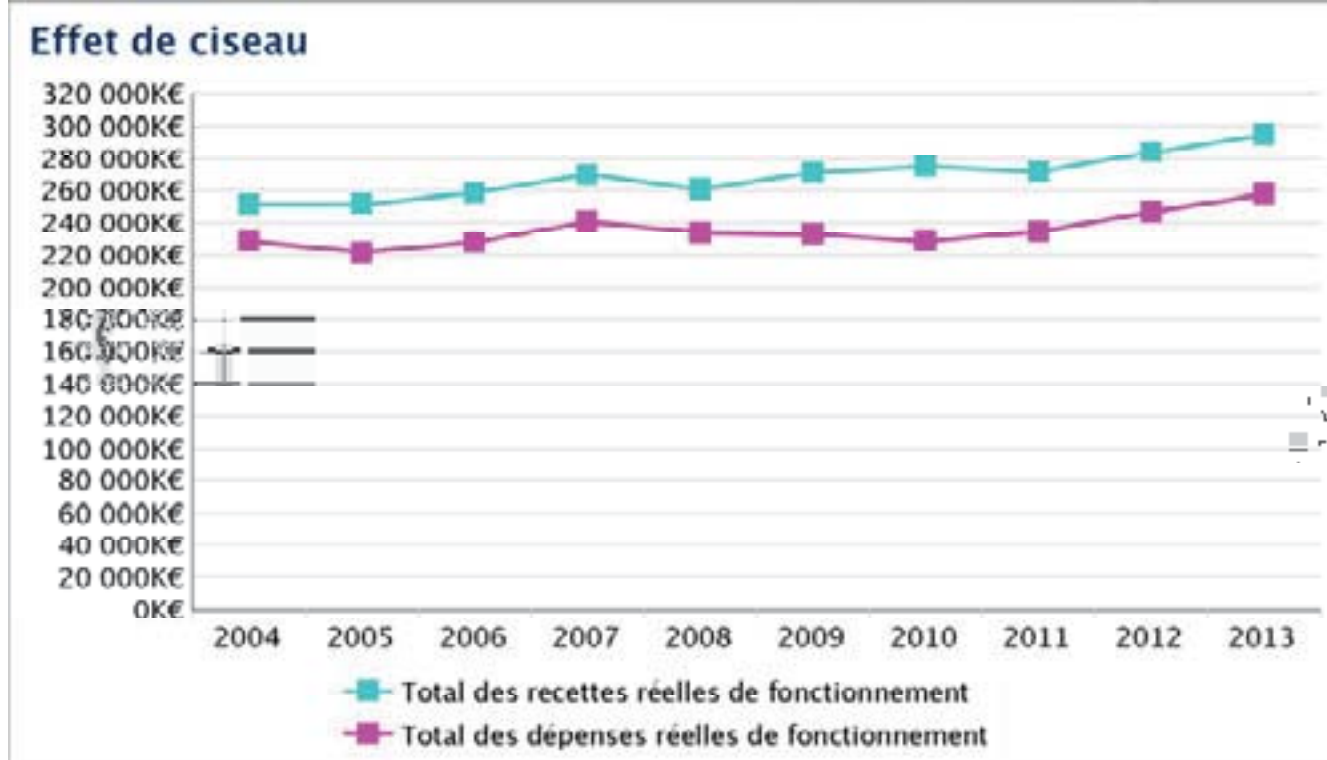
Comme on le constate dans ce graphique, sur la période 2009 – 2012, la hausse de l'épargne nette est provoquée par une augmentation forte de l'épargne de gestion. La dégradation sur 2013 est similaire sur l'épargne de gestion et sur l'épargne nette. Ainsi, le montant de l'annuité de la dette ne semble pas jouer un rôle prépondérant dans la variation de l'épargne nette sur cette période.



Le graphique ci-dessus, issu des données Doc 0, fait apparaître la seule évolution de l'épargne nette sur la période. Il permet de prendre conscience des baisses cumulées de l'épargne nette sur les deux dernières années. Les équilibres budgétaires de l'exercice 2014 laissant craindre une épargne nette encore plus dégradée.

3.2.2. Effet de ciseau

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes réelles de fonctionnement	251 345	251 760	258 719	269 937	260 677	271 076	274 746	271 709	283 837	294 955
Evolution en %	0	0,17 %	2,76 %	4,34 %	-3,43 %	3,99 %	1,35 %	-1,11 %	4,46 %	3,92 %
Dépenses de fonctionnement	228 625	221 505	227 635	240 834	233 932	233 114	228 774	234 426	247 158	257 902
Evolution en %	0	-3,11 %	2,77 %	5,80 %	-2,87 %	-0,35 %	-1,86 %	2,47 %	5,43 %	4,35 %

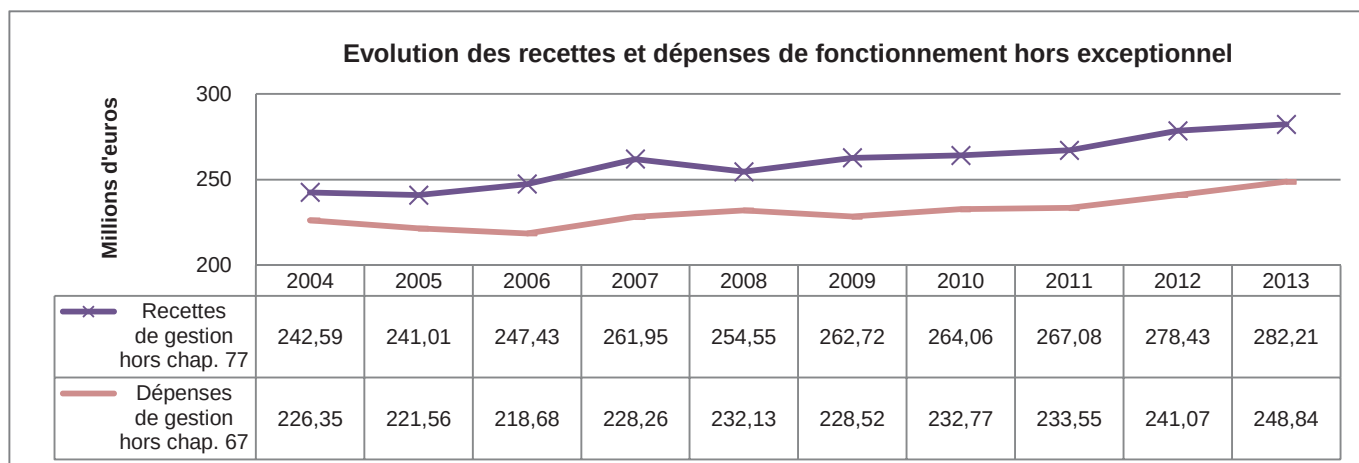


Ce graphique met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

L'écart entre dépenses réelles et recettes réelles tend à un accroissement constant en valeur absolue, même s'il devient plus marqué sur la période 2009 – 2013.

Concernant l'année 2007, il convient de noter une variation exceptionnelle des recettes comme des dépenses de fonctionnement. En effet, comme indiqué au Doc 0 de l'année 2007, cette année-là il a été nécessaire d'intégrer en comptabilité 9,9 M€ en dépenses et recettes de fonctionnement nécessaires pour mettre à niveau les facturations réciproques entre GEG et la ville de Grenoble au titre de la redevance de concession et de paiement de l'éclairage public.

En outre en 2009, des écritures à hauteur 2,92 M€ ont été passées, en dépenses comme en recettes, pour régulariser les flux financiers entre le budget principal et le budget annexe Teisseire – Jeux Olympiques. Ces écritures concernaient des ventes de terrain effectuées en 2007 sur la ZAC en question.



Le même travail d'analyse effectué en neutralisant les charges et les produits exceptionnels, donne une lecture similaire sur la période. Le calcul des écarts entre les recettes et dépenses de gestion, une fois neutralisés les produits et charges exceptionnelles, donne les écarts suivants :

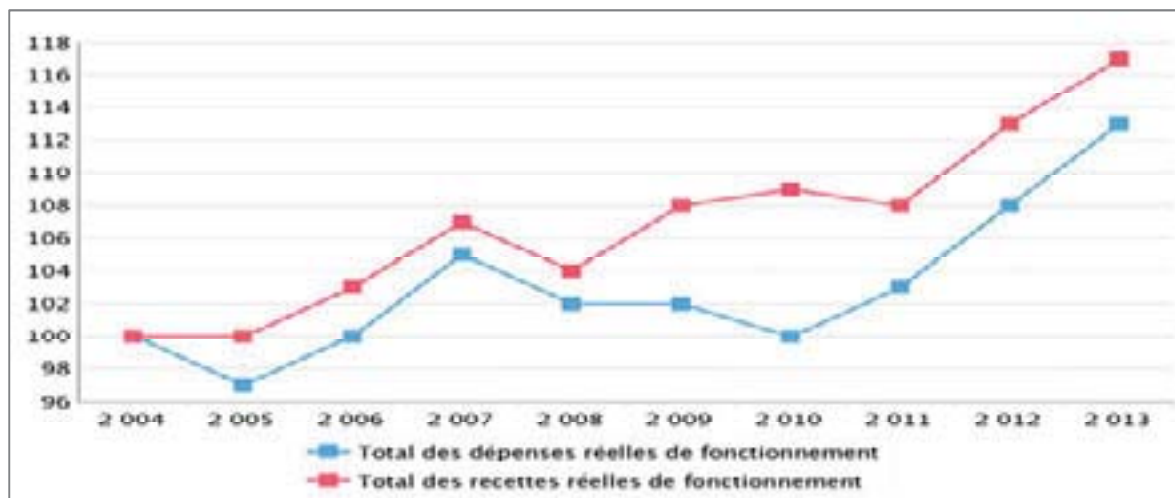
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ecart	16,24	19,44	28,76	33,69	22,42	34,20	31,28	33,52	37,37	33,38
Ecart/Recettes	7%	8%	12%	13%	9%	13%	12%	13%	13%	12%

Ainsi, en début de période le surplus de recettes de gestion disponible, après financement des dépenses de gestion, représente 7% des recettes de gestion, contre 12% en fin de période.

On notera à la lecture de ces points de référence un léger tassement pour l'année 2013. Par ailleurs, il convient de rappeler ici les écritures passées pour régulariser, en dépenses comme en recettes, les flux financiers existants entre GEG et la ville de Grenoble (9,9 M€), flux financiers qui n'ont pas été traités sur les chapitres 67 et 77 qui rassemblent exclusivement des dépenses et des recettes à caractère exceptionnel.

3.2.3. Dynamisme des recettes et dépenses de fonctionnement

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes en base 100.



Ce graphique, non retraité des éléments exceptionnels, donne une vision des dynamiques constatées en dépenses et en recettes réelles de la section de fonctionnement.

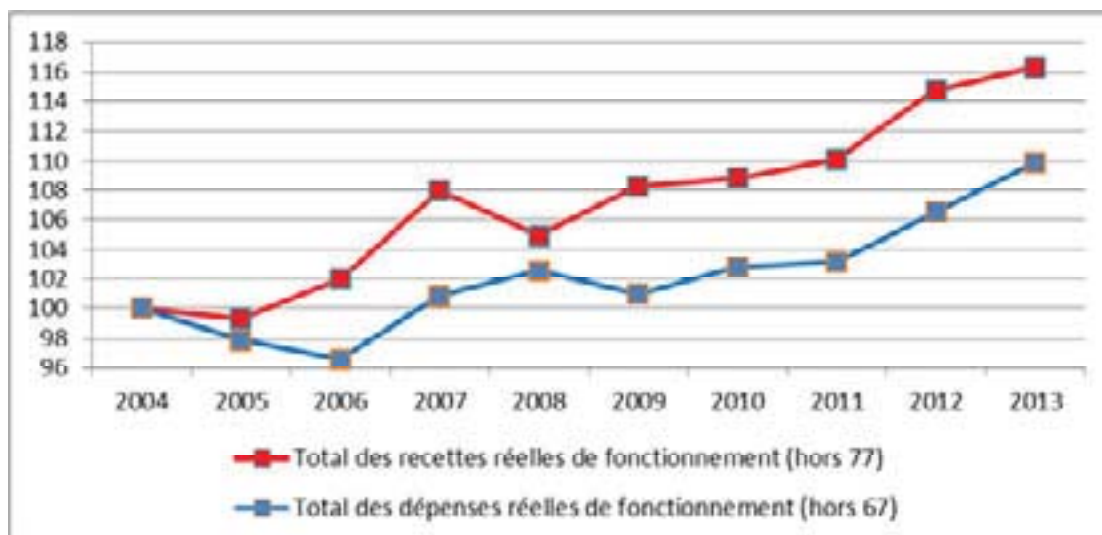
Il est remarquable de noter que la période 2008 – 2011 marque une dynamique très positive en terme de solde. Les périodes 2004 – 2008 et 2011 – 2013 marquant des progressions relativement similaires des deux courbes. Ainsi, l'écart entre ces deux courbes en 2008 est de deux points, pour passer en 2009 à 9 points, 5 points en 2011, 4,5 points en 2012 puis 4 points en 2013.

Comme nous l'avons indiqué plus haut la hausse importante constatée en 2007 est la résultante d'écritures en dépenses et en recettes pour 9,9 M€, écritures destinées à régulariser des flux financiers existant entre la ville et GEG.

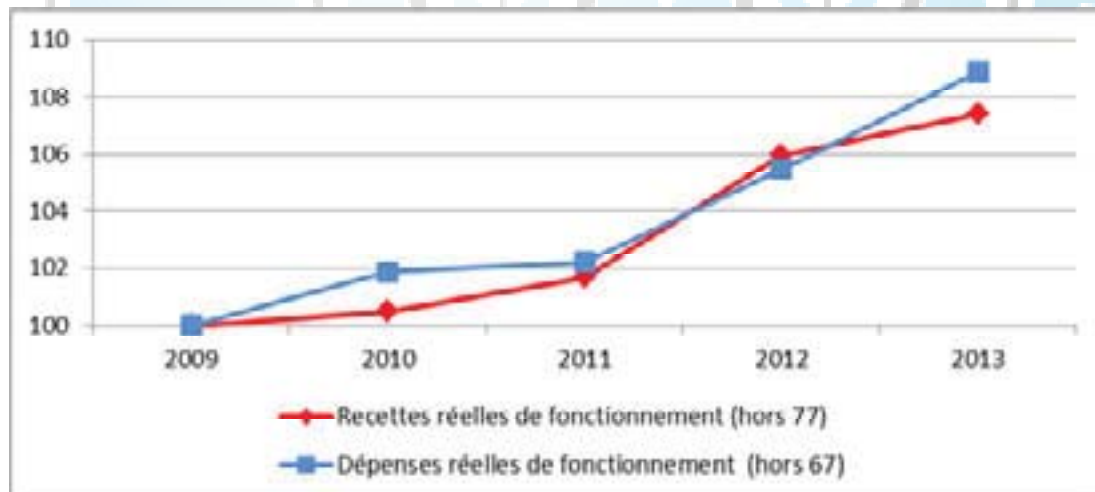
Si en 2009, l'augmentation est principalement liée à l'évolution de la fiscalité, il convient de souligner cependant un effet de levier supplémentaire lié à une écriture de 2,92 M€ destinée à régulariser des écritures entre le budget annexe Teisseire – Jeux Olympiques et le budget principal. Cette écriture contribue à l'augmentation des produits de fonctionnement.

Cette première représentation graphique ne retraite pas les dépenses et les recettes comptabilisées aux chapitres 67 et 77 (ce dernier comprenant notamment les cessions d'actif).

Une fois retraité, on constatera que les dynamiques ne se font plus tout à fait sur les mêmes rythmes.



Pour autant, la longue période étudiée ne permet pas de rendre compte des dynamiques réelles constatées depuis 2009. En effet, au-delà de l'intégration en 2007 d'écritures liées aux flux financiers avec GEG (non comptabilisés aux chapitres 67 et 77) qui font varier fortement les courbes, il pourrait sembler à la lecture de ce graphique que depuis 2009 les dépenses et les recettes de fonctionnement hors éléments exceptionnels évoluent de façon quasi semblable. Au vu du graphique suivant, il n'en est rien. Hormis pour l'année 2012, depuis 2009 les dépenses courantes de fonctionnement évoluent plus rapidement que les recettes courantes.



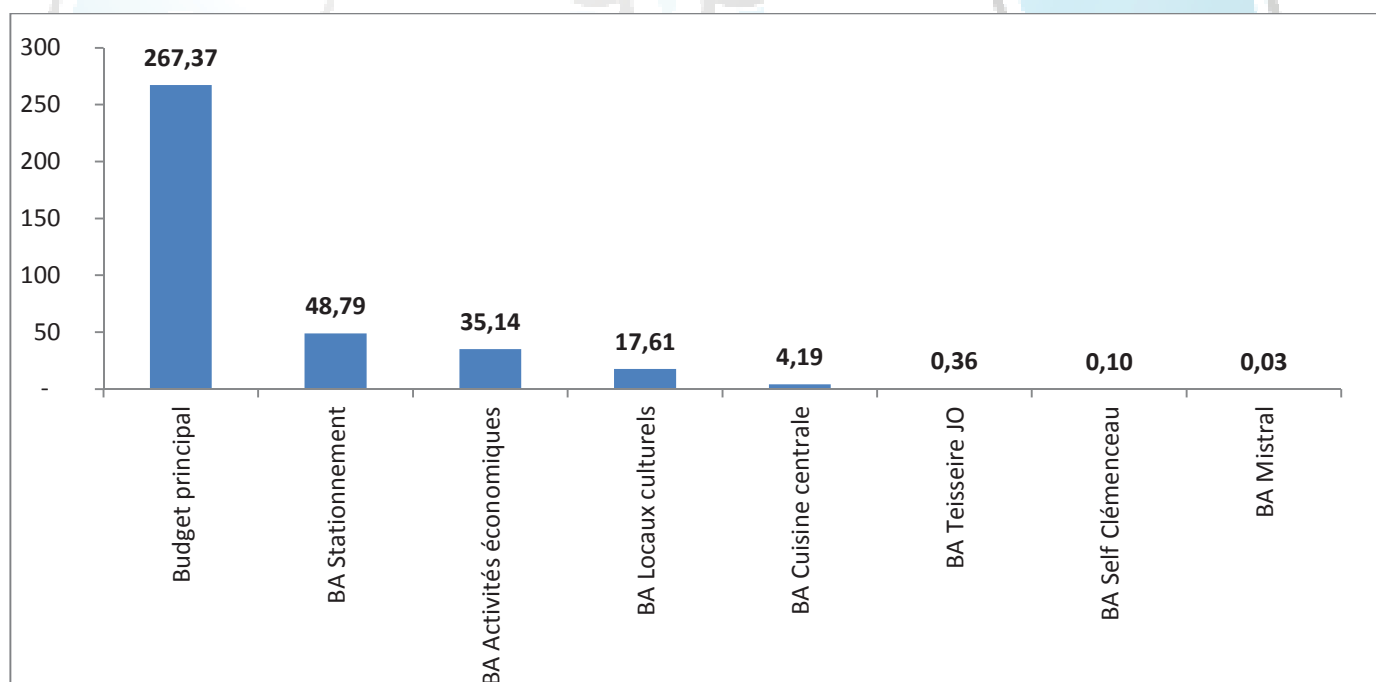
3.3. Le niveau de l'endettement

3.3.1. Encours de dette

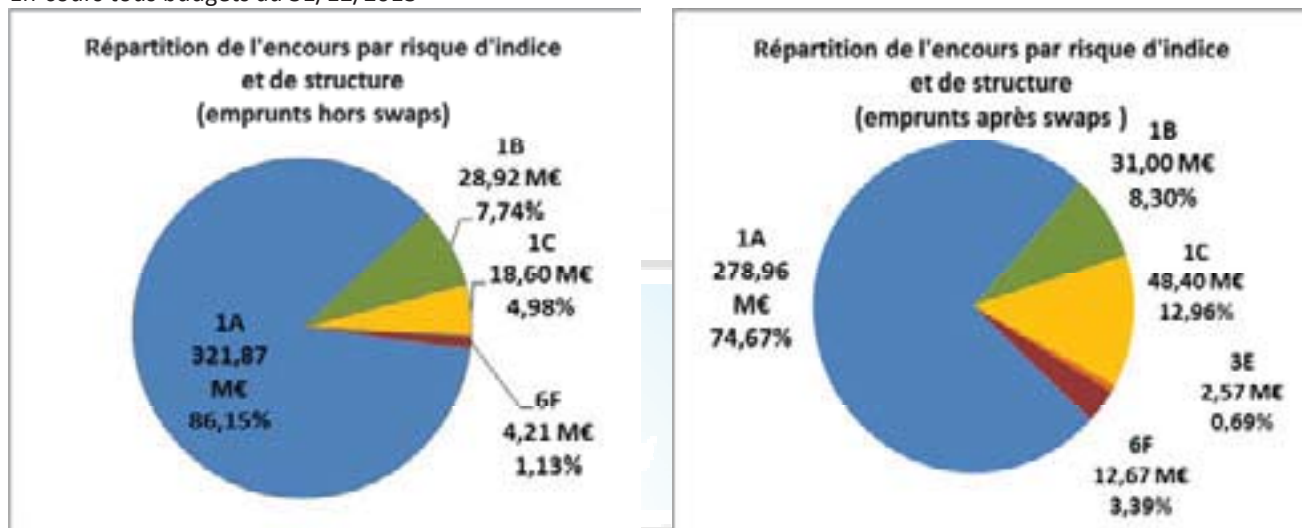
Encours au 31 décembre	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Budget Principal	282 539	281 484	277 395	272 719	274 044	274 102	272 574	269 109	267 005	267 373
Budget Annexe	95 690	94 000	94 560	99 430	98 300	105 870	104 880	99 850	108 880	106 230
Total	378 229	375 484	371 955	372 149	372 344	379 982	377 454	368 959	375 885	373 603

L'encours de dette pour le budget principal suit une tendance à la baisse de 2004 à 2013 (-5,36%). Néanmoins, l'encours de dette des budgets annexes aura subi quant à lui une augmentation sur la durée de 11,01%. En 2004, l'encours de dette des budgets annexes représentait 25% de l'encours total. En 2013, il représentait 34% de l'encours. Au total, l'encours total du budget principal et des budgets annexes aura néanmoins diminué de - 1,22% soit une baisse moyenne annuelle de - 0,12 %.

Par ailleurs, la baisse de l'encours de dette en 2011 n'est qu'apparente, l'encaissement d'un emprunt pour les budgets annexes ayant été reporté sur 2012.



En 2013, la répartition de l'encours de dette sur les budgets annexes portait en premier lieu sur le budget annexe du stationnement, et en second lieu sur celui des activités économiques.



1A	Taux fixes et variables simples - Indices zone euro
1B	Indices zone euro avec barrière simple
1C	Option d'échange (swaption) - Indices zone euro
3E	Ecart d'indices de la zone euro avec effet cumulatif
6F	Indexation non autorisée (cours de change)

L'encours de la ville de Grenoble, tous budgets confondus, est un encours relativement peu risqué. Une opération de swap consiste à échanger avec un établissement bancaire un taux d'intérêt contre un autre taux d'intérêt sans subir les conséquences que pourraient avoir un remboursement du capital restant dû au vu des indemnités actuarielles prévues dans les contrats d'emprunt.

Avant swap, la dette est basée pour 98,87 % sur un indice de la zone euro, tout en comportant 1,13% d'emprunts dont l'indexation est non autorisée depuis la mise en place, en France, de la charte Gissler fin 2009.

Néanmoins, une fois les opérations de swap réalisées celles-ci augmentent le poids des encours non autorisés sans qu'ils ne prennent pour autant une place démesurée dans l'encours total (3,39 %, soit 12,67 M€ de capital restant dû au 31/12/2013).

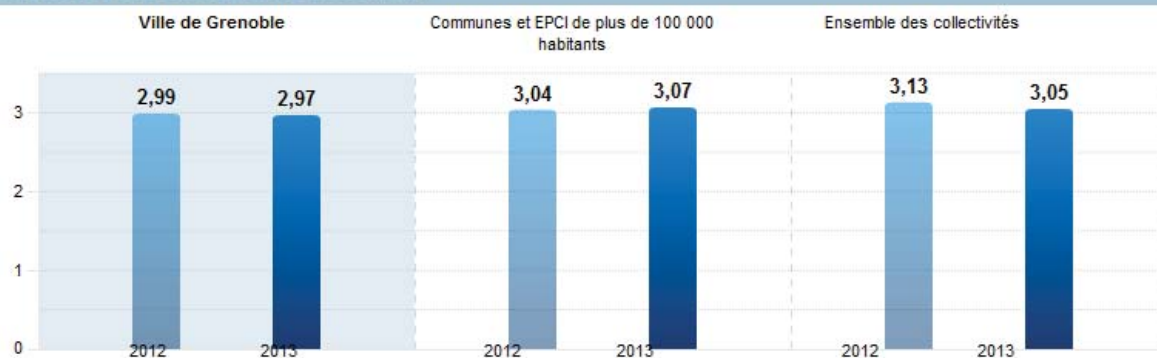
Détails des emprunts classés 6F :

	Encours au 31/12/2013 (en M€)	Part dans l'encours tous budgets au 31/12/2013	Date de signature	Dernière échéance	Formule	Taux de l'emprunt sous-jacent	Risque réel	Dernier taux payé
Emprunt 22005-22006*	4,21	1,13%	01/08/2002	01/08/2037	(4.18*113)/EUR-YEN			3,43%
Swap 25	3,69	0,99%	15/12/2008	13/12/2024	3,60% + marge max(marge période précédente+2 x LIBORUSD 12 mois - 8,25%;0)	(Euribor 03 M-Floor à 3.86 activant à 3 sur Euribor 03 M) + Cap à 3.86 désactivant à 5 sur Euribor 03 M => taux fixe de 3,86% actuellement et depuis l'échéance du 15/06/2009		3,60%
Swap 27	6,41	1,72%	24/06/2008**	02/10/2023	4,58% + marge max(marge période précédente+1,5 x LIBORUSD 12 mois - 8,50%;0)	Taux fixe de 5,70%		4,58%
Swap 17	1,46	0,39%	27/12/2006	28/12/2020	Taux fixe 4% à barrière - 0.0725 sur écart EUR-CHF - EUR-USD (4%/1/-0.0725)	Taux fixe de 5,59%		9,99%
Swap 18	1,11	0,30%	29/12/2006	30/12/2019	Taux fixe 4.2% à barrière - 0.0525 sur écart EUR-CHF - EUR-USD (4.2%/1/-0.0525)	Taux fixe de 5,72%		12,27%
Total	16,88	4,52%						
Sous-total swaps	12,67	3,39%						

*Emprunt couvert par un swap noté 1A
**swap actif à compter du 01/10/2013 ; 1ère échéance le 02/01/2014 au taux de 4,58%

Les contrats relatifs aux produits classés 6F ont été contractualisés entre 2002 et 2008, soit pour le plus récent dans la période suivant la crise des subprimes. Le risque de taux du contrat 22005-22006, comme celui des swaps 25 et 26 restent limité. Ainsi les barrières de ces swaps n'ont à ce jour pas été activées. Concernant les produits de pente que sont les swaps 17 et 18, les conditions sont actuellement défavorables et représentent 0,69 % de l'encours de dette de la ville de Grenoble.

Taux moyen après swaps (en %, annuel ex.fex.)



Globalement, il convient de relever que le taux moyen de la dette de la ville de Grenoble pour l'année 2013 était inférieur à 3%, alors que celui constaté par la société Finance Active auprès de l'ensemble de ses clients pour les communes et EPCI de plus de 100 000 habitants se situe pour la même année à 3,07%. Le coût de la dette de la ville de Grenoble est donc plus faible que le panel représentatif proposé par la société Finance Active.



Ce coût moins élevé pourrait s'expliquer par la durée de vie résiduelle des emprunts de la ville de Grenoble. En effet, le nombre d'années nécessaires à la ville de Grenoble pour rembourser la totalité de sa dette est inférieur aux données moyennes collectées par la société Finance Active. Cela s'explique par des maturités d'emprunt inférieures à celles des autres collectivités. Ce choix a été fait, principalement depuis la crise financière de 2008, pour bénéficier des taux d'intérêts nettement inférieurs sur les durées courtes (10 ou 15 ans) que sur les durées longues (20 ou 25 ans). Cela s'est traduit par une augmentation des remboursements annuels en capital (de 23,4 M€/an en 2005 et 2006, à 26,4 M€ en 2013). Mais inversement les frais financiers, qui s'élevaient à 10,7 M€/an en 2005 et 2006, ont baissé à 7,9 M€ en 2013. Au total l'annuité représente environ 34 M€ en 2013, comme en 2005.

3.3.2. Capacité de désendettement

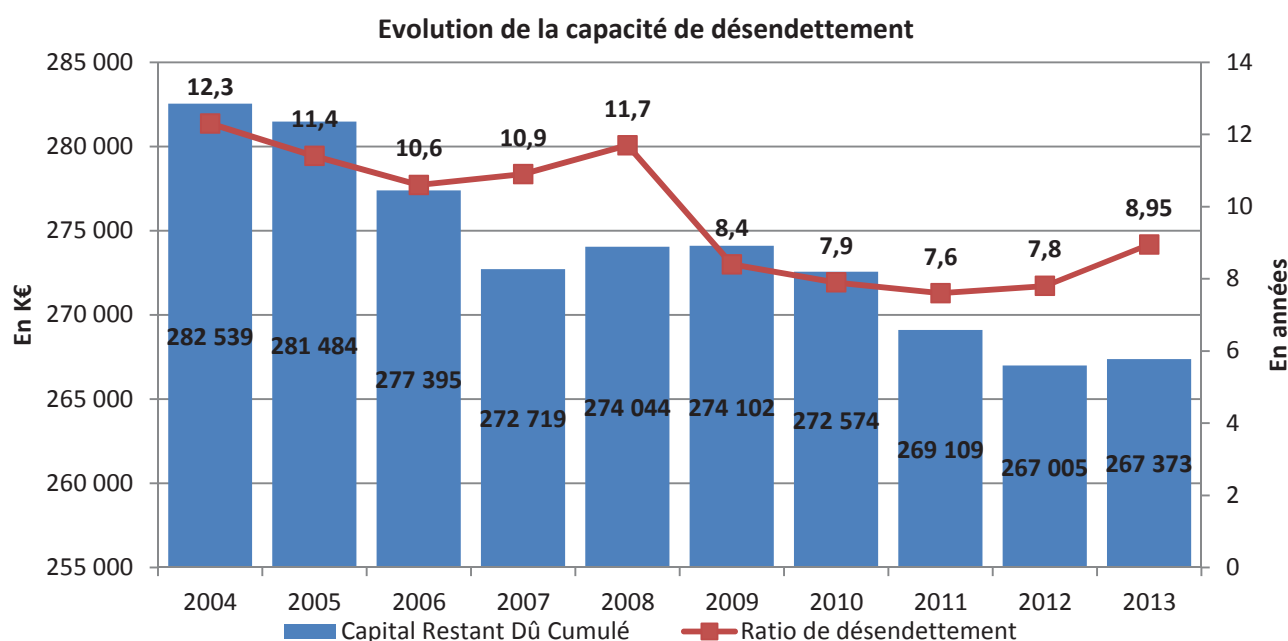
La capacité de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

Capacité de désendettement	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Source Doc 0	12,3	11,4	10,6	10,9	11,7	8,4	7,9	7,6	7,8	8,95

Sur la période étudiée, au vu des données Doc 0, il est important de relever une amélioration marquée de ce ratio pour les données relatives au budget principal de la Ville. En effet, cette capacité de désendettement part d'un niveau élevé en 2004 (12,3 années) pour aboutir à un niveau plus raisonnable en 2013 (8,9 années) mais néanmoins à la hausse en 2013 par rapport à 2012.

Il est généralement considéré qu'un ratio supérieur ou égal à 10 années laisse apparaître une situation financière en tension.

Comme nous le constaterons au point 8 de ce rapport (ratios réglementaires), l'encours de dette par habitant est sur la période nettement supérieur à la moyenne des collectivités de la strate démographique, soit 1697 € par habitant en 2010 pour la ville de Grenoble contre 1131 € par habitant pour la strate démographique (source www.collectivites-locales.gouv.fr).



Cette représentation graphique permet de visualiser pour les périodes 2006 - 2008 et 2011 - 2013, que la capacité de désendettement se détériore alors même que l'encours de dette diminue. C'est donc une dégradation de l'épargne brute pour ces deux périodes qui explique cette dégradation de la capacité de désendettement.

3.4. La fiscalité directe

3.4.1. Les bases fiscales

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

	Base nette imposable TH	Base nette imposable TFB	Base nette imposable TFNB
2004	171 085	167 448	282
2005	176 250	170 150	439
2006	182 995	175 564	419
2007	189 312	180 904	329
2008	193 714	186 690	526
2009	198 880	193 213	528
2010	204 001	198 655	500
2011	211 318	204 495	561
2012	219 139	211 257	448
2013	225 915	217 985	366

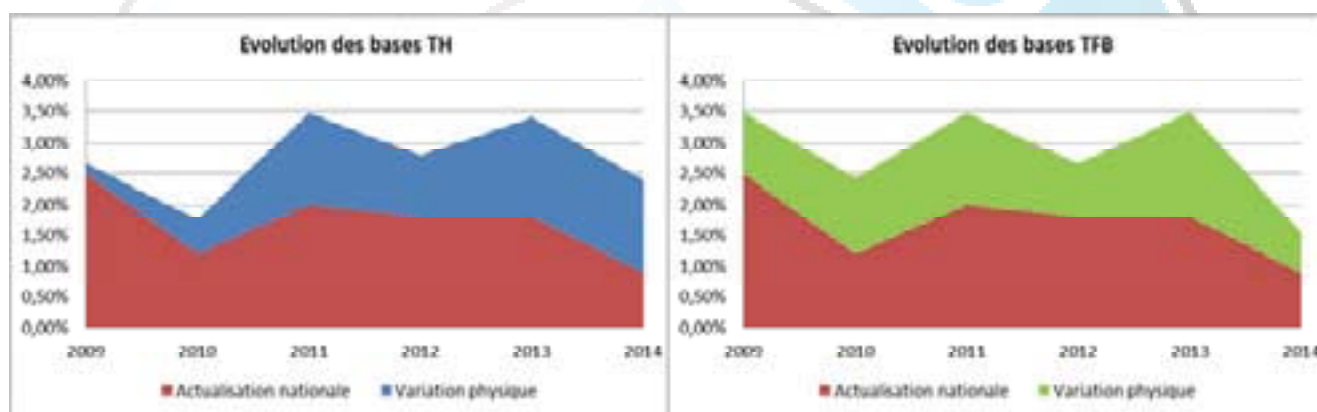
Ce tableau permet de constater la répartition des bases de fiscalité entre les trois taxes ci-dessus. Si les bases nettes imposables propres à la taxe d'habitation sont quasiment identiques à celles de la taxe sur le foncier bâti, celles relevant de la taxe sur le foncier non bâti sont quantités négligeables. Ainsi un taux de fiscalité élevé sur le TFNB ne produira que très peu de ressources.

Evolution

	Evolution de la base nette TH	Evolution de la base nette TFB	Evolution de la base nette TFNB
2004			
2005	3,02 %	1,61 %	55,82 %
2006	3,83 %	3,18 %	-4,56 %
2007	3,45 %	3,04 %	-21,62 %
2008	2,33 %	3,20 %	59,91 %

	Evolution de la base nette TH	Evolution de la base nette TFB	Evolution de la base nette TFNB
2009	2,67 %	3,49 %	0,44 %
2010	2,57 %	2,82 %	-5,37 %
2011	3,59 %	2,94 %	12,28 %
2012	3,70 %	3,31 %	-20,06 %
2013	3,09 %	3,19 %	-18,38 %

Il convient de relever que l'évolution des bases nettes relève pour partie seulement de la dynamique physique des bases constatées au niveau local. L'autre composante de l'évolution des bases nette étant la revalorisation décidée chaque année par l'Assemblée Nationale en Loi de finance.



On constatera ainsi entre 2013 et 2014 une baisse marquée des créations physiques de base fiscale, d'autant plus marquée pour les bases de taxe sur le foncier bâti que ces dernières représentaient en 2013 une proportion importante des produits de la fiscalité directe locale (61,82%).

3.4.2. Les taux et les produits fiscaux

Les taux fiscaux

	Taux taxe d'habitation	Taux taxe foncière sur le bâti	Taux taxe foncière sur le non bâti
2004 - 2008	19,74 %	33,70 %	77,45 %
2009 - 2013	21,52 %	36,73 %	84,42 %
Taux moyen de la strate (2013)	21,01 %	23,08 %	35,13 %

Sur la période étudiée, une seule hausse des taux de la fiscalité a été décidée par le conseil municipal. Cette hausse a été faite sans véritable distinction entre les différentes taxes. TH = + 9,02% / TFB = + 8,99% / TFNB = 9,00%.

On constatera par ailleurs que le taux de taxe d'habitation pratiqué par la ville de Grenoble est supérieur de 0,51 point à celui pratiqué en moyenne par les communes de la strate démographiques (sources : www.collectivites-locales.gouv.fr). Par contre, le taux pratiqué par la ville de Grenoble pour la taxe sur le foncier bâti est quant à lui supérieur de 13,65 points.

Il peut être intéressant ici de dresser une comparaison avec les communes de la ceinture grenobloise. Cependant, ces données comparatives sont à utiliser avec prudence, en premier lieu compte tenu de la taille des collectivités comparées, et par conséquent des charges de centralité qui leur incombent, et en second lieu compte tenu du niveau même des bases de fiscalité, et de ce fait du rendement de ces bases de fiscalité. On constatera généralement que plus la taille de la collectivité est importante, plus les taux d'imposition pratiqués sont élevés.

	Taux taxe d'habitation		Taux taxe foncière sur le bâti		Taux taxe foncière sur le non bâti	
	Taux ville	Taux strate	Taux ville	Taux strate	Taux ville	Taux strate
Grenoble	21,52 %	21,01%	36,73 %	23,08 %	84,42 %	35,13 %
Echirolles	10,77 %	18 %	37,86 %	23,37 %	90,87 %	58,48 %
St Martin d'Hères	20,08 %		40,04 %		92,80 %	
Fontaine	17,73 %		38,55 %		77,33 %	
Seyssinet Pariset	9,57 %	15,68 %	28,92 %	22,75 %	58,80 %	58,94 %
Sassenage	16,20 %		35,77 %		68,61 %	
Meylan	13,64 %		26,67 %		78,09 %	
La Tronche	13,06 %	14,41 %	26,84 %	20,80 %	73,61 %	57,75 %
St Martin le Vinoux	17,34 %		27,92 %		67,57 %	

Politique d'abattement :

Outre les taux actuellement en vigueur, le conseil municipal décide de sa propre politique d'abattements en matière de Taxe d'Habitation.

Il convient de relever que la ville de Grenoble bénéficie d'une dérogation historique pour l'application d'un abattement général à la base de 18,13% (15% maximum sans dérogation).

Par ailleurs, actuellement l'abattement de base fiscale pour une personne à charge est fixé à 20 % de la valeur locative moyenne pour une ou deux personnes à charge, soit :

- 566 € d'abattement pour un foyer grenoblois ayant une personne à charge
- 1131 € d'abattement pour un foyer ayant deux personnes à charge

L'abattement s'élève à 25% pour un foyer ayant trois personnes à charge, soit un abattement forfaitaire de 1838 € sur la base taxable. Enfin chaque personne supplémentaire à charge bénéficie d'un abattement du même ordre, soit 707 € par personne supplémentaire.

L'abattement général à la base représentait en 2013 un total de 39 161 796 € de base imposable.

Les abattements pour personnes à charge représentaient en 2013 un total de 18 434 684 € de base imposable (8,16% des bases nettes imposables)

L'ensemble des abattements pour personne à charge représente théoriquement un potentiel de produit fiscal équivalent à 5,26 M€

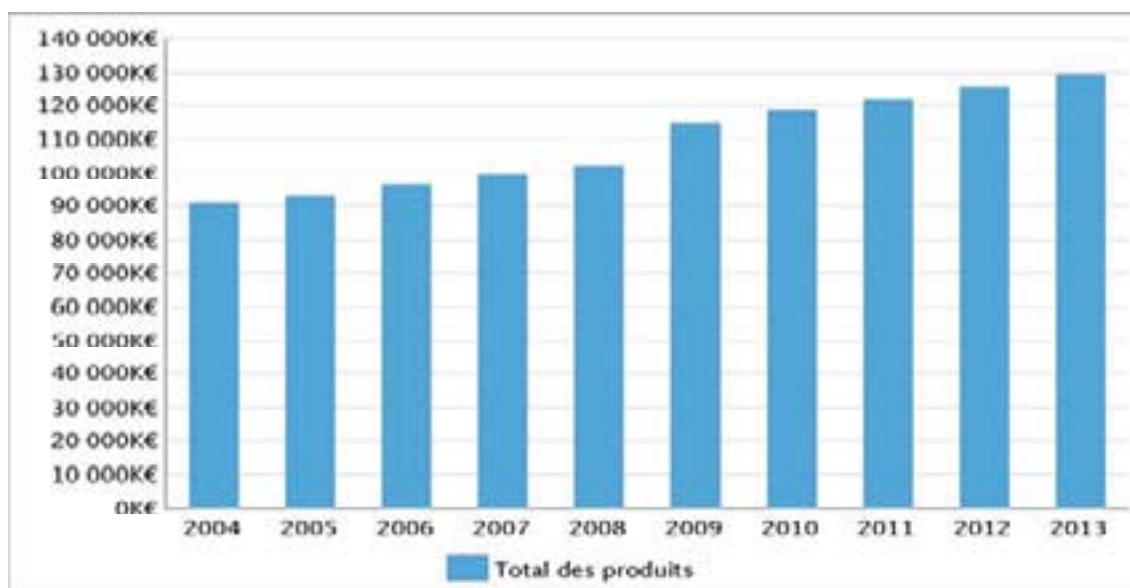
A titre de comparaison, voici comment se situe la ville de Grenoble par rapport à certaines villes du réseau de l'association des maires des grandes villes de France :

	Abattements facultatifs			Abattements obligatoires	
	AGB	ASB pers modeste	ASB pers handicapée	1 et 2 pers à charge	3 et + pers à charge
Strasbourg	15%	15%	10%	15%	15%
Avignon	0	0	10%	20%	25%
Bordeaux	20,00%	0	0%	15%	15%
Grenoble	18,13%	0	0	20%	25%
Le Havre	15%	0	0	20%	15%
Lyon	15,60%	0	10%	20%	25%
Marseille	5%	0	10%	20%	20%
Mulhouse	0	15%	0	nc	nc
Nantes	10%	0	10%	20%	20%
Nancy	0	0	10%	0	0
Nice	15%	0	10%	20%	25%
Rennes	0	0	0	10%	20%
Toulouse	15%	0	10%	20%	25%

Les produits fiscaux

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produit de la TH	33 772	34 792	36 123	37 370	38 239	42 799	43 901	45 476	47 159	48 617
Produit de la TFB	56 430	57 341	59 165	60 965	62 914	70 967	72 966	75 111	77 595	80 066
Produit de la TFNB	218	340	325	255	407	446	422	474	379	309
Rôles supplémentaires	216	115	593	705	675	475	901	551	588	519
Total des produits	90 636	92 588	96 206	99 295	102 235	114 687	118 190	121 612	125 721	129 511

En 2013, compte tenu des taux de fiscalité en vigueur à la ville de Grenoble, le produit issu de la taxe foncière payée par les propriétaires d'immeuble, qu'ils soient particuliers ou entreprises, représentent 61,82 % du produit fiscal direct perçu par la ville de Grenoble ; 62,26% en 2004 et 63,36% en 2008.



L'augmentation du produit fiscal a été d'environ +3 M€/an en 2008 et en 2010, ainsi que de + 12,4 M€ en 2009 suite à l'augmentation de +9% des taux d'imposition ainsi qu'à la revalorisation annuelle nationale des bases fiscales. Une fois neutralisée cette dernière évolution, la hausse de fiscalité s'est traduite par un surplus de recette annuelle d'environ +9M€ à compter de 2009. C'est ce qui explique principalement l'augmentation de l'épargne nette, passée de 0,4 M€ en 2008 à environ 9 M€ en 2009 et 2010. Il est possible d'en déduire que, pour ces années-là, le produit fiscal supplémentaire a été principalement affecté à l'autofinancement des investissements.

3.5. Le fonctionnement

3.5.1. Les dépenses de fonctionnement

Les fortes variations enregistrées sur les différents chapitres entre 2010 et 2012 s'expliquent en grande partie par les changements de périmètre évoqués plus avant (ESAD, Stationnement, Cuisine centrale...)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total des dépenses réelles de fonctionnement	228 625	221 505	227 635	240 834	233 932	233 114	228 774	234 426	247 158	257 902
Evolution en %	0	-3,11 %	2,77 %	5,80 %	-2,87 %	-0,35 %	-1,86 %	2,47 %	5,43 %	4,35 %
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	113 053	112 461	115 220	119 043	121 499	120 314	123 344	123 549	126 514	130 634
Evolution en %	0	-0,52 %	2,45 %	3,32 %	2,06 %	-0,98 %	2,52 %	0,17 %	2,40 %	3,26 %
Charges à caractère général (chap 011)	49 084	44 538	44 721	48 860	48 584	47 288	43 261	45 847	51 572	54 356
Evolution en %	0	-9,26 %	0,41 %	9,26 %	-0,56 %	-2,67 %	-8,52 %	5,98 %	12,49 %	5,40 %
Contingents et participations obligatoires (art 655)	1 855	1 704	2 037	1 659	1 605	1 967	1 931	953	1 264	397
Evolution en %	0	-8,11 %	19,55 %	-18,5 %	-3,23 %	22,50 %	-1,82 %	-50,6 %	32,59 %	-68,5 %
Subventions versées (art 657)	47 753	47 671	43 911	44 295	44 945	45 827	46 947	49 234	50 720	52 075
Evolution en %	0	-0,17 %	-7,89 %	0,88 %	1,47 %	1,96 %	2,45 %	4,87 %	3,02 %	2,67 %
Autres charges de gestion courante (art 65 hors 655 et 657)	1 574	1 124	1 095	1 095	1 412	1 953	2 595	3 203	1 616	2 168
Evolution en %	0	-28,6 %	-2,52 %	-0,00 %	28,92 %	38,28 %	32,86 %	23,43 %	-49,5 %	34,16 %
Intérêts de la dette (art 66111)	10 247	9 876	9 819	10 778	12 082	10 849	8 374	8 153	8 350	7 442
Evolution en %	0	-3,62 %	-0,58 %	9,77 %	12,10 %	-10,2 %	-22,8 %	-2,64 %	2,42 %	-10,8 %
Autres dépenses	4 668	3 785	10 494	14 760	3 453	4 178	1 708	3 173	6 384	9 781
Evolution en %	0	-18,9 %	177,2 %	40,6 %	-76,6 %	20,9 %	-59,1 %	85,7 %	101,1 %	53,21 %
Atténuation de Produits	392	345	338	344	350	740	614	313	738	1 049
Evolution en %	0	-12,1 %	-1,9 %	1,68 %	1,84 %	111,4 %	-17,0 %	-49,0 %	135,8 %	42,10 %

Les "Autres dépenses" prennent notamment en compte les intérêts courus non échus (ICNE), les autres charges financières (autres articles chap. 66) et les charges exceptionnelles (chap. 67).

Pour plus de détails sur l'évolution des charges de personnel se reporter à la partie du présent rapport consacré à la masse salariale (partie IV). De même, pour disposer d'éléments de compréhension relatifs aux contingents, participations et subventions se reporter au développé correspondant (partie V).

En 2004, les charges de personnel représentaient 49,44 % des dépenses réelles de fonctionnement. Leur part n'a que très sensiblement varié sur la durée. En 2013, elles représentaient ainsi 50,65 % des dépenses

réelles de fonctionnement, à comparer aux 51,07 % de la strate démographique. Il faut toutefois noter que ce ratio s'applique pour la ville de Grenoble sur un niveau de dépenses réelles de fonctionnement par habitant supérieur de 25 % à la moyenne de la strate. Hormis pour les années 2005, 2008 et 2011 qui marquent des changements de périmètre de la collectivité, l'évolution annuelle de ce poste budgétaire se situe généralement entre +2% et +3,3%.

L'évolution annuelle des charges à caractère général est quant à elle plus erratique.

Ce tableau montre l'évolution moyenne et l'évolution totale des dépenses de fonctionnement. L'évolution totale est établie en fonction de la variation entre les montants de première et dernière année de rétrospective.

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Total des dépenses réelles de fonctionnement	1,35 %	12,81 %
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	1,62 %	15,55 %
Charges à caractère général (chap 011)	1,14 %	10,74 %
Contingents et participations obligatoires (art 655)	-15,74 %	-78,60 %
Subventions versées (art 657)	0,97 %	9,05 %
Autres charges de gestion courante (art 65 hors 655 et 657)	3,62 %	37,75 %
Intérêts de la dette (art 66111)	-3,49 %	-27,37 %
Autres dépenses	8,57 %	109,53 %
Atténuation de produit	11,56 %	167,64 %

Il est opportun de comparer ces évolutions moyennes à celles de l'inflation. Ainsi, si les charges à caractère général augmentent sur la période de +1,14% en moyenne annuelle, l'inflation a, quant à elle, augmenté de +1,17% entre le 1^{er} trimestre 2004 et le 1^{er} trimestre 2013 (source : www.france-inflation.com). Cependant, l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement, porté par une évolution plus dynamique des charges de personnel qui représentent plus de la moitié des dépenses, montre une dynamique supérieure de 0,15 points par an à l'inflation.

Il est important de noter ici le parallèle avec les recettes. Les recettes réelles de fonctionnement variant en moyenne annuelle de + 1,79%, dynamique très nettement portée par celle des contributions directes (+4,05%) du fait de la hausse des taux en 2009.

- Sur la période 2004 – 2008, les charges de personnel auront évolué de +1,49%, et de + 1,71% entre 2009 et 2013.
- Sur la période 2004 – 2008, les charges à caractère général auront évolué de -1,01 %, et de + 14,9% entre 2009 et 2013. Cette forte variation s'explique en grande partie par des modifications de périmètre entraînant un changement d'imputation comptable entre le chapitre 011 et le chapitre 65.

Les principales évolutions du chapitre 65 sont commentées dans le document spécifique de cet audit financier sur les subventions et participations (partie V).

Il est important de relever ici la part que prennent, sur la fin de période, les dépenses comptabilisées dans la catégorie « autres dépenses ». Ainsi, en 2013, elles représentent 3,79% des dépenses réelles, alors qu'en moyenne sur la période elles ne représentaient qu'une proportion de 2,65% de ces dépenses.



Ce graphique permet de constater des dynamiques de dépense plus importantes en fin de période (2012 et 2013) que lors des périodes précédentes. Compte tenu des éléments donnés ci-avant, ces dynamiques sont le fait principalement des « autres dépenses » de fonctionnement (charges exceptionnelles notamment) ainsi que des « autres charges de gestion courante » (hors subventions et contingents).

Présentation fonctionnelle :

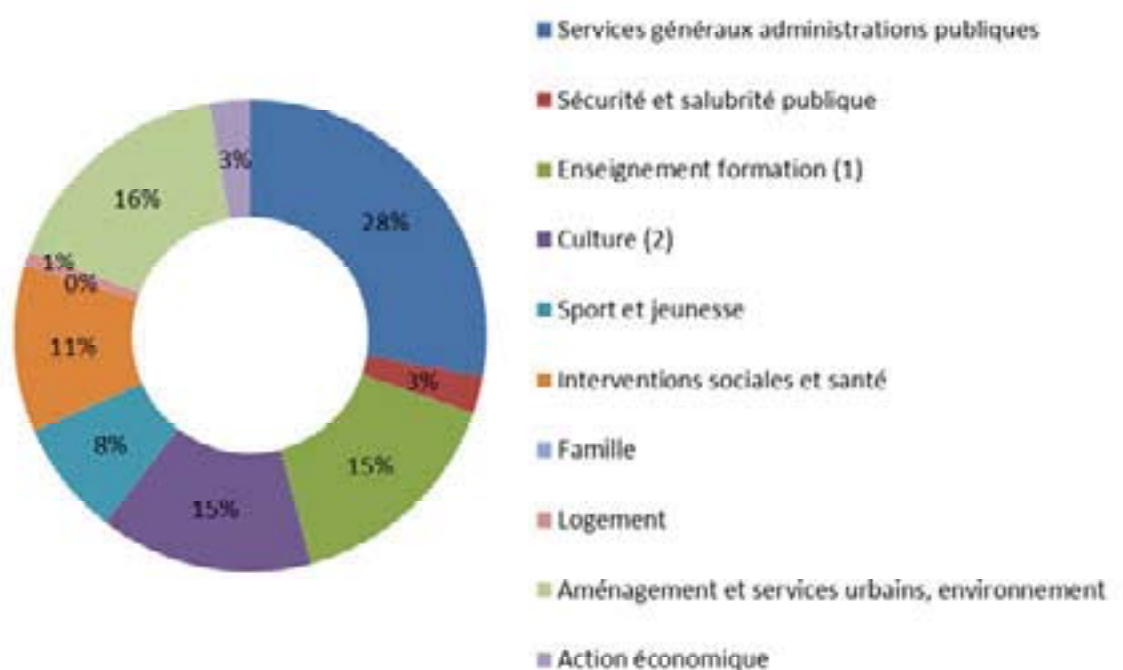
	FONCT. 0	FONCT. 1	FONCT. 2	FONCT. 3	FONCT. 4
	Services généraux administrations publiques	Sécurité et salubrité publique	Enseignement formation	Culture	Sport et jeunesse
2013	68 045 776,14	6 279 111,36	38 095 915,46	35 845 284,63	19 385 374,20
2012	63 602 031,37	6 268 882,64	34 539 470,78	34 630 826,99	21 079 382,05
2011	64 625 951,95	6 024 591,61	21 962 846,62	32 831 538,86	23 385 220,01

	FONCT. 5	FONCT. 5	FONCT. 7	FONCT. 8	FONCT. 9
	Interventions sociales et santé	Famille	Logement	Aménagement et services urbains, environnement	Action économique
2013	27 943 728,47	0,00	2 451 492,37	40 281 126,47	6 818 583,27
2012	26 698 024,96	0,00	1 721 203,44	39 424 558,07	7 216 939,75
2011	26 441 155,07	0,00	2 140 639,98	37 328 994,41	6 302 094,26

Les données ci-dessus ne sont pas développées sur la totalité de la période. En effet, on peut constater un certain nombre de ruptures dans les montants réalisés d'une année sur l'autre. Un certain nombre d'imputations paraissent trop aléatoires pour pouvoir fournir une lecture juste de l'évolution des périmètres des différentes politiques publiques déployées par la ville de Grenoble. En effet, à titre d'exemple, les participations du budget principal pour les budgets annexes de la cuisine centrale et du stationnement ont été imputées fonctionnellement à tort sur la fonction 2 Enseignement et formation à compter de 2012.

Par ailleurs, comme cela est le cas dans de nombreuses collectivités, on notera la proportion importante des dépenses imputées sur la fonction 0 (services généraux et dépenses non ventilables). La proportion importante de cette dernière catégorie atténue de fait les conclusions qui pourraient être faites des volumes des différentes politiques publiques déployées par la ville. En outre, si l'on intégrait à cette représentation la totalité des dépenses de fonctionnement portées par le CCAS, la proportion des dépenses liées aux « interventions sociales et santé » serait beaucoup plus importante et constituerait de fait le premier champ de politique publique investi par la ville.

Répartition fonctionnelle des dépenses de fonctionnement 2013 :



3.5.2. Les recettes de fonctionnement

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total des recettes réelles de fonctionnement	251 345	251 760	258 719	269 937	260 677	271 076	274 746	271 709	283 837	294 955
Evolution en %	0	0,17 %	2,76 %	4,34 %	-3,43 %	3,99 %	1,35 %	-1,11 %	4,46 %	3,92 %
Produit des contributions directes (art 73111)	90 636	92 588	96 205	99 295	102 236	114 687	118 190	121 612	125 720	129 511
Evolution en %	0	2,15 %	3,91 %	3,21 %	2,96 %	12,18 %	3,05 %	2,90 %	3,38 %	3,02 %
Fiscalité indirecte	60 461	60 488	61 711	62 780	61 783	61 234	64 048	63 694	63 479	63 303
Evolution en %	0	0,05 %	2,02 %	1,73 %	-1,59 %	-0,89 %	4,60 %	-0,55 %	-0,34 %	-0,28 %
Dotations	68 131	68 817	67 189	68 767	70 125	67 404	66 116	64 740	61 934	59 194
Evolution en %	0	1,01 %	-2,37 %	2,35 %	1,97 %	-3,88 %	-1,91 %	-2,08 %	-4,33 %	-4,42 %
Atténuation de charges (chap 013)	1 024	802	669	677	434	486	413	652	347	466
Evolution en %	0	-21,68 %	-16,56 %	1,19 %	-35,83 %	11,87 %	-15,03 %	57,81 %	-46,77 %	34,30 %
Fiscalité transférée	0	0	0	0	0	0	0	2 289	2 327	2 365
Evolution en %	0	0	0	0	0	0	0	0	1,65 %	1,63 %
Autres recettes	31 093	29 065	32 946	38 419	26 100	27 264	25 978	18 722	30 030	40 117
Evolution en %	0	-6,52 %	13,35 %	16,61 %	-32,07 %	4,46 %	-4,72 %	-27,93 %	60,40 %	33,59 %

La fiscalité indirecte intègre les flux financiers avec la Métro, ainsi que diverses taxes perçues par la ville de Grenoble (Taxe locale sur la publicité extérieure, taxe spéciale sur la consommation finale d'électricité, Taxe sur les pylônes électriques...).

La ligne "Autres recettes" comprend les produits des services (chapitre 70), les autres produits de gestion courante (chapitre 75), ainsi que l'ensemble des autres recettes d'exploitations constituées des produits financiers (chapitre 76), des produits exceptionnels (chapitre 77) et des recettes diverses. La fiscalité transférée représente ici la perception par la ville de Grenoble du fond national de garantie individuel de ressources (FNGIR) mis en place par l'Assemblée Nationale pour pallier notamment à la suppression du fond départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP).

Ce tableau montre l'évolution moyenne et l'évolution totale des recettes de fonctionnement. L'évolution totale est établie en fonction de la variation entre les montants de première et dernière année de

rétrospective. A titre de perspective, et comme indiqué auparavant, l'inflation nationale sur la période similaire fut de +1,17% en moyenne annuelle.

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Total des recettes réelles de fonctionnement	1,79 %	17,35 %
Produit des contributions directes (art 73111)	4,05 %	42,89 %
Fiscalité indirecte	0,51 %	4,70 %
Dotations	-1,55 %	-13,12 %
Atténuation de charges (chap 013)	-8,38 %	-54,50 %
Fiscalité transférée	0,00 %	0,00 %
Autres recettes	2,87 %	29,02 %

Sur la période, la dynamique de la fiscalité directe locale (TH, TFB), qui prend en compte l'augmentation de 9% des taux d'imposition en 2009, et dans une moindre mesure celles de la fiscalité indirecte comme celles des autres recettes issues de l'activité des services, ont permis de pallier à la baisse des dotations et subventions (Etat, Région, Département).

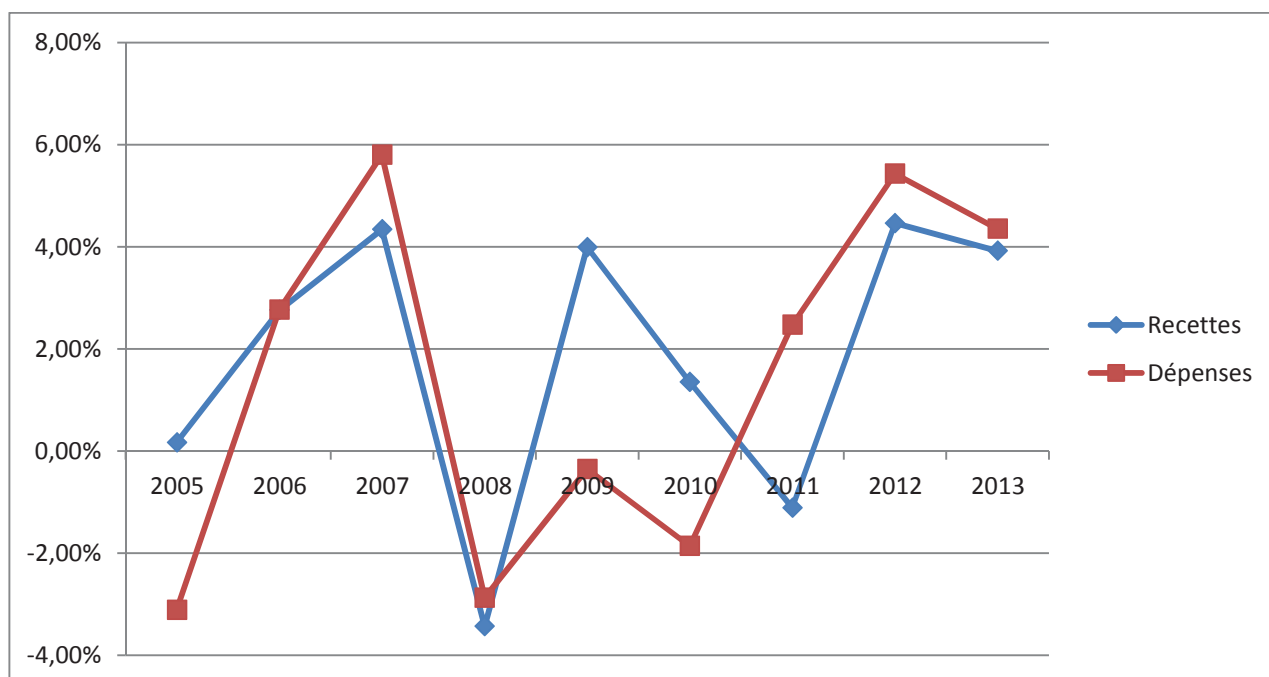
Sur la période 2004 – 2008, le produit des contributions directes aura évolué de +12,80%, soit de façon similaire à la hausse constatée entre 2009 et 2013 (+12,92%). L'augmentation de la fiscalité directe entre 2008 et 2009 génère à elle seule une hausse de +12,17%.

Sur la période 2004 – 2008, le produit de la fiscalité indirecte augmente de +2,18 %, et de + 3,37% entre 2009 et 2013.

Les dotations perçues par la Ville augmentent quant à elles de + 2,92 % entre 2004 et 2008, puis chutent de -12,18 % entre 2009 et 2013.

Les « autres recettes » évoluent sur ces mêmes périodes de – 16,06 % et + 47,14 %.

Dynamiques comparées d'évolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement :



Comme indiqué au 3.2.2, nous pouvons constater sur le graphique précédent, que bien que la valeur absolue des recettes reste toujours supérieure aux dépenses pour la section de fonctionnement, depuis 2011 la dynamique des recettes est inférieure à celle des dépenses réelles de fonctionnement, sauf en 2009 du fait de la hausse de la fiscalité.



Est joint ci-après le détail des principales recettes de la section de fonctionnement. Il est important de noter la sensibilité des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par la Ville. Ceux-ci sont directement reliés à la dynamique du marché de l'immobilier. L'année la plus basse fut l'année 2004 (4,6 M€) alors que les années les plus hautes furent celles de 2007 (6,64 M€), peu avant la crise financière, et 2012 (6,37 M€) marquant un rebond sans suite après deux années plus atones.

en k€	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits fonctionnement courant (A)	241 457	240 126	246 407	260 617	253 047	260 305	262 459	265 347	277 886	281 540
Impôts et taxes (73) (B)	151 098	153 094	157 915	162 074	164 019	175 921	182 238	187 595	191 525	195 178
contributions directes (73111 y compris R Sup)	90 636	92 588	96 205	99 295	102 236	114 687	118 190	121 612	125 720	129 511
taxe foncier bâti	56 430	57 341	59 164	60 965	62 915	70 968	72 966	75 111	77 595	80 066
taxe foncier non bâti	218	340	325	255	407	445	422	474	379	309
taxe d'habitation (dont THLV de 2009 à 2012)	33 772	34 792	36 123	37 370	38 364	42 725	43 857	45 448	47 159	48 617
rôles supplémentaires	216	115	593	705	550	549	945	579	588	519
DSC et AC (7321+7322)	51 008	50 393	50 633	50 888	51 156	51 156	51 962	51 962	51 962	51 962
AC (7321)	44 769	43 963	43 963	43 963	43 963	43 963	44 769	44 769	44 769	44 769
DSC (7322)	6 239	6 430	6 670	6 925	7 193	7 193	7 193	7 193	7 193	7 193
FNGIR (7323 à partir de 2011)	-	-	-	-	-	-	-	2 289	2 327	2 365
Autres impôts et taxes (73)	9 454	10 113	11 078	11 892	10 627	10 078	12 129	10 442	11 517	11 341
dont droits de places (7336)	1 322	1 399	1 435	1 406	1 707	1 779	1 657	1 622	1 610	1 503
dont taxe sur élect. (7351)	2 464	2 419	2 455	2 484	2 164	2 535	2 925	2 600	2 869	2 953
dont taxe de séjour (7362)	372	352	170	596	199	569	433	236	478	442
dont impôt sur les spect. (7363)	182	88	179	196	514	384	322	135	296	93
dont DMTO (7381)	4 583	5 350	6 307	6 644	5 304	4 155	5 997	6 368	5 444	5 499
FPIC et autres Fonds de péréquation (chap 014 art. 73925)	0	0	0	0	0	0	0	0	-211,58	-528,204
Dotations et participations (74) (C)	68 131	68 817	67 189	68 767	70 125	67 404	66 097	64 740	61 934	59 194
DGF (7411+74123+74127)	43 934	47 448	45 095	45 797	46 325	46 477	46 160	45 567	44 937	44 411
dont DF (7411)	42 090	45 510	43 061	43 453	43 740	43 891	43 575	42 968	42 339	41 815
dont DSU (74123)	1 845	1 937	2 034	2 344	2 585	2 585	2 585	2 585	2 585	2 585
dont DNP (74127)	-	-	-	-	-	-	-	14	12	10
Compensations fiscales (74834+74835) dont THLV	4 568	4 753	4 898	5 026	5 040	4 625	5 076	5 197	5 117	5 029
dont compensat° TF (74834) intégrat° THLV à partir de 2013	1 666	1 811	1 897	1 971	1 950	1 558	1 750	1 849	1 688	1 571
dont compensat° TH (74835)	2 902	2 942	3 001	3 056	3 090	3 067	3 326	3 348	3 429	3 458
DCRTP + DUCSTP	8 490	7 770	7 595	7 300	6 703	5 738	5 585	3 463	3 073	2 743
dont DCRTP (748313 à partir de 2011)	-	-	-	-	-	-	-	1 319	1 281	1 243
dont DUCSTP (748314 à partir de 2011)	-	-	-	-	-	-	-	2 144	1 792	1 499
dont FDPTP (74832 jusqu'en 2011)	2 275	2 345	2 677	2 950	3 109	3 192	3 270	-	-	-
dont DCTP (74833 jusqu'en 2010)	6 215	5 425	4 917	4 350	3 594	2 546	2 315	-	-	-
Autres dotat° et participat° (dont emplois d'avenir à partir de 2013)	11 139	8 846	9 601	10 644	12 056	10 565	9 275	10 513	8 807	7 010
dont DSI (745)	364	2	174	158	132	119	95	81	62	56
dont DGD (746)	1 525	1 531	1 427	1 391	1 365	1 312	1 312	1 324	1 322	1 326
dont sub. de l'état (74718)	1 317	1 417	1 164	1 448	1 753	2 247	1 904	2 033	1 274	1 111
dont sub. du départ. (7473)	4 162	5 199	3 786	4 618	4 386	3 621	3 500	2 386	3 269	1 602
dont sub. Autres organismes (7478)	1 511	1 902	1 721	1 415	2 649	1 502	1 217	1 767	1 482	1 458
Autres produits de fct courant (D)	21 204	17 413	20 634	29 099	18 469	16 493	13 711	12 360	24 080	26 702
Produits des services (70)	9 895	10 781	11 430	11 590	12 575	8 040	5 938	6 376	18 201	17 347
dont redev. Cimetières (70311)	310	269	242	244	287	237	260	242	263	208
dont droit de stat° et locat° VP (70321) reprise BA en 2012	66	62	56	53	53	55	44	172	7 289	7 294
dont RODP (70323)	518	545	539	816	1 135	726	70	64	68	156
dont redev. à kère cult. (7062)	1 746	1 425	1 713	1 848	1 924	1 753	1 794	2 183	1 808	1 947
dont redev. à kère sport. (70631)	265	270	289	316	337	335	373	428	615	523
dont redev. périscolaire et enseig. (7067) BA de 2009 à 2011	72	80	96	104	97	-	-	-	3 100	3 222
Produits de gestion (75)	11 310	6 632	9 204	17 509	5 894	8 454	7 773	5 984	5 878	9 355
dont rev. des immeubles (752)	1 650	1 652	1 599	1 484	1 610	1 538	1 492	1 588	1 444	1 458
dont rev. des DSP (757)	513	536	849	914	939	954	55 754	3 679	3 764	3 831
Atténuations de charges (013) (E)	1 024	802	669	677	434	486	413	652	347	466
Produits exceptionnels larges (G)					2 236	3 347	7 166	3 046	3 590	6 776
Produits financiers divers (76 - 762)					1 505	2 415	1 553	1 628	525	651
Produits exceptionnels (77 - 775 + 78 + 7911)					731	932	5 613	1 417	3 065	6 125
Total Produits de fonctionnement (H)					255 283	263 652	269 625	268 392	281 476	288 316

A compter de 2009, la dotation globale de fonctionnement (DGF) a entamé une baisse croissante au fil des années par le biais de la dotation forfaitaire. De même les compensations historiquement versées pour la taxe professionnelle se sont progressivement amenuisées pour passer de 8,5 M€ en 2004 à 2,7 M€ en 2013.

3.6.L'investissement

3.6.1. Les dépenses d'investissement

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total des dépenses réelles d'investissement	119 541	119 045	98 281	137 636	101 941	105 726	83 019	78 655	90 098	92 060
Evolution en %	0	-0,41 %	-17,44 %	40,04 %	-25,93 %	3,71 %	-21,48 %	-5,26 %	14,55 %	2,18 %
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	68 555	37 721	47 647	43 921	45 850	48 028	38 742	45 444	50 857	54 400
Evolution en %	0	-44,98 %	26,32 %	-7,82 %	4,39 %	4,75 %	-19,33 %	17,30 %	11,91 %	6,97 %
Subventions d'équipement (art 204)	0	0	6 937	11 038	4 899	9 868	7 511	9 021	6 776	7 129
Evolution en %	0	0	0	59,13 %	-55,62 %	101,5 %	-23,89 %	20,10 %	-24,88 %	5,21 %
Remboursement capital de la dette (art 16 hors 166 et 16449)	22 007	40 963	28 598	33 345	28 811	33 181	24 114	24 188	24 704	26 032
Evolution en %	0	86,13 %	-30,19 %	16,60 %	-13,60 %	15,17 %	-27,32 %	0,31 %	2,13 %	5,37 %
Autres investissements hors PPI	28 979	40 362	15 100	49 332	22 383	14 648	12 651	3	7 762	4 500
Evolution en %	0	39,28 %	-62,59 %	226,7 %	-54,63 %	-34,55 %	-13,64 %	-99,98 %	NA	-42,02 %

Les autres investissements hors PPI comprennent les autres immobilisations financières (chap 27), les opérations pour compte de tiers (chap 45) en dépense, les opérations afférentes aux lignes de trésorerie (art 16449), et les restes à réaliser (hors PPI).

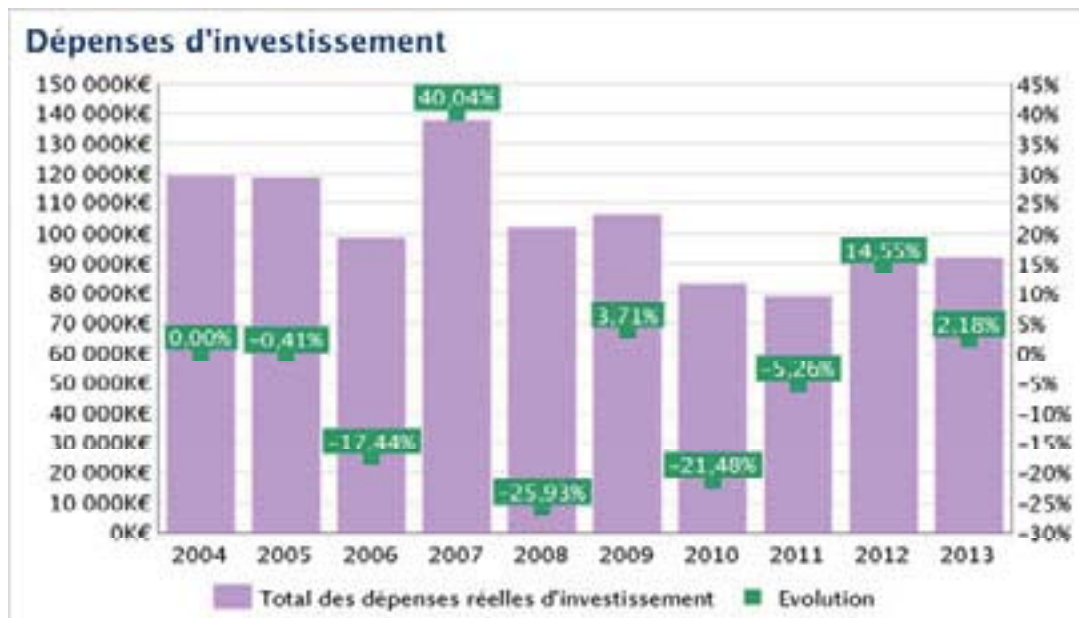
Ce tableau montre l'évolution moyenne et l'évolution totale des dépenses d'investissement. L'évolution totale est établie en fonction de la variation entre les montants de première et dernière année de rétrospective.

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Total des dépenses réelles d'investissement	-2,86 %	-22,99 %
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	-2,54 %	-20,65 %
Subventions d'équipement (art 204)	0,00 %	0,00 %
Remboursement capital de la dette (art 16 hors 166 et 16449)	1,88 %	18,29 %
Autres investissements hors PPI	-18,69 %	-84,47 %

Il faut signaler une opération exceptionnelle au compte administratif 2004, présentée dans le Doc 0 de cet exercice, s'élevant à 28,92 M€ en dépenses et recettes réelles d'investissement au titre de l'intégration

d'actifs de la ZAC Europole. Sans cette dépense, le tableau de la page précédente afficherait un montant de DRI de 90,6 M€, et de dépenses d'équipement de 39,6 M€.

En conséquence, dans le tableau ci-dessus, il serait affiché une stabilité des dépenses réelles d'investissement et une forte croissance des dépenses d'équipement (de 39,6 M€ à 54,4 M€), soit une croissance de +37% sur la période 2004 – 2013.



Répartition par fonction analytique

La présentation des dépenses d'investissement par nature analytique permet d'avoir une idée des investissements réalisés en fonction des différentes politiques publiques. Si ces données sont sans doute plus précises que la représentation par fonction analytique des dépenses de fonctionnement, elles peuvent néanmoins être soumises à certains aléas correspondant à la difficulté d'attribuer avec précision des investissements à un type de politique publique (ex : Construction d'un groupe scolaire intégrant des salles associatives et des salles de sport). On notera dans ce sens l'évolution constante des investissements affectés à la fonction 0 représentant des charges de structure difficilement affectables.

De surcroît pour disposer d'une vision encore plus proche de la réalité, il conviendrait d'ajouter à ces données l'ensemble des investissements réalisés par les entités relevant de la ville de Grenoble (Budgets annexes, CCAS, Groupe Ville,...)

Fonctions 1 à 4...

	FONCTION 0	FONCTION 1	FONCTION 2	FONCTION 3	FONCTION 4
	Services généraux administrations publiques	Sécurité et salubrité publique	Enseignement formation	Culture	Sport et jeunesse
2013	12 034 846,00	699 503,38	7 768 942,95	2 667 445,30	7 171 474,90
2012	9 851 689,11	324 148,06	7 168 052,60	3 640 623,73	3 205 261,51
2011	7 854 649,65	1 136 455,23	4 880 860,69	2 118 061,03	3 948 865,83
2010	5 833 540,39	360 337,33	4 861 511,49	2 006 320,39	3 408 331,85
2009	8 272 747,97	35 170,88	4 595 914,72	4 626 360,36	3 357 016,91
2008	7 611 788,13	50 787,55	5 710 332,92	5 110 019,30	3 864 434,59
2007	6 798 494,16	90 241,63	7 684 894,76	3 460 662,40	5 753 355,24
2006	5 593 939,32	112 760,86	3 300 909,06	6 996 417,44	5 701 995,54
2005	7 187 190,94	354 176,99	4 419 756,29	4 744 940,44	5 468 188,16
2004	5 924 078,15	108 178,34	7 559 394,86	3 904 274,80	3 345 704,64
Evol %	103,15%	546,62%	2,77%	-31,68%	114,35%
Moy en €	7 696 296,38	327 176,03	5 795 057,03	3 927 512,52	4 522 462,92

Fonctions 5 à 9...

	FONCTION 5	FONCTION 6	FONCTION 7	FONCTION 8	FONCTION 9
	Interventions sociales et santé	Famille	Logement	Aménagement et services urbains, environnement	Action économique
2013	58 657,99	0,00	2 247 326,39	27 223 445,04	6 038 084,81
2012	287 623,17	0,00	2 021 193,82	20 475 684,49	11 986 394,50
2011	306 220,61	0,00	2 891 904,46	23 044 667,70	8 225 706,51
2010	414 958,19	0,00	3 450 512,27	18 018 300,43	7 505 602,47
2009	546 059,33	0,00	3 811 589,94	24 025 013,23	9 050 524,82
2008	401 193,50	0,00	2 189 227,42	22 301 073,20	2 520 677,70
2007	697 147,00	0,00	2 907 162,96	21 303 302,05	6 120 692,22
2006	873 053,79	0,00	1 644 675,12	20 844 383,43	7 533 151,80
2005	742 793,84	0,00	1 703 419,82	17 709 861,32	1 084 315,02
2004	536 498,56	0,00	112 097,57	20 638 859,04	1 879 175,27
Evol %	-89,07%	0,00%	1904,79%	31,90%	221,32%
Moy en €	486 420,60	0,00	2 297 910,977	21 558 458,99	6 194 432,51

3.6.2. Les recettes d'investissement

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total des recettes réelles d'investissement	98 665	87 576	69 465	96 891	70 866	75 431	53 808	42 964	55 122	48 379
Evolution en %	0	-11,2 %	-20,7 %	39,5 %	-26,9 %	6,4 %	-28,7 %	-20,2 %	28,3 %	-12,2 %
FCTVA (art 10222)	5 384	4 778	9 342	4 320	5 310	11 971	5 270	4 298	4 663	5 742
Evolution en %	0	-11,3 %	95,5 %	-53,8 %	22,9 %	125,5 %	-55,9 %	-18,4 %	8,5 %	23,2 %
Subventions perçues (chap 13)	10 979	9 496	19 317	15 742	13 116	13 869	12 992	15 777	20 191	14 158
Evolution en %	0	-13,5 %	103,4 %	-18,5 %	-16,6 %	5,7 %	-6,3 %	21,4 %	27,9 %	-29,9 %
Autres subventions	0,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe d'urbanisme	155	317	317	385	677	583	976	859	1 044	545
Evolution en %	0	104,5 %	0,1 %	21,4 %	75,7 %	-13,9 %	67,4 %	-11,9 %	21,5 %	-47,8 %
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449)	24 455	35 725	26 000	19 006	30 087	33 239	23 500	20 723	26 497	26 399
Evolution en %	0	46,1 %	-27,2 %	-26,9 %	58,3 %	105 %	-29,3 %	-11,8 %	27,9 %	-0,4 %
Recettes diverses	58 002	37 895	15 123	58 208	23 031	16 934	13 022	3 026	4 815	2 624
Evolution en %	0	-34,7 %	-60,1 %	284,9 %	-60,4 %	-26,4 %	-23,1 %	-76,8 %	59,1 %	-45,0 %

Les recettes diverses comprennent notamment les « autres immobilisations financières » (chap 27), les « opérations pour compte de tiers » (chap 45) en recette, les opérations afférentes aux lignes de trésorerie (art 16449), et le reste à réaliser (hors emprunt)

L'accroissement exceptionnel du FCTVA en 2009 est lié à la participation de la Ville au plan de relance national permettant de toucher en 2009 l'équivalent de deux années de FCTVA suite à un versement désormais lié au niveau des dépenses d'équipement de l'année N-1 et non plus de N-2.

Le niveau des nouveaux emprunts encaissés chaque année est, avec la variation des recettes diverses, le facteur essentiel de variation des recettes d'investissement. Ceci s'explique comme pour les dépenses, les années 2004 à 2008 comportant d'importantes renégociations de dette. A noter une hausse du produit des taxes d'urbanisme de 2008 jusqu'à 2012, cette dernière année marquant un sommet avant une réduction de ces dernières de 48% en 2013.

Ce tableau montre l'évolution moyenne et l'évolution totale des recettes d'investissement. L'évolution totale est établie en fonction de la variation entre les montants de première et dernière année de rétrospective. La baisse apparente est liée au poids des recettes diverses en 2004 (opérations de renégociation de dette)

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Total des recettes réelles d'investissement	-7,61 %	-50,97 %
FCTVA (art 10222)	0,72 %	6,66 %
Subventions perçues (chap 13)	2,87 %	28,96 %
Autres subventions	-100,00 %	N/A
Taxe d'urbanisme	14,99 %	251,65 %
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449)	0,85 %	7,95 %
Recettes diverses	-29,10 %	-95,48 %



3.7. Le financement de l'investissement

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par des ressources propres.

Rappel des investissements

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Sous-total dépenses d'équipement	68 555	37 721	54 584	54 959	50 748	57 896	46 253	54 464	57 633	61 529

Le financement

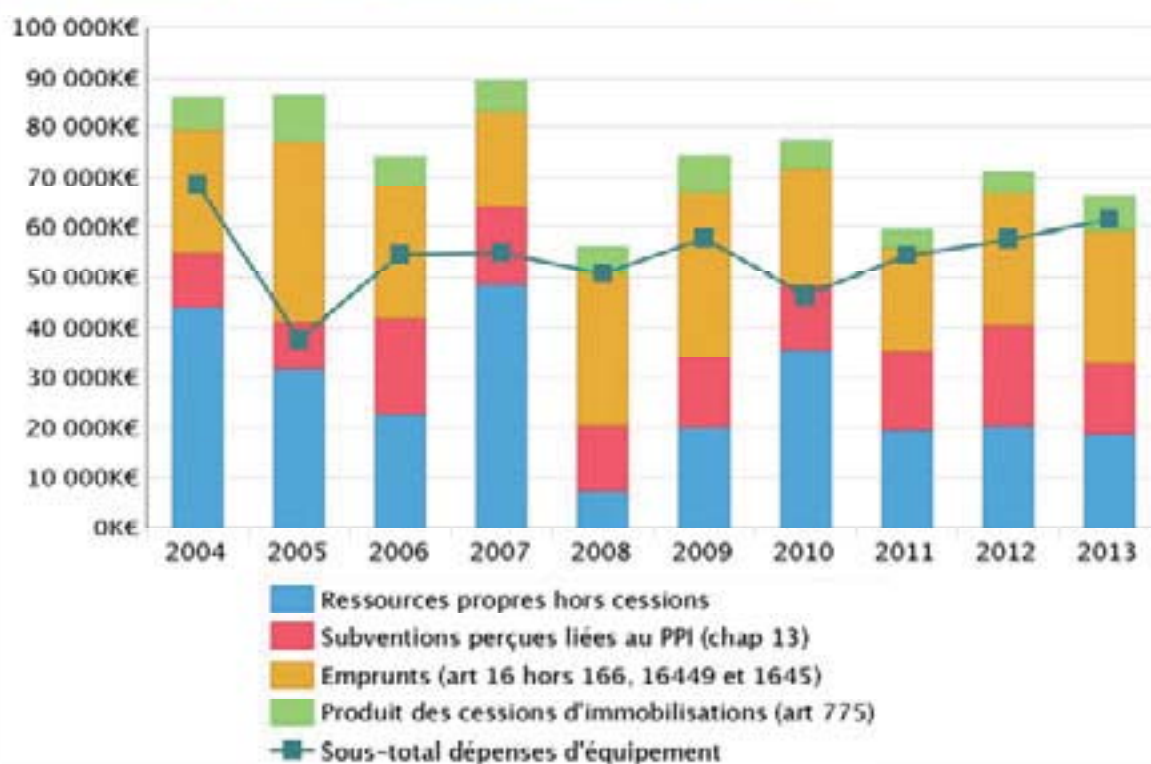
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement. Comme indiqué au 3.2 relatif aux soldes de gestion, les données figurant dans ce tableau pour l'épargne nette sont ceux calculés par le progiciel Inviso (Finance Active). Cette épargne nette n'est donc pas retraitée des éléments exceptionnels. Il convient de ce fait de prendre toute précaution avant d'utiliser les résultats figurant ci-après.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Epargne nette (a)	-5 972	- 20 260	-3 857	- 10 649	-7 516	-2 644	16 504	9 878	8 036	4 405
FCTVA (b)	5 384	4 778	9 342	4 320	5 310	11 971	5 270	4 298	4 663	5 742
Autres recettes (c)	37 847	37 578	10 806	48 323	4 300	3 212	8 326	2 167	3 771	2 080
Produit de cessions (d)	6 684	9 552	6 342	6 408	5 451	7 424	5 354	3 217	3 940	6 617
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	43 943	31 648	22 633	48 402	7 545	19 964	35 453	19 559	20 409	18 844
Subventions perçues (f)	10 980	9 496	19 317	15 742	13 116	13 869	12 992	15 777	20 191	14 158
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	24 455	35 725	26 000	19 006	30 087	33 239	23 500	20 723	26 497	26 399
Financement total h = (e+f+g)	79 377	76 869	67 951	83 150	50 748	67 073	71 945	56 059	67 097	59 401

Résultat de l'exercice	1 843	-1 214	2 267	- 11 641	-4 329	7 667	16 762	1 592	1 703	-6 627
------------------------	-------	--------	-------	-------------	--------	-------	--------	-------	-------	--------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra veiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

Répartition du financement de l'investissement



3.8. Les ratios

Ces données concernent exclusivement le budget principal de la ville de Grenoble.

Comme constaté dans les tableaux ci-après, il existe des écarts entre les ratios DGCL et les calculs de la ville présentés dans les Doc 0. Ces écarts relevés entre les ratios DGCL et les ratios mentionnés aux Doc 0 de chacun des comptes administratifs sont liés aux différences suivantes :

- Population : La population à prendre en compte est la population totale, municipale et comptée à part, telle qu'elle résulte du dernier recensement connu à la date de production des documents budgétaires. Il existe donc un écart sur les données de population lié aux populations connues aux dates de publication des différents documents.
- Dépenses réelles de fonctionnement : selon les définitions de la DGCL, celles-ci doivent s'entendre comme l'ensemble des dépenses de l'exercice budgétaire entraînant des mouvements réels. Toutefois, sont exclues les dépenses correspondant à des travaux en régie et à des charges transférées en section d'investissement. Concernant les données publiées aux Doc 0, les dépenses réelles de fonctionnement n'ont pas été déduites des travaux en régie.
- Recettes réelles de fonctionnement : elles s'entendent de l'ensemble des recettes de fonctionnement de l'exercice entraînant des mouvements réels. Or les données produites par la direction des finances au sein des Doc 0 se font déduction faite des produits de cessions constatés au compte administratif. Ce qui nécessite d'expliquer que la Ville a toujours calculé les RRF en

déduisant les cessions comptabilisées au compte administratif (article 775 qui ne comporte pas de prévisions au budget primitif).

- Dépenses d'équipement brut : elles comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours, les immobilisations incorporelles, les travaux d'investissement en régie et les opérations pour compte de tiers. La ville de Grenoble n'a à ce jour jamais intégré dans le calcul de ces ratios les dépenses relevées au chapitre 204 « Subventions d'équipement versées ». En effet, la nomenclature budgétaire et comptable spécifie que ces dépenses d'investissement ne sont pas intégrées aux immobilisations incorporelles. Elle n'a pas pris en compte les dépenses pour compte de tiers parce qu'elles n'entrent pas dans son patrimoine.

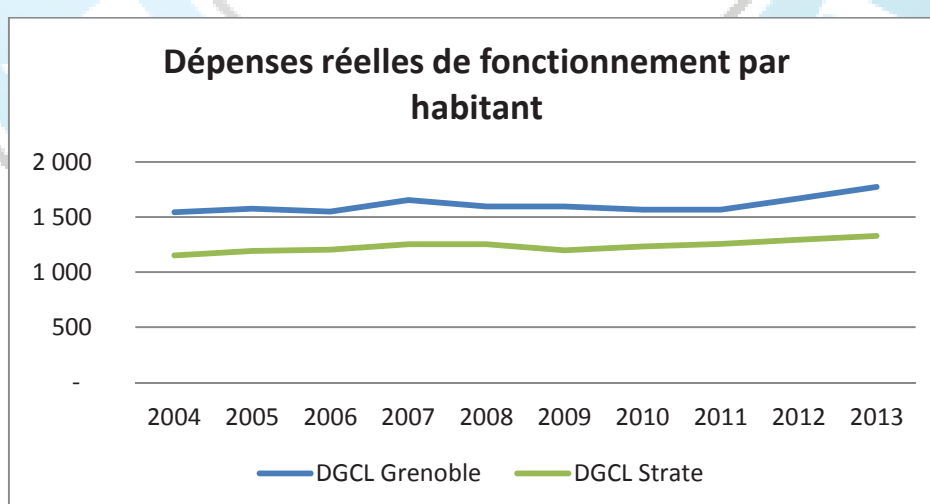
Le remboursement annuel de la dette en capital : il s'entend des remboursements d'emprunts effectués à titre définitif. Si le modèle statistique de la DGCL est en capacité de retraiter automatiquement les subdivisions du compte 166, il ne permet pas de retraiter les emprunts revolving considérés par cette dernière comme étant des remboursements définitifs, alors qu'il n'en est rien.

Moyennant les explications ci-dessus, il est fait le choix de faire apparaître dans les tableaux ci-dessous les données DGCL pour la ville ainsi que celles présentées dans les Doc 0 de la ville de Grenoble. Ces données peuvent par ailleurs être comparées aux données de la strate démographique. Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

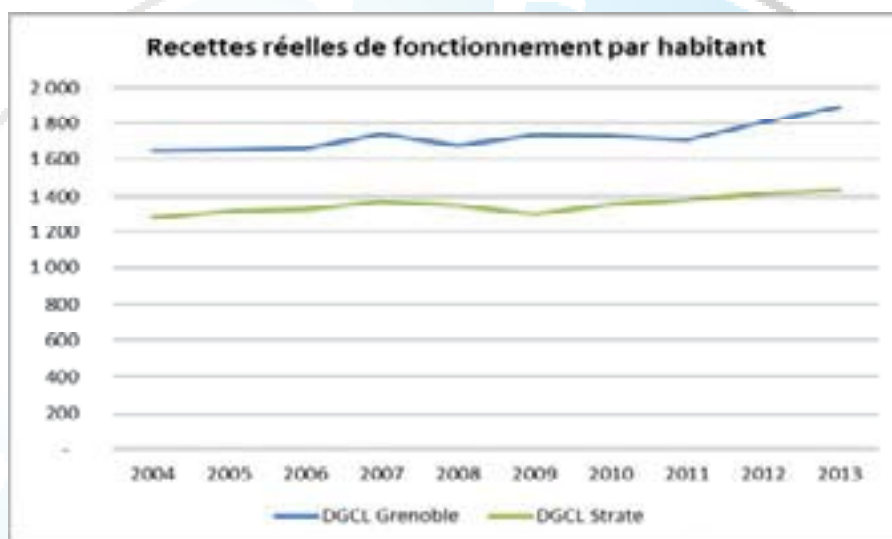
Entre parenthèse, déduction faite des flux GEG (9,9 M€)

Ratio 1	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	1 545	1 578	1 549	1 655	1 596	1 596	1 567	1 568	1 669	1 774
Grenoble Doc 0	1 447*	1 417	1 432	1 514 (1 451)	1 468	1 463	1 468	1 461	1 542	1 612
DGCL Strate	1 152	1 194	1 204	1 255	1 255	1 199	1 235	1 258	1 296	1 330



Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 2	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	580	593	616	636	655	722	741	778	809	833
Grenoble Doc 0	574	586	609	629	647	726	748	763	789	819
DGCL Strate	437	452	470	485	499	507	527	550	569	586

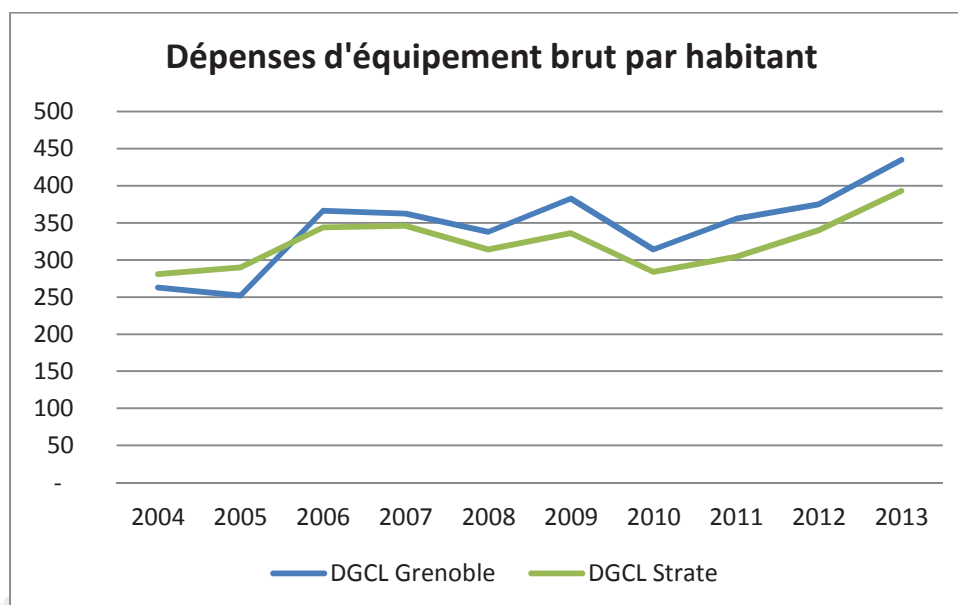


Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 3	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	1 644	1 653	1 661	1 740	1 677	1 735	1 730	1 710	1 805	1 892
Grenoble Doc 0	1 591	1 546	1 597	1 672 (1 609)	1 615	1 669	1 705	1 684	1 757	1 801
DGCL Strate	1 284	1 322	1 333	1 373	1 354	1 304	1 355	1 383	1 419	1 434

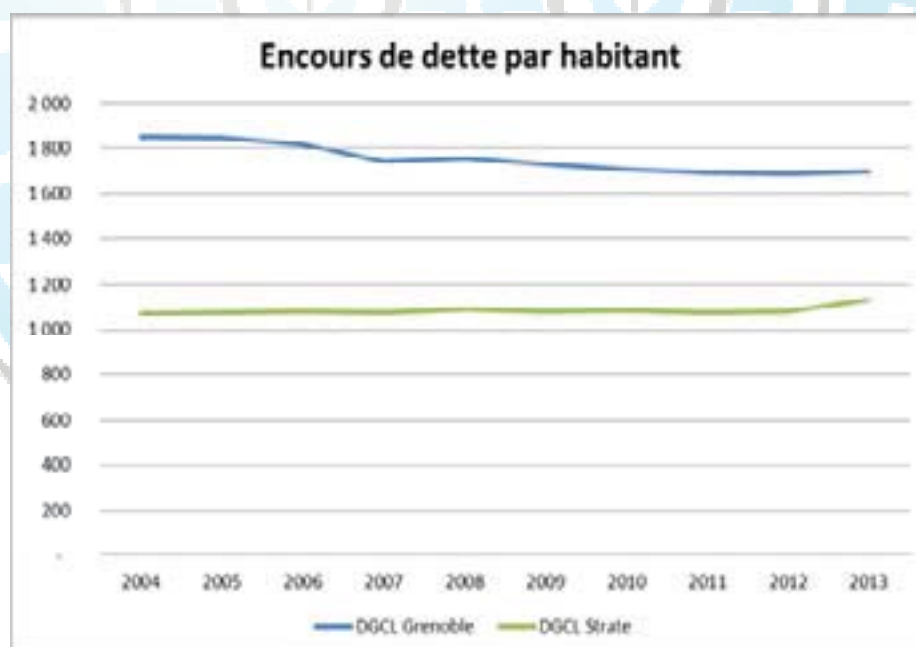
Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	263	252	366	362	338	383	314	355	375	435
Grenoble Doc 0	251**	239	302	278	290	304	245	285	319	344
DGCL Strate	281	290	344	346	314	336	284	304	340	393



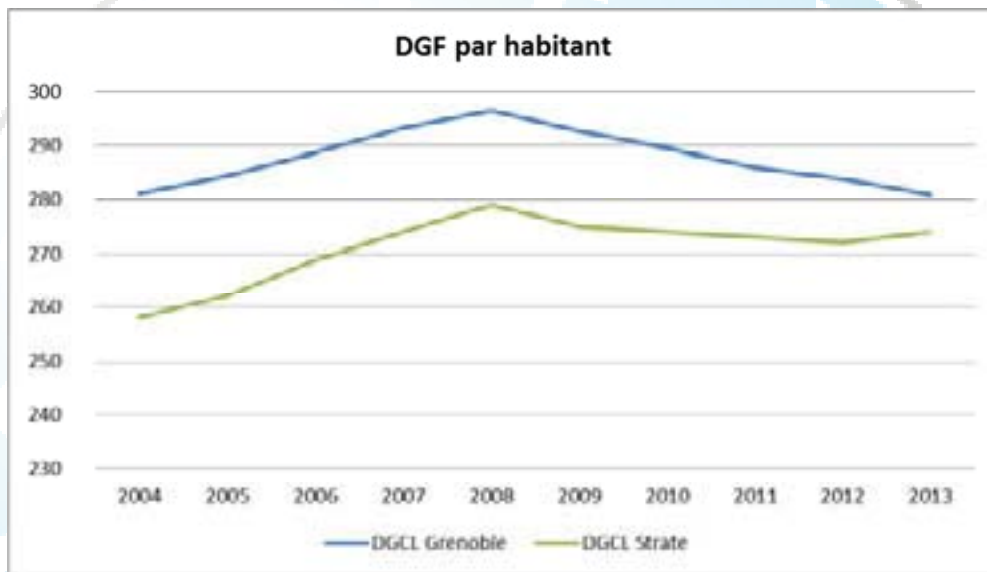
Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 5	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	1 846	1 839	1 813	1 739	1 755	1 729	1 707	1 691	1 689	1 697
Grenoble Doc 0	1 788	1 782	1 755	1 726	1 735	1 735	1 725	1 688	1 676	1 690
DGCL Strate	1 076	1 078	1 083	1 078	1 091	1 085	1 090	1 080	1 084	1 131



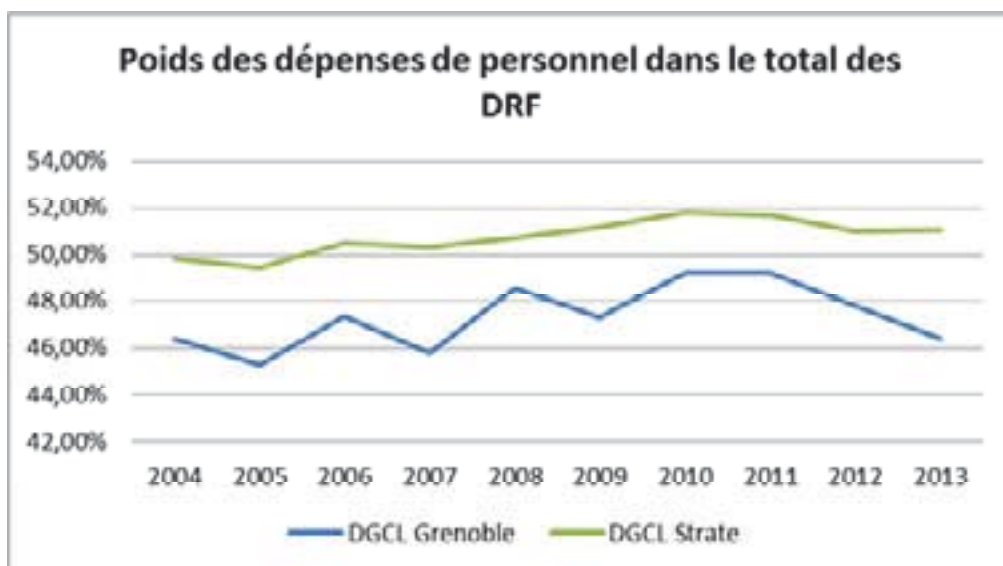
Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 6	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	281	285	289	293	297	293	290	286	284	281
Grenoble Doc 0	278	281	285	290	293	294	292	286	282	281
DGCL Strate	258	262	269	274	279	275	274	273	272	274



Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 7	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	46,41%	45,32%	47,34%	45,79%	48,56%	47,29%	49,22%	49,21%	47,77%	46,39%
Grenoble Doc 0	49%*	50,22%	50,62%	49,43% (51,55%)	51,00%	51,59%	52,74%	52,70%	51,19%	50,65%
DGCL Strate	49,86%	49,43%	50,49%	50,36%	50,75%	51,20%	51,76%	51,68%	51,03%	51,05%



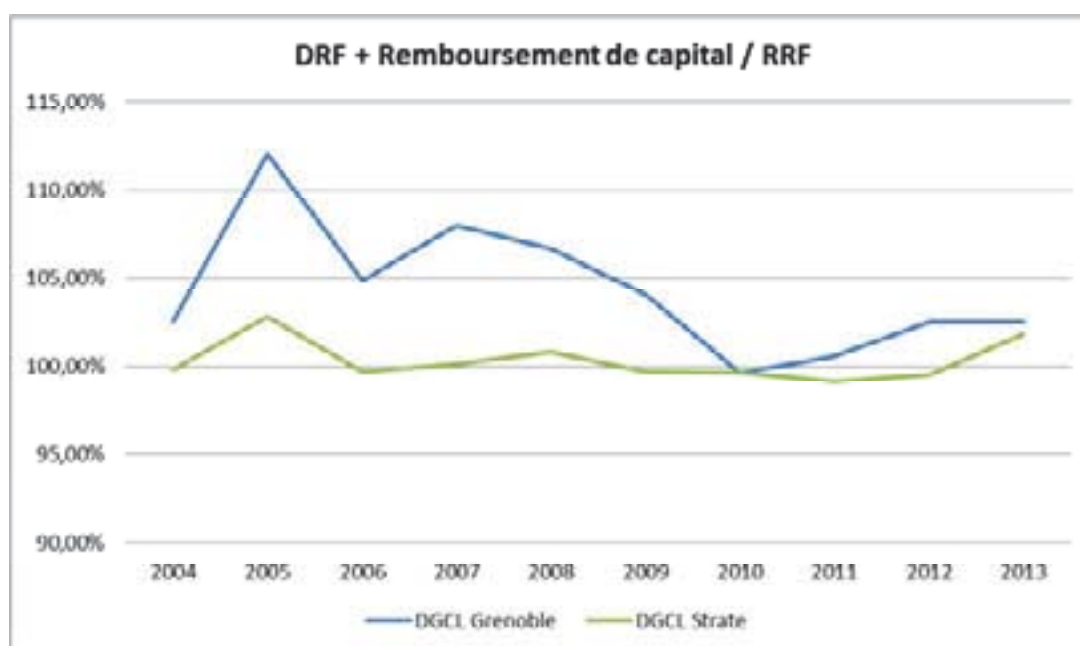
Ratio 8= Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal

Ratio 8	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	ratio n'étant plus d'actualité		
Grenoble Doc 0	153,1 %	150,6%	150,7%	149,1%	149,1%	161,1%	156,9%			
DGCL Strate	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC			

Ratio 8 bis	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	nouveau ratio à partir de 2011							NC	NC	NC
Grenoble Doc 0								1,88	1,86	1,80
DGCL Strate								NC	NC	NC

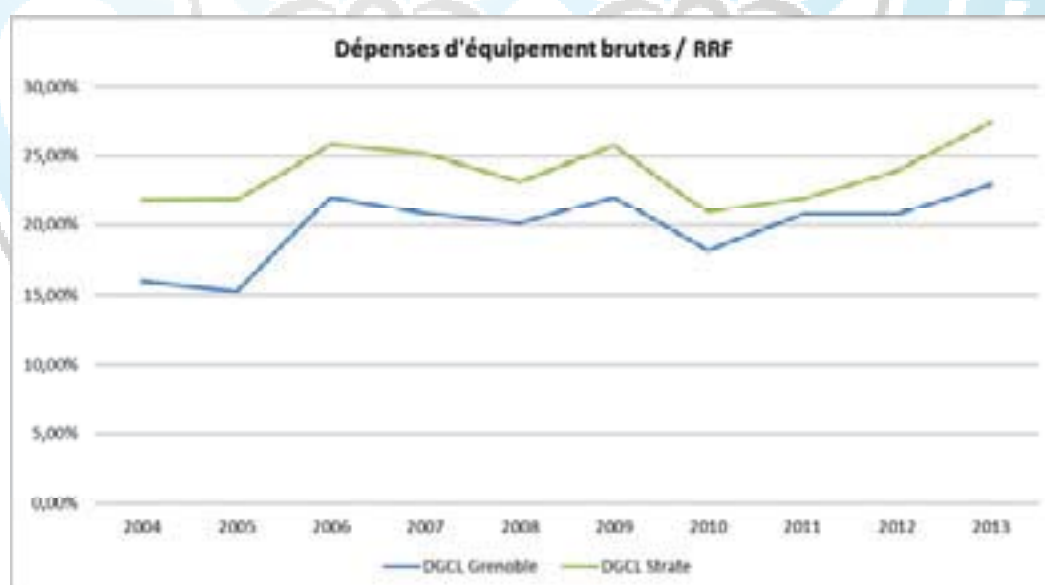
Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 9	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	102,6%	112,0%	104,9%	107,9%	106,7%	104,0%	99,7%	100,6%	102,5%	102,5%
Grenoble Doc 0	99,6%	99,4%	98,9%	99,9%	99,9%	97,4%	95,5%	95,4%	96,9%	98,6%
DGCL Strate	99,8%	102,8%	99,7%	100,2%	100,8%	99,7%	99,6%	99,1%	99,5%	101,8%



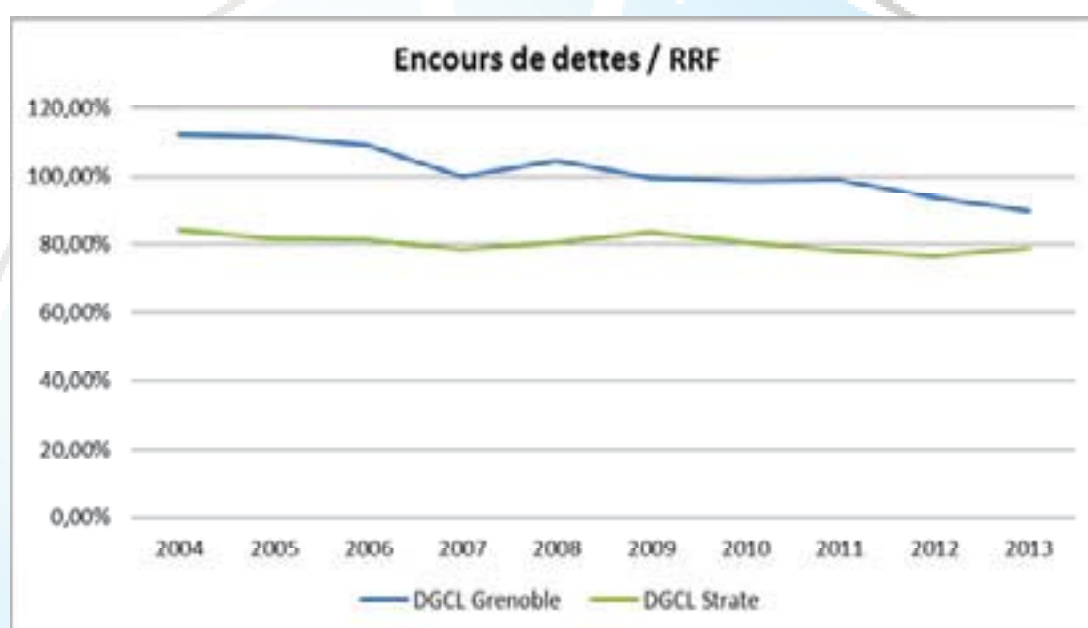
Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	15,98%	15,26%	22,05%	20,82%	20,14%	22,06%	18,16%	20,79%	20,77%	22,99%
Grenoble Doc 0	15,75%	15,45%	18,88%	16,63% (17,27%)	17,96%	18,22%	14,38%	16,93%	18,17%	19,09%
DGCL Strate	21,88%	21,94%	25,81%	25,20%	23,19%	25,77%	20,96%	21,98%	23,96%	27,41%



Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
DGCL Grenoble	112,27%	111,28 %	109,14 %	99,95%	104,66 %	99,61%	98,71%	98,88%	93,56 %	89,69 %
Grenoble Doc 0	112,41% *	115,27 %	109,87 %	103,24% (107,26 %)	107,37 %	103,96 %	101,18 %	100,23 %	95,39 %	93,83 %
DGCL Strate	83,81%	81,56%	81,22%	78,52%	80,58%	83,16%	80,45%	78,12%	76,38 %	78,87 %



4. EVOLUTION DU BUDGET DES RESSOURCES HUMAINES 2008-2013 (par la Direction Prospective et Vie au Travail)

Il convient de remercier, pour la rédaction de cette partie du rapport, la Direction Prospective et Vie au Travail, et notamment son directeur, Monsieur Emmanuel POMES.

4.1. La masse salariale

Les données présentées le sont depuis 2008 pour la masse salariale et 2006 pour les effectifs.

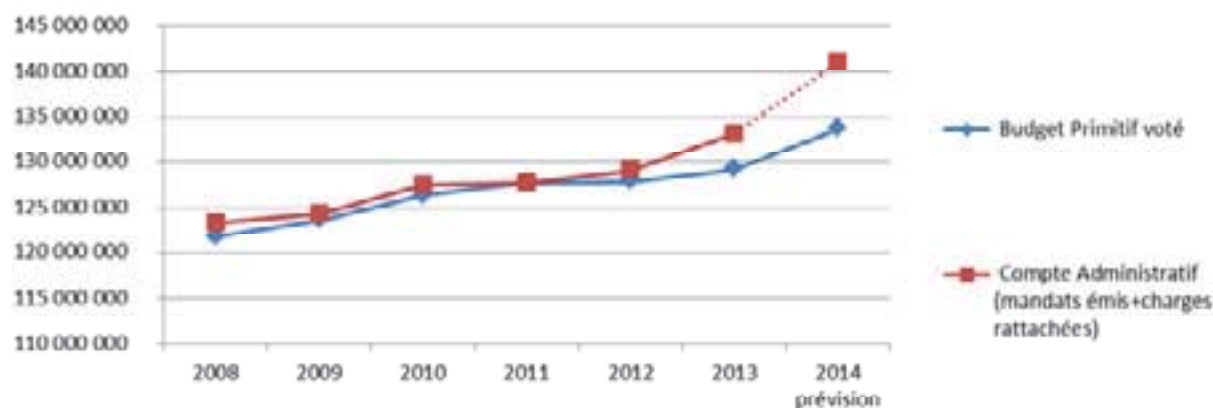
- Depuis 2008, il existe une dynamique des dépenses de personnel supérieure aux prévisions faites en début d'année :
 - Entre 2008 et 2013, les BP (budget principal et budgets annexes hors ESAG) ont progressé de 9 007 295 €, soit 7,50 %.
 - Sur la même période, les budgets réalisés (budget principal et budgets annexes hors ESAG) ont progressé de 11 455 943 €, soit 9,41 %¹.
- Le budget des ressources humaines a été impacté par plusieurs changements de périmètre qui ont été retraités dans les tableaux ci-dessous :
 - En 2009, la Cuisine Centrale a intégré le budget principal,
 - En 2011, l'ESAG a été transformé en établissement public de coopération culturelle (environ 40 agents municipaux ont été transférés vers l'ESAG),
 - En 2012, le budget annexe stationnement a intégré le budget principal.
- La progression des dépenses d'agents sur emploi non permanent est bien plus rapide que celle des agents sur emplois permanents :
 - Entre 2008 et 2013, les dépenses AEP (Agents sur Emploi Permanent) ont progressé de 6 889 276 €, soit 6,24 %.
 - Entre 2008 et 2013, les dépenses ANP (Agents sur Emploi Non Permanent) ont progressé de 5 218 396 €, soit 67,15 %.
- Entre 2008 et 2013, la masse salariale du département CSEJ a progressé de 4 393 007 €, soit 9,67 %. Le département solidarité et service à la population de 11,38% soit 1 325 251 €.

¹ Entre 2008 et 2013, à périmètre constant (CA recomposé) le budget principal réalisé (- ESAG, + Stationnement, - Cuisine Centrale) a progressé de 11 341 203 €, soit 9,50 %.

Entre 2008 et 2013, à périmètre constant, (CA recomposé), les budgets annexes réalisés (- Stationnement + Cuisine Centrales) ont progressé de 114 740 €, soit 4,66 %.

4.1.1. La masse salariale

Budget principal et budgets annexes - Budget principal / BP vote / CA mandats émis / CA mandats émis et charges rattachées



Budget Principal

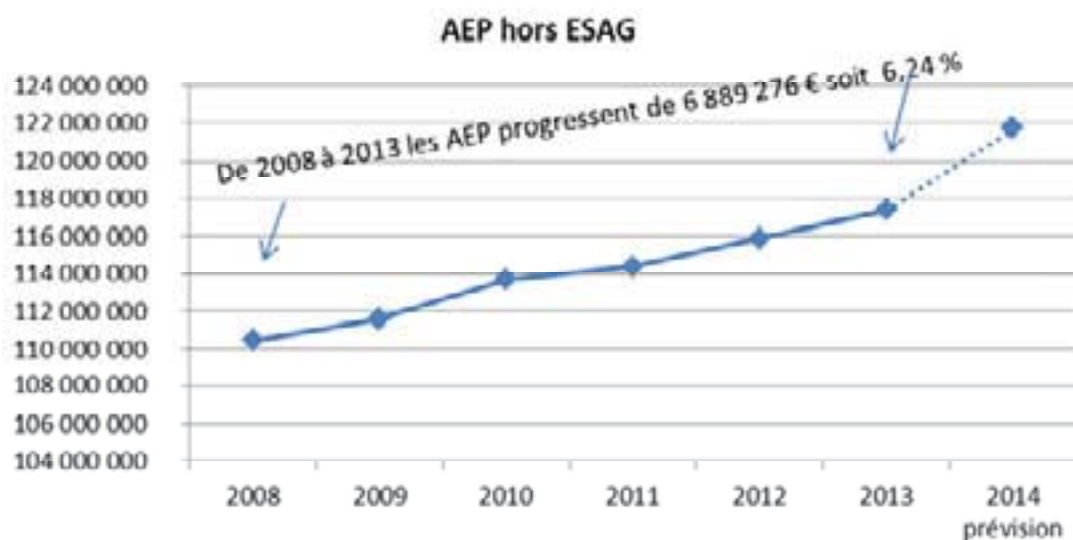
Masse salariale Ville De Grenoble - Chapitres 012	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Budget Primitif voté	119 762 965	119 612 582	122 105 216	123 489 603	125 232 121	126 484 442
Compte Administratif (mandats émis)	121 288 428	120 276 714	123 222 468	123 199 116	126 513 617	130 420 635
Compte Administratif (charges rattachées)	210 636	37 302	121 603	350 000	312	213 137
Compte Administratif (mandats émis+ charges rattachées)	121 499 064	120 314 016	123 344 071	123 549 116	126 513 929	130 633 767

BUDGET PRINCIPAL et BUDGETS ANNEXES (Cuisine Centrale, Self Chénoua et Stationnement)

Masse Salariale Ville de Grenoble - Chapitre budgétaire 012	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Budget Primitif voté	121 768 565 €	123 681 863 €	126 345 968 €	127 767 195 €	127 876 795 €	129 155 565 €
dont BPESAG	1 620 295 €	1 646 160 €	1 682 199 €	831 500 €		
BP recomposé hors ESAG	120 148 270 €	122 035 701 €	124 663 770 €	126 935 695 €	127 876 795 €	129 155 565 €
Compte Administratif (mandats émis+charges rattachées)	123 378 299 €	124 293 114 €	127 462 834 €	127 651 914 €	129 074 919 €	133 207 757 €
dont ESAG	1 626 486 €	1 638 636 €	1 681 518 €	831 000 €		
CA RECOMPOSE hors ESAG	121 751 813 €	122 654 478 €	125 781 317 €	126 820 914 €	129 074 919 €	133 207 757 €
Evolution Compte Administratif hors ESAG (mandats émis + charges rattachées) N/N-1		0,74%	2,55%	0,83%	1,78%	3,20%

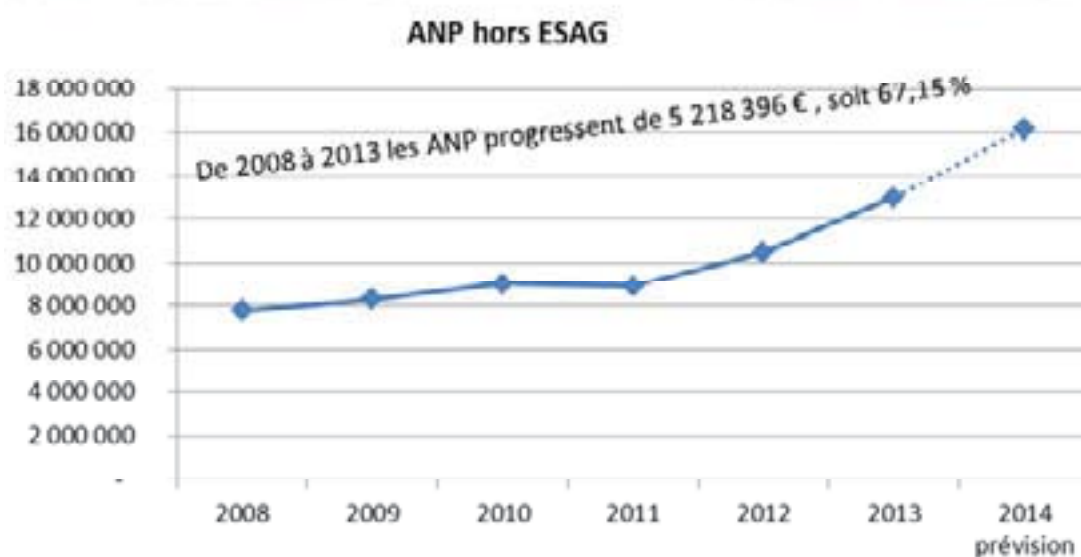
Ecart entre Compte Administratif hors ESAG (mandats émis + charges rattachées) et Budget Primitif recomposé	1 603 543 €	618 776 €	1 117 747 €	94 781 €	1 198 124 €	4 052 192 €
Ecart entre Compte Administratif hors ESAG (mandats émis + charges rattachées) et Budget Primitif recomposé	1,33%	0,51%	0,90%	-0,07%	0,94%	3,14%

4.1.2. Agents sur emplois permanents



	2008	2009	2010	2011	2012	2013
AEP	110 475 627	111 610 956	113 681 755	114 410 364	115 925 360	117 364 903
Evolution (N / N-1)		1 135 329	2 070 799	728 609	1 514 996	1 439 543
Evolution (N / N-1)		1,03%	1,86%	0,64%	1,32%	1,24%
CSEI	41 038 678	41 209 852	41 207 065	40 912 462	40 568 775	41 633 306
DEI	14 087 467	14 584 510	14 602 760	14 842 926	15 014 373	15 587 197

4.1.3. Agents sur emplois non permanents



	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ANP	7 770 790	8 304 576	9 043 874	8 900 634	10 504 032	12 989 186

Evolution (N / N-1)		533 786	739 298	143 240	1 603 398	2 485 154
Evolution (N / N-1)		6,87%	8,90%	1,58%	18,01%	23,66%

CSEJ	4 167 933	4 685 501	5 235 353	5 555 031	6 290 775	8 060 376
DEJ	3 106 632	3 648 988	4 081 204	4 452 885	4 994 760	6 351 035

4.1.4. La masse salariale par départements (hors ESAG)

DEPARTEMENTS	2011	2012	2013	Evolution de 2011 à 2013	Evolution de 2011 à 2013
DPT CULT.SPORT EDUC.JEUN	45 437 862	46 675 914	49 830 869	4 393 007	9,67%
DPT ENVIRONNEMENT URBAIN	32 399 021	32 855 160	33 853 814	1 454 793	4,49%
DPT SOLIDA ET SERVICE A LA POPU	11 646 835	12 678 064	12 972 086	1 325 251	11,38%
DPT ECO INTERNATIONAL BATIMENT	9 042 849	9 342 340	9 158 540	115 691	1,28%
DIR GENERALE DES SERVICES	7 254 329	7 348 622	7 571 858	317 529	4,38%
CABINET DU MAIRE	2 028 239	1 960 649	1 981 226	47 013	-2,32%
DPT RESSOURCES FIN GES JUR INF	7 291 013	7 469 532	7 734 476	443 462	6,08%
DPT RESS. HUMAINES RELAT. SOC.	6 725 593	6 699 653	6 059 446	-666 147	-9,90%
SECRETARIAT GENERAL	1 917 383	1 907 055	1 902 535	-14 848	-0,77%
Total	123 743 125	126 936 990	131 064 851	7 321 726	5,92%

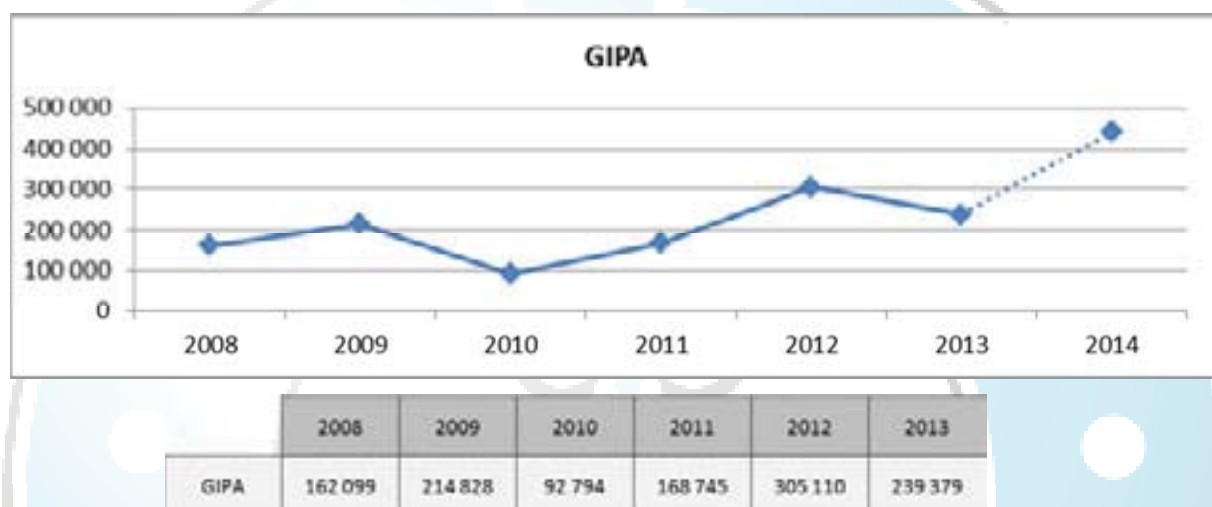
L'augmentation de la masse salariale de 2011 à 2013 est principalement due au département Culture Sport Education Jeunesse, au département Environnement Urbain et au département Solidarité Service à la Population. L'augmentation de CSEJ est due principalement à la Direction Éducation Jeunesse. Celle d'Environnement Urbain est due principalement à la Direction Espace Public. Enfin, l'augmentation de Solidarité Service à la Population, est due principalement aux directions Prévention Sécurité, Relation Citoyenne et Santé publique et Environnement.

4.1.5. Diverses dépenses et recettes

Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)

Définition de la GIPA : dispositif de nature indemnitaire aux trois fonctions publiques, la GIPA est présentée comme étant un complément financier différentiel dont le montant couvre exactement l'écart entre l'évolution du traitement et celle de l'inflation.

Mode calcul : $G \text{ (Indemnité de Garantie)} = \text{TIB (31/12/2009)} * (1 + \text{inflation sur la période de référence}) - \text{TIB (31/12/13)}$.



Charges de personnel / DRF

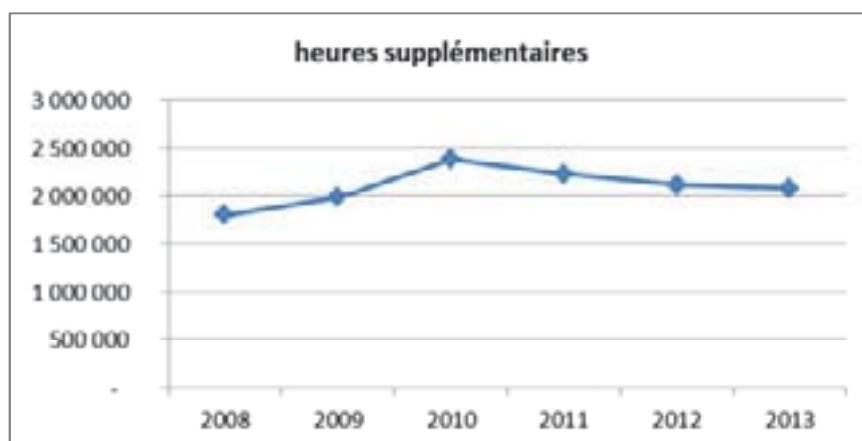
Charges de personnel / DRF : Dépenses du chapitre 012 – charges de personnel – rapportées aux dépenses réelles de fonctionnement

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Charges de personnel / DRF	51,93%	51,59%	52,74%	52,70%	51,19%	50,65%

Heures supplémentaires (Hors heures d'enseignement et d'élection)

En 2013, les services effectuant des heures supplémentaires sont au nombre de 85.

76 % des heures supplémentaires sont effectuées par les 12 services suivants : propreté urbaine, protocole, sports - équipements sportifs, police municipale, sécurité civile, voirie, cabinet administration, restauration et moyens techniques, éducation jeunesse secteur 1-3, éducation jeunesse secteur 4 -6, ateliers municipaux et espaces verts.



	2008	2009	2010	2011	2012	2013
heures supplémentaires	1 802 419	1 990 054	2 383 007	2 224 915	2 115 481	2 077 303
Evolution N / N-1		187 635	392 953	- 158 092	- 109 434	- 38 178
Evolution N / N-1		10,41%	19,75%	-6,63%	-4,92%	-1,80%

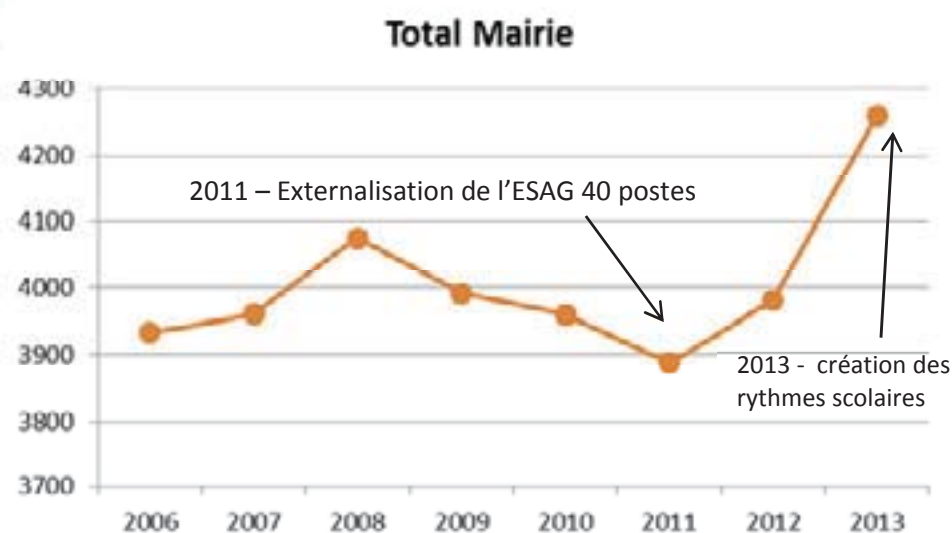
4.2. Les effectifs

Le nombre total d'agents est de 4259 en 2013 contre 3933 en 2008. La principale évolution concerne les agents non permanents qui passent sur la même période de 599 à 946.

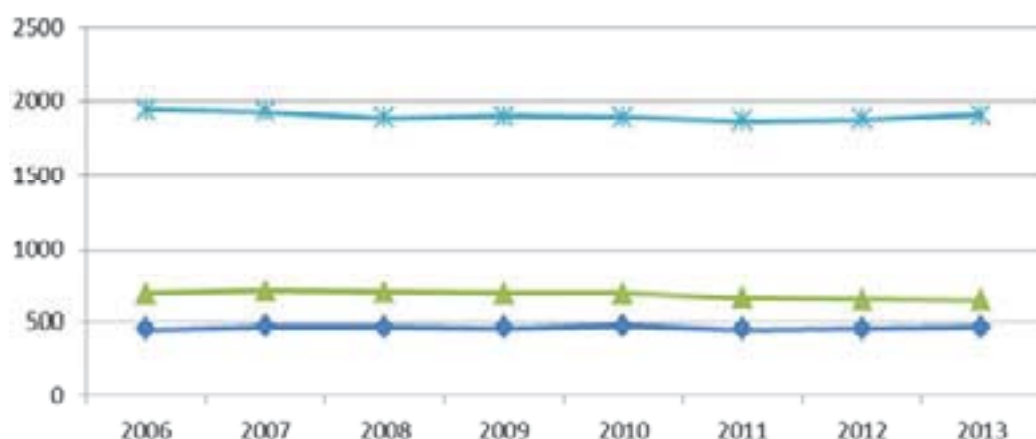
Les éléments les plus marquants sur cette période sont :

- Sur 3020 agents permanents en 2013, le département CSEJ regroupe 1 165 agents et le département environnement urbain 818 agents,
- En 2013, les 50 – 69 ans représentent 1 302 agents soit 43 % des effectifs globaux AEP,
- Depuis 2011, le nombre d'accidents de travail et de trajet a fortement progressé : + 3 006 jours en 2013 par rapport à 2011.

4.2.1. Effectif total Ville (31/12)



4.2.2. Effectifs sur emploi permanent par catégorie hiérarchique (31/12)



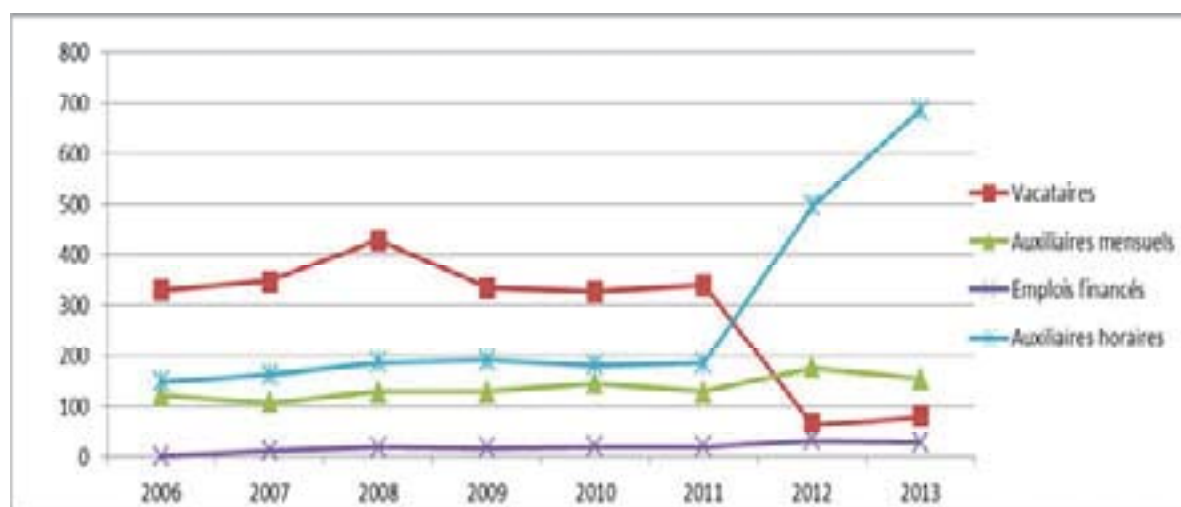
Catégorie hiérarchique	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A	453 14,70%	470 15,10%	467 15,30%	463 15,20%	476 15,60%	454 15,20%	458 15,40%	469 15,50%
B	695 22,50%	710 22,90%	702 23%	695 22,80%	693 22,70%	684 22,30%	650 21,80%	648 21,50%
C	1938 62,80%	1926 62%	1881 61,70%	1884 62,10%	1888 61,70%	1863 62,50%	1875 62,50%	1863 63,00%
TOTAL	3086	3106	3050	3052	3055	2981	2983	3020

4.2.3. Effectifs Agents sur Emploi Permanent par département (31/12)

En 2012, les réorganisations des départements ont amené une nouvelle répartition des effectifs. La DMI, DRJCP passent du secrétariat au département FIDJI, la direction bâtiment passe du Secrétariat Général au département Économie international. La DAT de SO à DG...

DEPARTEMENTS	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Culture - Sport - Éducation - Jeunesse	1 193	1 199	1 194	1 139	1 121	1 165
Environnement Urbain	792	793	790	786	806	818
Solidarité et Services à la population	375	374	368	373	291	290
Économie, international et Bâtiments	61	56	56	55	213	214
Direction Générale - Cabinet du Maire	78	76	76	79	188	189
Ressources Financières, de Gestion, Juridiques et d'Information	110	108	107	108	180	181
Ressources Humaines - Relations Sociales	152	149	151	146	139	120
Secrétariat Général	299	297	293	285	45	43
TOTAL	3050	3052	3055	2981	2983	3020

4.2.4. Agents sur emploi non permanent (31/12)



au 31/12	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Vacataires	329	346	430	334	326	339	64	79
Auxiliaires mensuels	122	107	129	129	145	129	175	154
Emplois financés	0	11	18	16	19	19	32	28
Auxiliaires horaires	148	161	185	190	180	184	497	685
TOTAL	599	625	762	669	670	671	768	946

La forte augmentation des ANP de 2012 et 2013 (768 et 946) par rapport à 2011 (671) est due à la réforme des rythmes scolaires qui commence en septembre 2012. Cette réforme se traduit par une forte embauche d'auxiliaires horaires à peine compensée par la diminution des vacataires.

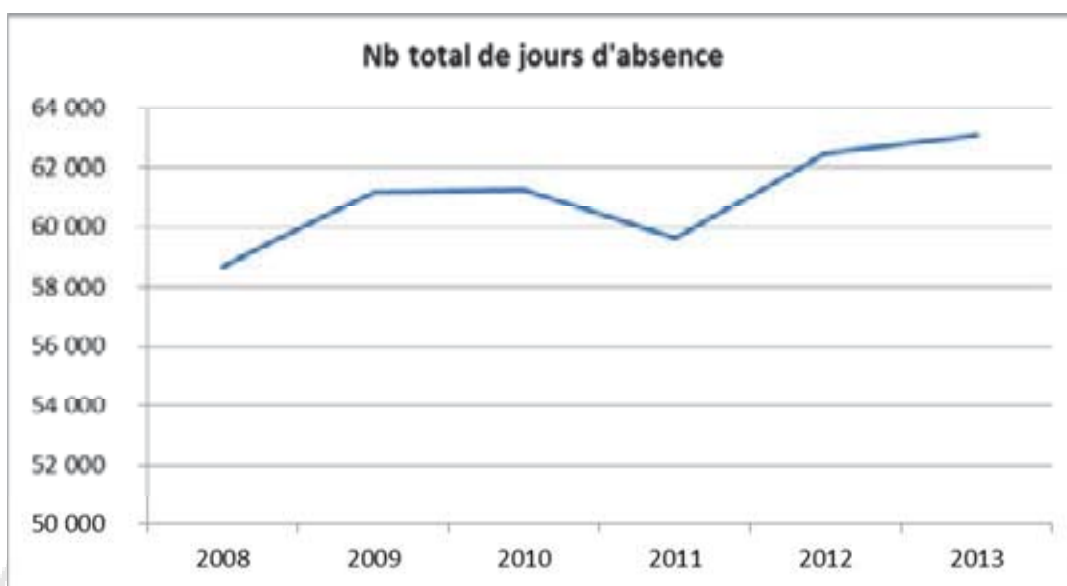
4.2.5. Absence par motifs

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Maladie ordinaire	5,2%	5,48%	5,50%	5,42%	5,73%	5,81%
Cure	0,02%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,00%
Longue maladie, longue durée, grave maladie	2,1%	2,00%	1,91%	2,01%	1,94%	2,01%
Accident de service et Accident de Travail	0,0%	0,86%	0,97%	1,01%	1,18%	1,65%
Maladie professionnelle	0,2%	0,14%	0,10%	0,17%	0,29%	0,40%
Sous-total	8,4%	8,49%	8,48%	8,61%	9,15%	9,88%
Maternité ou adoption	0,5%	0,69%	0,69%	0,47%	0,054%	0,62%
TOTAL (incluant maternité)	8,9%	9,18%	9,17%	9,08%	9,68%	10,49%

Le taux d'absentéisme tous motifs confondus, reste assez stable de 2008 à 2011 (8,9 %, 9,18 %, 9,17 %, 9,08%). Par contre de 2012 à 2013, il augmente fortement passant à 9,68 % et à 10,49 %. Sur la période 2012-2013, les maladies ordinaires, les accidents de service et de travail et les maladies professionnelles augmentent fortement par rapport à la période antécédente de 2008 à 2011.

Les longues maladies, les longues durées, les graves maladies, les cures et les maternités ou les adoptions restent stables sur toute la période 2008 – 2013.

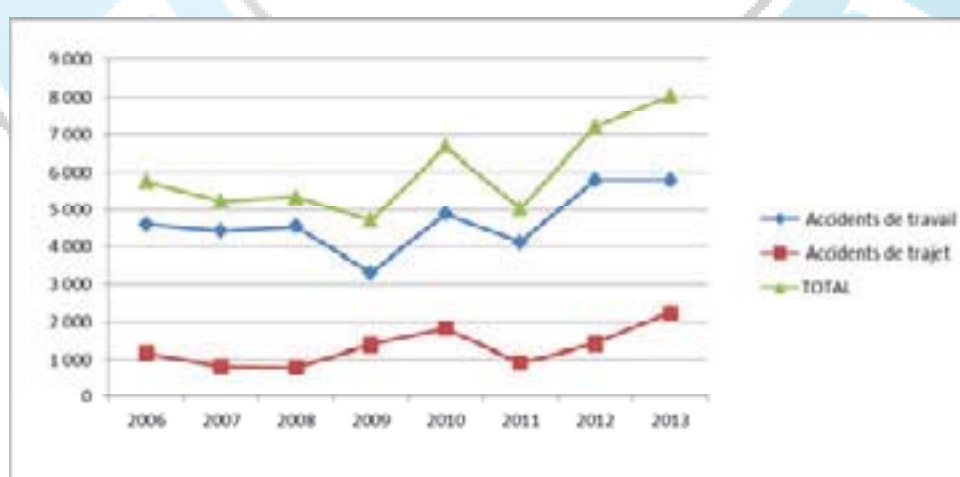
4.2.6. Absences pour maladie ordinaire



	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nb total de jours d'absence	58 663	61 193	61 252	59 630	62 478	63 076
Nb arrêts	4 261	4 436	4 411	4 500	3 627	3 331
Durée moyenne d'un arrêt	13,77	13,79	13,89	13,25	17,23	18,94

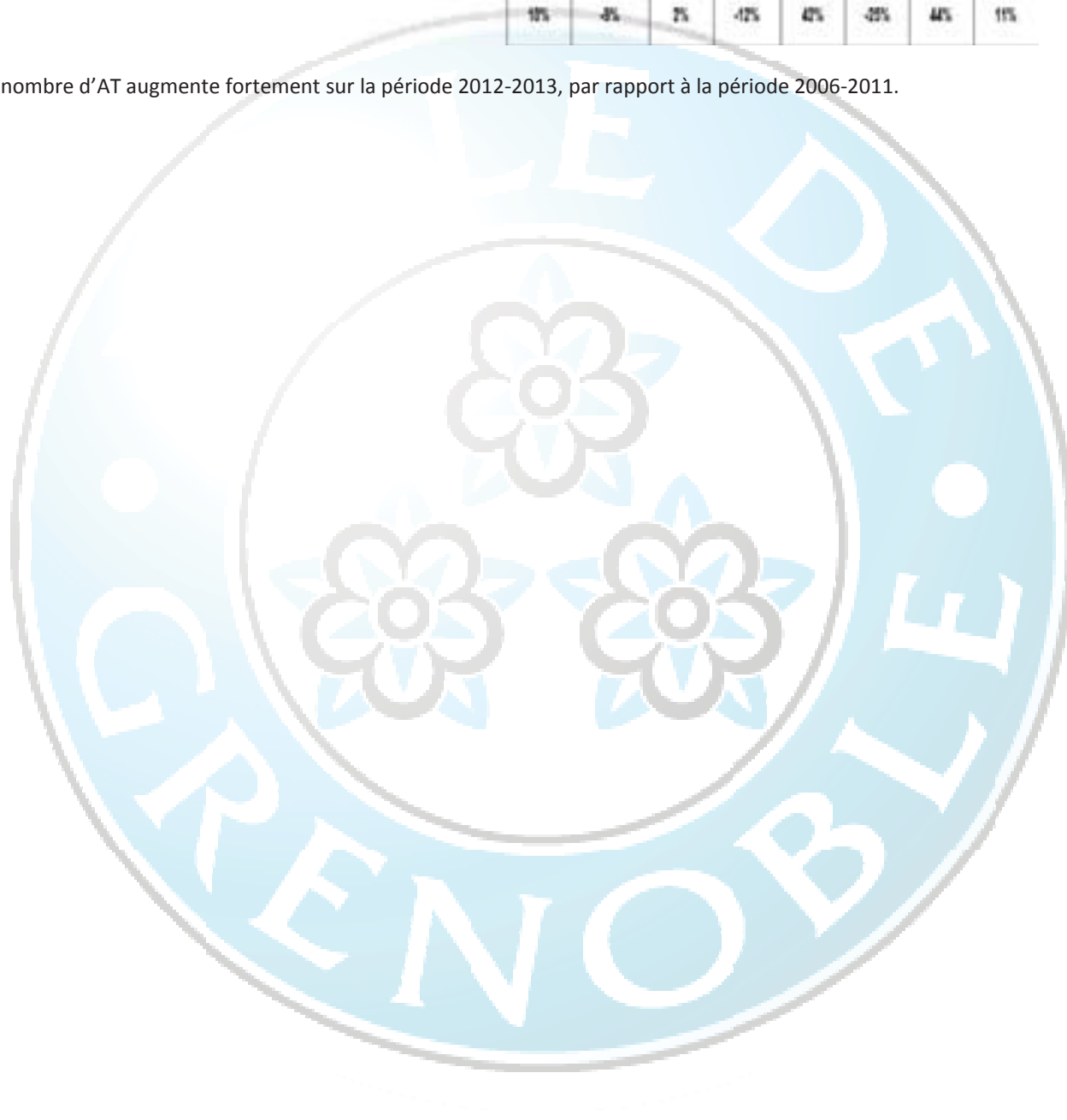
Sur la période 2008 -2013, le nombre de jours d'absence passe de 58 663 à 63 076 jours (+8%). On constate sur cette période une augmentation régulière de la durée moyenne d'un arrêt passant de 13,77 à 18,95 jours.

4.2.7. Accidents de travail / Trajet



	nombre de jours d'arrêt							
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Accidents de travail	4 581	4 400	4 528	3 304	4 859	4 106	5 792	5 796
Accidents de trajet	1 181	828	805	1 397	1 819	919	1 420	2 235
TOTAL	5 762	5 228	5 333	4 701	6 678	5 025	7 212	8 031
	10%	-8%	2%	-12%	42%	-25%	44%	11%

Le nombre d'AT augmente fortement sur la période 2012-2013, par rapport à la période 2006-2011.



5. EVOLUTION DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET PARTICIPATIONS 2007-2013 (par la Direction du Contrôle de Gestion)

5.1. La commande

La demande d'audit financier adressée au Directeur général par Monsieur le Maire indiquant « *Analyse de l'évolution, sur les 10 dernières années, des 100 plus grosses subventions de fonctionnement, la Direction Générale a précisé la commande comme suit :*

- associations et autres personnes de droit privé (art 6574) / rappeler le montant annuel total / la ventilation par montants / proposer tris par départements ou directions/ présenter des graphiques...
- organismes publics (6573...), y compris le CCAS (donner les chiffres de chaque organisme, faire un graphique et mettre un commentaire).

Ne pas hésiter à rajouter des données explicatives complémentaires (exemple pour l'Office de Tourisme, il faudrait donner pour information le montant de la taxe de séjour reversée) »

Compte tenu de l'historique des données disponibles dans le logiciel Progos, l'étude s'est limitée à la période 2007-2013.

Il convient de remercier Madame Clave, chef du service « Appui et méthodes » à la Direction du Contrôle de gestion, pour la réalisation de ce rapport, ainsi que l'ensemble des directions et services, notamment du département Culture Sports Education Jeunesse, qui ont vérifié, corrigé et commenté le présent rapport

5.2. Vue d'ensemble

5.2.1. Approche et méthode

- Interrogation des données à partir du logiciel financier Grand Angle (GDA) sur la période 2007 2013 car GDA ne remonte pas plus loin, sur le Budget Principal en section de FONCTIONNEMENT. Dans ce cadre, nous sommes donc sur la notion de service instructeur c'est-à-dire qui gère l'instruction.
- En effet, le logiciel PROGOS (de gestion des demandes de subventions) n'inclut pas toutes les subventions et participations de plus, la reprise des données ne s'est faite qu'à partir de 2010 seulement.
- Lorsque les données de PROGOS sont utilisées dans cette étude pour révéler une tendance ou une analyse plus fine, (Distinction projet fonctionnement, montant demandé, gestionnaire instructeur etc.) elles ne sont plus comparables dans leur périmètre au reste de l'étude mais nous donnent une bonne tendance.

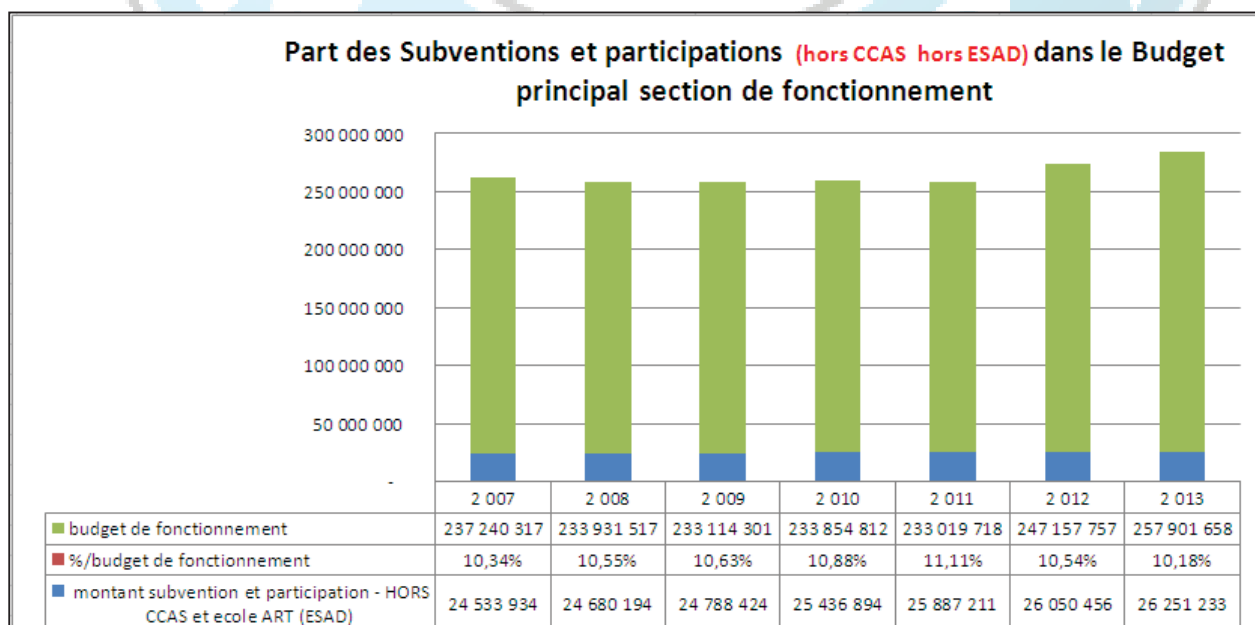
PERIMETRE INTERROGATION	
Code article	Libellé article
6554	Contributions aux organismes de regroupement
65735	Subventions de fonctionnement aux groupements de collectivités
657351	GFP de rattachement
657362	Subventions de fonctionnement au CCAS
657364	Subventions de fonctionnement aux établissements et services rattachés à caractère industriel
65737	Subventions de fonctionnement aux autres établissements publics locaux
65738	Subventions de fonctionnement aux autres organismes publics
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes droit privé

- Pas de prise en compte des subventions exceptionnelles et des écritures concernant la Trésorerie
- Certains montants ont été ajoutés au périmètre après extraction ex AURG car selon les années inscrits en subvention ou adhésion
- La loi du 12 avril 2000 impose la conclusion d'une convention entre la collectivité qui subventionne et l'organisme subventionné dès lors que les aides en numéraire et/ou en nature dépassent le seuil de 23 000 €, toutes directions confondues.

5.2.2. Calcul de la part des subventions et participations (hors CCAS) dans le budget principal section fonctionnement de 2007 à 2013

Budget principal										
Réel										
Fonctionnement										
Dépense										
Exercice		2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013		2013/2007
Code chap	Libellé chapitre	ORDONNANCE	ORDONNANCE	ORDONNANCE	ORDONNANCE	ORDONNANCE	ORDONNANCE	ORDONNANCE		croissance
11	Charges à caractère général	48 859 946	48 584 451	47 287 770	48 341 900	45 847 373	51 571 585	54 355 799		11,2%
12	Charges de personnel et frais assimilés	119 043 043	121 499 064	120 314 016	123 344 071	123 549 116	126 513 929	130 633 767		9,7%
14	Atténuations de produits	343 661	350 000	740 037	613 847	313 070	738 303	1 049 161		
65	Autres charges de gestion courante	47 049 858	47 962 428	49 746 095	51 472 879	53 048 127	53 259 339	54 306 140		15,4%
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	278 127	278 454	294 199	306 452	341 401	340 346	333 369		
66	Charges financières	9 090 660	13 460 227	10 140 285	8 695 116	9 048 124	8 644 885	8 157 150		-10,3%
67	Charges exceptionnelles	12 575 023	1 796 893	4 591 898	1 080 548	872 507	6 089 371	9 066 272		
	Somme :	237 240 317	233 931 517	233 114 301	233 854 812	233 019 718	247 157 757	257 901 658		8,7%
	DONT montant subvention et participation	24 533 934	24 680 194	24 788 424	25 436 894	26 439 211	27 314 456	27 515 233		12,2%
	%	10,341%	10,550%	10,634%	10,877%	11,346%	11,051%	10,669%		
	DONT montant subvention et participation HORS ECOLE ART (ESAD)	24 533 934	24 680 194	24 788 424	25 436 894	25 887 211	26 050 456	26 251 233		7,0%
	%	10,341%	10,550%	10,634%	10,877%	11,109%	10,540%	10,179%		

Commentaires : Une part relativement stable de ≈ 10, 5 % du budget de fonctionnement - Hors École d'Art (ESAD) - la variation a été de + 7%



	Taux d'inflation
2013	0,9
2012	2,0
2011	2,1
2010	1,5
2009	0,1
2008	2,8
2007	1,5

Insee, indices des prix à la consommation

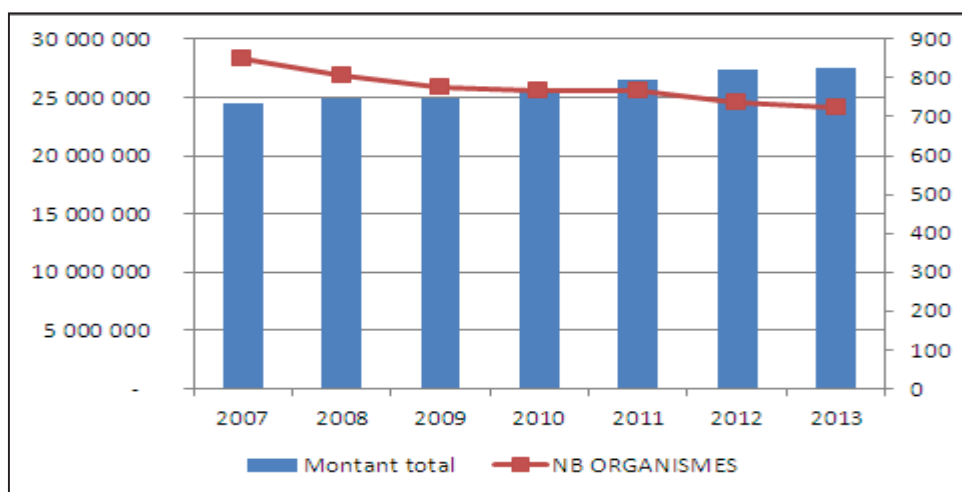
5.2.3. EVOLUTION DE 2007 à 2013

Montant des Subventions et Participations et nb de bénéficiaires sans le CCAS et sans écritures Trésorerie.

SANS CCAS ET ECRITURE TRESORERIE et avant ajout adhesion ou autres	Budget principal							tendance	2013/ 2007
service ou dir	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013		
Cabinet du Maire	28 993	26 720	26 100	15 610	23 530	25 780	18 350		-36,7%
<i>nb</i>	16	15	14	12	14	13	7		
DAC	6 471 616	6 716 150	6 788 975	6 919 068	7 540 060	8 194 510	8 372 431		29,4%
<i>nb</i>	141	144	140	131	120	114	106		
DATPV	578 838	636 146	586 243	689 010	837 578	724 620	408 570		-29,4%
<i>nb</i>	117	113	103	128	122	114	91		
DEJ	7 038 127	6 887 762	6 327 420	7 093 920	6 860 188	6 883 745	7 020 995		-0,2%
<i>nb</i>	148	149	137	147	139	140	125		
Dir. Com animation	175 000								
<i>nb</i>	1								
DIR ENVIRO	504 243	473 396	613 353	533 635	539 690	525 260	515 389		2,2%
<i>nb</i>	19	15	22	15	14	14	15		
dir espace pub	21 350	21 350	21 350	21 350	21 000	184 712	95 098		345,4%
<i>nb</i>	1	1	1	1	1	2	2		
DIR FI et DCG	93 278	295 519	363 474	359 016	474 305	483 924	320 486		243,6%
<i>nb</i>	3	1	1	1	1	1	1		
DGS	151 000								
<i>nb</i>	1								
DIR LOG HABITAT	172 410	157 539	190 030	109 311	128 800	126 500	175 352		1,7%
<i>nb</i>	11	9	11	14	21	15	29		
Dir. Rel Internatio	503 545	382 910	469 130	394 611	371 252	378 285	481 412		-4,4%
<i>nb</i>	116	92	93	88	93	97	108		
Dir. Santé publique et envir.	850 770	925 720	947 574	954 140	910 084	907 865	899 700		5,8%
<i>nb</i>	81	97	88	86	66	60	68		
DIR SPORTS	3 678 022	3 495 640	3 559 511	3 549 904	3 573 113	3 849 962	3 875 470		5,4%
<i>nb</i>	114	118	113	95	112	100	97		
DIR URB	88 000	76 900	47 200	8 000	27 170	194 450	26 450		-69,9%
<i>nb</i>	3	2	2	1	3	4	3		
Dpt Secrétariat Gal		10 000							
<i>nb</i>		1							
DPT SOLID	463 378	889 409	1 146 180	950 704	1 058 089	984 410	1 307 458		182,2%
<i>nb</i>	74	72	67	73	85	79	81		
ECO ET I EMPLOI	3 567 299	3 432 822	3 466 385	3 624 689	3 844 789	3 560 053	3 734 103		4,7%
<i>nb</i>	136	106	99	103	98	96	93		
Sce Prévention délinquance	148 066	262 211	235 500	213 926	229 562	290 380	263 970		78,3%
<i>nb</i>	30	32	32	28	23	22	22		
montant total	24 533 934	24 680 194	24 788 424	25 436 894	26 439 211	27 314 456	27 515 233		12,2%
<i>nb total</i>	1 012	967	923	923	912	871	848		-16,2%

Commentaires: Le périmètre d'interrogation est rappelé en dernière page de ce document. Certaines associations étant subventionnées par plusieurs services le nombre de bénéficiaires réel est de :

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Montant total	24 533 934	24 890 494	24 901 424	25 549 894	26 557 575	27 314 456	27 515 233
Nb organismes	848	806	777	767	768	735	725



Le montant des subventions et participations **HORS CCAS** est en hausse sur la période considérée essentiellement du fait du versement en subvention de la participation à l'ESAD à partir de 2011 (**552 000 en 2011, 1264000 en 2012 et 1264000 en 2013**) alors qu'auparavant le budget École Art était inclus dans le Budget de fonctionnement chap. 11 et 12.

Le nb d'organismes par direction peut varier d'une année sur l'autre en fonction de :

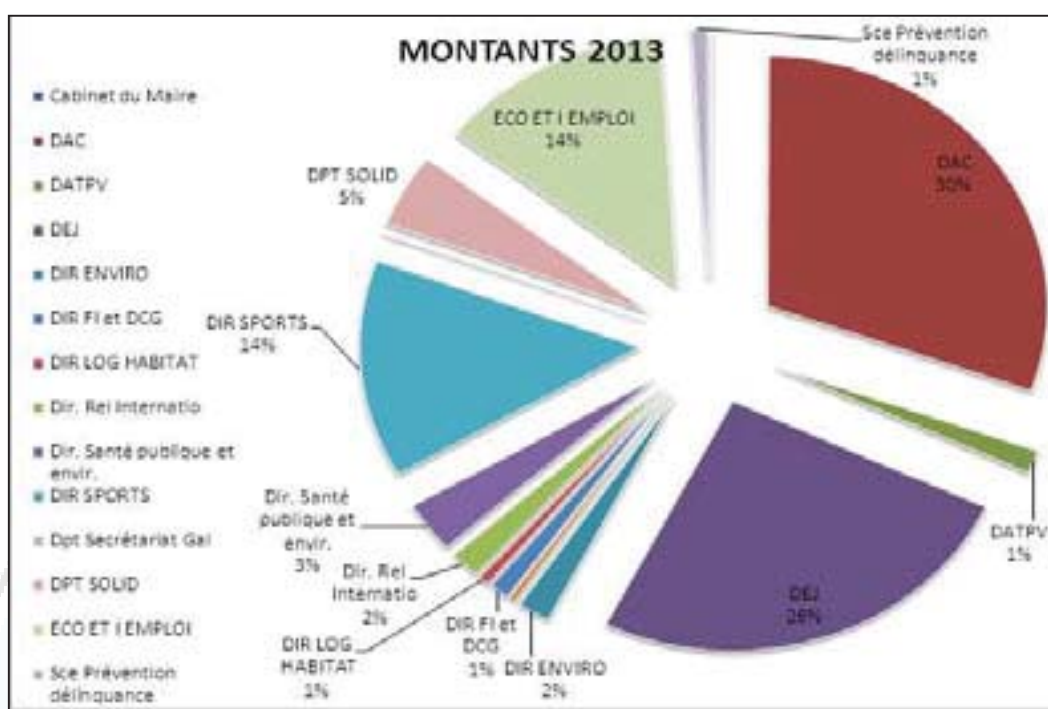
- l'évolution de leurs rattachements à un service d'une année sur l'autre
- du regroupement de certaines associations (festival de Jazz, Cinémathèque)
- la transformation de la structure (ex ESAD)
- Une forte augmentation sur la période des subventions du Département **Solidarité** hors CCAS
- Le nb de bénéficiaires diminue, pouvant marquer une limitation de l'éparpillement des subventions

5.2.4. Le CCAS

On note une forte hausse de 1 600 000 en 2009 puis une augmentation régulière. La croissance sur la période est de 23 %

MONTANT DES SUBVENTIONS ACCORDEES DE 2007 à 2014 au CCAS PAR DIRECTION								
25/06/2014								
CCAS								
Budget principal								
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	tendance %
DPT SOLID	19 987 000	20 407 000	22 024 000	22 974 000	23 676 000	23 999 000	24 679 000	23%
DATPV	16 700	8 000	15 500	8 300	24 050	86 800	12 900	
DIR FI et DCG	100 000							
DAC				5 000	8 000	8 000	8 000	
DEJ			2 000	2 000	5 850	5 800		
DIR SPORTS	2 000				500	600		
Dir. Santé publique	1 800							
total	20 107 500	20 415 000	22 041 500	22 989 300	23 714 400	24 100 200	24 699 900	23%

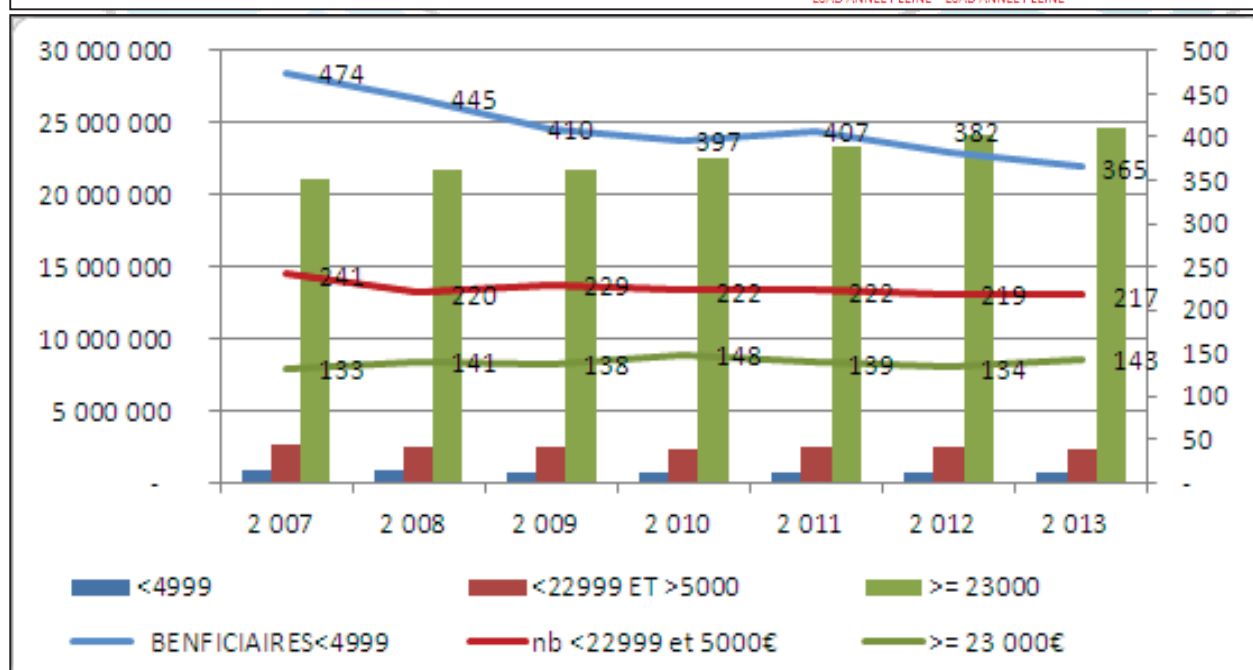
5.2.5. REPARTITION EN 2013 par direction sans CCAS



5.3.Regroupement des données par tranches de Montants

tranches de regroupement	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Part en 2013	tendance
< 4999 €	835 416	803 107	753 895	714 096	746 834	701 961	674 482		■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
nb	474	445	410	397	407	382	365	50%	
< 22999 ET >= 5000 €	2 574 684	2 422 295	2 451 349	2 354 329	2 505 630	2 494 552	2 397 743		■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
nb	241	220	229	222	222	219	217	30%	
>=23 000 €	21 123 334	21 665 092	21 696 180	22 460 478	23 305 112	24 117 943	24 645 000		■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
nb	133	141	138	148	139	134	143	20%	

ESAD ANNEE PLEINE ESAD ANNEE PLEINE



Commentaires :

- La majorité des bénéficiaires perçoivent moins de 5000 €
- La loi du 12 avril 2000 impose la conclusion d'une convention entre la collectivité qui subventionne et l'organisme subventionné dès lors que les aides en numéraire et/ou en nature dépassent le seuil de 23 000 €, toutes directions confondues.

5.3.1. LES 10 ORGANISMES LES PLUS SUBVENTIONNES EN 2013

ASSO	2 013
EPPC MC2	3 415 600
ES ART DESIGN GRENOBLE VALENCE	1 264 000
PALAIS DES SPORTS	1 150 000
GRENOBLE FOOT 38 ASSOCIATION	749 000
OFFICE MUNICIPAL DU TOURISME DE GRENOBLE	745 000
ASS GESTION CENTRES DE SANTE DE GRENOB	723 000
FOOTBALL CLUB GRENOBLE RUGBY	540 000
OCG MDL ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GRENOBLE LES MUSICIENS DU LOUVRE	438 000
REGIE CHAUFFERIE CIEL	431 589
MISSION LOCALE DE GRENOBLE	424 500
ASSOC DES CENTRES DE LOISIRS DE GRENOBLE	415 371

5.3.2. EVOLUTION DES BENEFICIAIRES de SUBVENTION OU PARTICIPATION > 300 000€ de 2007 à 2013

En 2013, 18 bénéficiaires mobilisent 46,2% du montant des subventions et participations hors CCAS

- EPCC MC2. Du montant global attribué à la MC2 (environ 3,4M€), il convient cependant de distinguer la subvention de fonctionnement d'environ 1,7 M€ : -elle a augmenté de 50 K€ en 2010- et la subvention de contrepartie du loyer pour mise à disposition du bâtiment : elle s'élève également à environ 1,7M€
- EPCC ESAD Grenoble/Valence pour 1264 K€ en 2013. Cette subvention apparaît à partir de la date de création de cet établissement (mi 2011). Auparavant les charges liées à cette école d'art étaient intégrées dans divers chapitres du budget principal (ressources humaines et fonctionnement).
- Association Palais des Sports. La subvention a été majorée de 100 K€ à partir de 2010. A noter qu'à cette subvention se rajoutent des flux liés à des marchés de prestations pour des achats de places et de logos (environ 196 K€), à l'achat d'une prestation annuelle pour les vœux du Maire (environ 91 K€) et à de la refacturation de fluides pour le self (environ 58 K€). Cela représente un flux financier de la Ville vers l'association de 1495 K€ en 2013 (stable sur la période). A noter également que la taxe sur les spectacles a été supprimée à compter de 2013 représentant une économie pour l'association d'environ 47 K€.
- EPIC Office du tourisme de Grenoble : la hausse de 2011 s'explique par le fait que la subvention est versée en deux fois : 80% à la signature et 20% en fin d'année. Le versement des 20% restant de l'exercice 2010 s'est fait début 2011. Ce qui explique une subvention plus basse en 2010 (536.000€) et plus haute en 2011 (854.00€) . L'augmentation correspond à des transferts de flux financiers correspondant à des reprises d'activité de l'Association de Gestion de la Maison du Tourisme qui a été dissoute (l'Office du Tourisme a récupéré une partie de la subvention qui était auparavant versée à l'AGMT).

A noter également que la Ville reverse par ailleurs à l'Office le produit de la taxe de séjour pour un montant de 417 K€ en 2012 (contre 380 K€ en 2009).

- Grenoble Foot 38. Pour ce club, l'analyse doit se faire en prenant en compte la dissolution de la SASP GF38 (la section professionnelle du club) à la fin de la saison 2010/11. Ainsi sur la saison sportive 2009/10, la Ville a attribué globalement au club 843 K€ repartis de la manière suivante :

A la SASP GF38 : une subvention de 122 K€ + un marché de prestations (achat de places et de logos) pour 203 K€

A l'association GF38 une subvention de 508 K€

C'est donc ce montant global versé au club qui est à comparer avec celui versé à l'association en 2012 (861 K€) et 2013 (749 K€). Il y a eu transfert vers l'association des montants anciennement versés à la SASP. Le montant global versé au club apparaît donc relativement stable.

- Club de rugby FCG, il convient également de prendre en compte l'ensemble des flux financiers de la Ville vers les différentes entités du club (Association et SASP) et non pas seulement les subventions versées à l'Association uniquement.

Ainsi sur la saison sportive 2007/08, la Ville a attribué globalement au club 714 K€ repartis de la manière suivante :

A la SASP: une subvention de 141 K€ + un marché de prestations (achat de places et de logos) pour 161 K€

A l'association une subvention de 412 K€

A titre de comparaison, sur la saison sportive 2012/13, la Ville a attribué globalement au club 1033 K€ repartis de la manière suivante :

A la SASP: une subvention de 100 K€ + un marché de prestations (achat de places et de logos) pour 393 K€

A l'association une subvention de 540 K€

On note donc une augmentation sensible de ces flux. Pour être précis il convient également de souligner qu'un nouveau mode de calcul de la redevance d'occupation de Lesdiguières versée par le club à la Ville a fait porter celle-ci à 144 K€ en 2013 contre 40K€ auparavant.

Globalement, l'aide de la Ville a augmenté de 200K€.

- Club de Hockey, Les Brûleurs de Loups, le même raisonnement s'applique. Sur la saison sportive 2007/08, la Ville a attribué globalement au club 634 K€ repartis de la manière suivante :
 - A la SASP: une subvention de 321 K€ + un marché de prestations (achat de places et de logos) pour 87 K€
 - A l'association une subvention de 226 K€

A titre de comparaison, sur la saison sportive 2012/13, la Ville a attribué globalement au club 634 K€ repartis de la manière suivante :

A la SASP: une subvention de 341 K€ + un marché de prestations (achat de places et de logos) pour 68 K€

A l'association une subvention de 225 K€

On note donc une stabilité de ces flux sur la période

- Concernant l'AGECSA, on note une certaine augmentation sur la période : 723 K€ en 2013 contre 617K€ en 2007. La Ville de Grenoble représente 40% des subventions de cette association.
- L'établissement public Régie Chaufferie Ciel (432 K€ en 2013), il convient de souligner que le montant global se décompose en 2 parties : une subvention de fonctionnement d'environ 280K€ et une subvention liée aux charges d'intérêts et d'amortissement du bâtiment.
- Participation au Syndicat Mixte Alpes Abattage (320 K€ en 2013), elle apparaît à partir de 2009 au moment du transfert de la compétence (et du budget annexe) à ce syndicat mixte créé par le Département. Ce transfert a permis de réduire le coût annuel pour la ville de 50% par rapport à ce qu'elle aurait dû assumer seule.
- Viennent ensuite dans le classement des organismes recevant le plus de subventions, les associations socio culturelles qui reçoivent entre 300 et 400K€ de subventions chacune.

5.3.3. Les avantages en nature en direction des associations

Les avantages en nature correspondent à une valorisation des locaux mis à disposition, des fluides du personnel parfois.

Ils représentent une aide d'un montant de 5 017 202 en direction de 291 associations en 2013.

	Montant	nb asso concernées
Total ACTIVITE SPORTIVE - SPORTS	697 838	41
Total ADMINISTRATION GENERALE - SPORTS	91 765	28
Total CCAS	11 129	1
Total DIRECTION AFFAIRES CULTURELLES	1 468 997	78
Total ECONOMIE	192 504	10
Total GESTION EDUCATION JEUNESSE	1 507 994	53
Total INITIATIVES EMPLOI	31 173	2
Total LOGEMENT	24 245	2
Total POLE CLIMAT ENERGIE ENVIRONNEMENT	20 270	1
Total POLITIQUE DE LA VILLE ET DEMOCRATIE LOCALE	122 058	22
Total PREVENTION DE LA DELINQUANCE	24 053	2
Total REL. INTERNAT./UNIV.RECHERCHE	530 597	7
Total RELATIONS AVEC LE MONDE ASSOCIATIF	167 927	25
Total SANTE - ADMINISTRATION GENERALE	126 652	19
Total général	5 017 202	291

Avantages en nature : associations bénéficiant d'avantage en nature sans subvention par ailleurs

Association (nom) 2014	Montant avantages en nature	Montant accordé		Montant avantages en nature	Montant accordé
FOYER DE L'ETUDIANTE	256 046	-	SPORTIVE BEAUVERT GRENOBLE	3 514	-
COMITE DES FETES BOULISTES DE GRENOBLE	95 257	-	UNION SPORTIVE AQUATIQUE DE GRENOBLE - USA	3 444	-
GRETA ALPES DAUPHINE	48 439	-	PETANQUE CLUB GRENOBLE CATANE/MME COMTE	3 237	-
MAISON DES HABITANTS	48 341	-	OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS - GROUPE LOCAL	3 154	-
UTOPIA	46 319	-	RENCONTRES DES CULTURES FRANCO IRANIENNE	3 098	-
CENTRE PSYCHO PEDAGOGIQUE DE GRENOBLE	46 314	-	SAVANE PETANQUE	3 081	-
EN SCENE ET AILLEURS	45 339	-	SOCIETE DES TOURISTES DU DAUPHINE	2 985	-
102 (ASSOCIATION LE)	40 340	-	GRENOBLE PETANQUE EUROPOLE	2 849	-
OBSERVATOIRE NATIONAL DES POLITIQUES CULTURELLES	33 590	-	FESTIVAL DE COURT METRAGE EN PLEIN- AIR	2 706	-
CINEX - ATELIER DU CINEMA EXCENTRIQUE	31 725	-	COMPAGNIE L'ATELIER DU POSSIBLE	2 620	-
UNION LOCALE SYNDICAT CFTC	27 002	-	LA DELPHINALE	2 537	-
MANN'ART(E)	26 900	-	AMICALE ANTILLAISE DE L'ISERE	2 457	-
ABC DANSE / TALBUM COMPAGNIE	24 523	-	ALPINS PETANQUE	2 396	-
UNION LOCALE D'INITIATIVES SOLIDAIRES AU SERVICE DE L'EMPLOI-ULISSE	20 600	-	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE DE L'ISERE	2 349	-
LE COPEAU ANIME	16 860	-	LOCOMOTIVE ASS	2 226	-
ARLEQUIN D'ARGILE	12 870	-	COMPAGNIE DU LOUP	2 194	-
CLUB BOULISTE CAPUCHE-REYNIES	8 372	-	AMICALE BOULES DES ABATTOIRS	1 931	-
NOUVEAUX HORIZONS	8 279	-	AMITE ACTION POUR LES MALADES VALIDES ET HANDICAPES	1 890	-
AUTISME VIES	7 621	-	COMITE DROIT AU TRAVAIL DES HANDICAPES	1 890	-
ADAJE FESTIVAL JEUX ESPRIT	7 310	-	MONTAGNE AMITE SOLEIL CLUB GRENOBLOIS	1 711	-
SOURCE DE VIE	5 268	-	COMPAGNIE THEATRALE MUH - AVIS AUX INTERESSES	1 674	-
UNION DES CLUBS MOTOCYCLISTES GRENOBLOIS	5 236	-	SPELEO CLUB DE GRENOBLE	1 599	-
CLUB EAUX CLAIRES PETANQUE	4 409	-	GRENOBLE AMITE NATURE	1 571	-
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DES ALPES	4 314	-	ENFANT BLEU	1 549	-
GEM L'HEUREUX COIN	4 278	-	THEATRE DE L'ORANGE BLEUE	1 022	-
PETANQUE ILE VERTE ASS	4 092	-	LE JARDIN AQUATIQUE	899	-
THEATRE DE FORTUNE	4 055	-	COMPAGNIE LES MUTINS	856	-
AMICALE BOULE ILE VERTE	4 006	-	ECLAIREUSES ECLAIREURS DE FRANCE	846	-
FAMILLES EN ISERE	3 839	-	HALTEROPHILE CLUB GRENOBLOIS	579	-
			DONNEURS DE VOIX - BIBLIOTHEQUE SONORE DE GRENOBLE	304	-
	891 543		TOTAL	63 169	-

954 711

Commentaires : en 2014, 61 associations bénéficient d'avantages en nature sans être subventionnées par ailleurs, pour un montant de 954 711 €

5.3.4. Répartition « PROJET » ET « FONCTIONNEMENT »

Définitions :

- « subvention de fonctionnement » correspond à un soutien au fonctionnement d'une association pour lui permettre de réaliser ses missions d'intérêt général inscrites dans ses statuts et qui doivent être cependant clairement identifiées dans la convention.
- « subvention sur projet » : porte sur un projet très précis de l'association.

Année	2010		2010		2011		2011		2012		2012		2013		2013	
Type de subvention	Subvention de fonctionnement		Subvention projet		Subvention de fonctionnement		Subvention projet		Subvention de fonctionnement		Subvention projet		Subvention de fonctionnement		Subvention projet	
Département instructeur	Montant voté	NB asso	Montant voté	NB asso	Montant voté	NB asso	Montant voté	NB asso	Montant voté	NB asso	Montant voté	NB asso	Montant voté	NB asso	Montant voté	NB asso
DIR GENERALE DES SERVICES	317 528	49	332 795	147	379 190	45	450 706	123	301 350	31	499 900	122	64 500	25	437 196	107
DPT CULT.SPORT EDUC.JEUN	14 111 356	278	2 490 550	298	8 505 159	186	8 499 622	324	9 268 840	183	7 561 209	292	9 745 099	209	9 552 712	262
DPT ECO INTERNATIONAL BATIMENT	3 076 110	94	704 618	141	3 584 965	88	611 356	139	3 236 755	88	698 446	148	3 327 155	81	830 610	155
DPT ENVIRONNEMENT URBAIN	147 552	16	162 076	16	141 291	13	169 872	15	291 303	11	189 890	22	158 335	14	157 034	22
DPT SOLIDA ET SERVICE A LA POPU	1 960 170	144	276 956	111	1 828 137	124	347 454	91	1 944 159	143	291 386	75	2 171 595	141	352 183	66
MAIRE ET MUNICIPALITE	12 610	11	5 103	7	11 830	11	12 000	8	12 230	10	9 250	6	9 350	6	9 000	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	19 625 325	578	3 972 098	593	14 450 572	459	10 091 010	597	15 054 637	457	9 250 081	560	15 476 034	471	11 338 735	522

Les subventions de « fonctionnement » en montant sont majoritaires à la Ville. En revanche les subventions « projet » sont majoritaires en nb même si leur part tend à se réduire légèrement.

Exercice	
2009	61,0%
2010	80,0%
2011	78,2%
2012	79,2%
2013	81,6%
2014	79,9%

Le taux « d'acceptation » des demandes varie entre 61 et 80% des demandes selon les années.

5.4.Détail par structures juridiques ou secteurs

5.4.1. Les syndicats

Budget principal									
	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013/20
SYMAA SYNDICAT MIXTE ALPES ABATTAGE		295 519	363 474	359 016	474 305	483 924	320 486		8%
ASS DEP AMENAGT ISERE DRAC ROMANCHE	309 413	306 148	293 725	283 536	284 129	281 400	298 093		-4%
SYNDICAT INTERCOMMUNAL EYBENS GRENOBLE REALI EXPL VELODROME	64 495	50 000	50 000	50 000	25 000	40 000	20 000		-69%
SYND MIXTE PARC NATUREL REGIONAL VERCORS	33 230	33 730	62 432	35 890	36 577	37 064	37 806		14%
SYND MIXTE PARC NATUREL REG CHARTREUSE	24 373		55 522	28 376	28 441	28 431	28 322		0%
S.I.E.G.E. SYNDICAT	69 348								
SYNDICAT MIXTE PAYS DU SUD GRESIVAUDAN		1 500							
	5	5	5	5	5	5	5		
	500 859	686 897	825 154	756 818	848 452	870 819	704 707		41%
%/ montant total	1,905%	2,760%	3,314%	2,962%	3,195%	3,188%	2,522%		

Comme indiqué précédemment, la participation au **Syndicat Mixte Alpes Abattage** (320K€ en 2013), apparaît à partir de 2009 au moment du transfert de la compétence (et du budget annexe) à ce syndicat mixte.

Les autres participations restent relativement stables à l'exception de celle au SIEGREV (vélodrome) qui passe de 64 K€ à 20 K€.

Les versements à la Métro pour le SYMBHI (syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère) varient quant à eux en fonction du rythme de réalisation des travaux. Pour mémoire somme versée à la Métro pour SYMBHI en investissement :

année	montant	observation
2007	0	
2008	333 200.43€	cumul 2007+2008
2009	115 461.14€	
2010	70 419.00€	
2011	94 253.64€	
2012	492 508.00€	
2013	709 227.77€	

5.4.2. Établissements publics

Budget principal									
	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013/2012
EPPC MC2	3 365 600	3 365 600	3 365 600	3 415 600	3 415 600	3 415 600	3 415 600		1%
OFFICE MUNICIPAL DU TOURISME DE GRENOBLE	640 000	760 000	670 000	536 000	854 000	755 000	745 000		16%
ASS GESTION MAISON TOURISME	101 500	101 500	101 500	101 500	101 000		31 950		-69% asso dissoute
ES ART DESIGN GRENOBLE VALENCE					552 000	1 264 000	1 264 000		0% 6 MOIS EN 2011
REGIE CHAUFFERIE CIEL	355 458	402 917	462 971	496 930	453 869	447 896	431 589		21%
AGENCE URBANISME REGION GRENOBLE		155 300	113 000	113 000	118 364	168 000	202 000		ajout de ce qui a été inscrit en adhesion
	4 462 558	4 785 317	4 713 071	4 663 030	5 494 833	6 050 496	6 090 139		
Nb organismes	4	5	5	5	6	5	6		
%/ montant total	16,97%	19,23%	18,93%	18,25%	20,69%	22,15%	21,80%		

Pour mémoire : Le Marché d'Intérêt National –sur le budget annexe activités économiques

Sce Economie BA ACT ECO									
REGIE COM MARCHE D INTERET NAT									
		art	Objet liquidation	2007	2008	2009	2011	2012	
Activités économiques	Fonctionnement	Dépense	673 annulation titre 2009-95 bord 33 du 27/09 pour régul TVA				27 441		
			6743 sub exceptionnelle MIN	100 000					
			6743 subv 2008		100 000				
			6743 subvention exceptionnelle de fonctionnement					68 000	
			6743 subvention exceptionnelle de fonctionnement 2011 50%				35 167		
			6743 subvention exceptionnelle de fonctionnement 2011 ac 2				35 167		
			6743 Subvention exceptionnelle Délib D37-D 018					31 055	
			6743 versement non remboursable -procédure de liquidation Ré	120 000					
				220 000	100 000		97 774	99 055	
Activités économiques	Investissement	Dépense	2181 acquisition aménagements	757 247					
			2181 solde achat bâtiment sud			31 055			
			2181 solde reprise aménagements		7 069				
				757 247	7 069	31 055			

5.4.3. SOCIO CULTUREL les 22 premiers organismes subventionnés

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013/2	commentaire
MJC PARMENTIER	315 257	292 796	316 927	281 144	362 921	297 447	415 315		32%	
CAP BERRIAT	315 000	306 800	341 730	334 490	310 918	274 310	286 177		-9%	
MJC ABBAYE CHATELET	327 603	330 915	291 346	265 488	327 406	355 618	230 795		-30%	
CENTRE SOCIAL BAJATIERE CCAS	247 916	241 076	286 305	299 345	307 339	309 425	294 905		19%	
ASSOC DES CENTRES DE LOISIRS	227 080	221 418	220 184	243 434	278 806	235 724	415 371		83%	
MAISON JEUNES CULTURE EAUX CLAIRES	216 745	218 470	220 420	239 661	296 636	284 940	319 339		47%	
MJC ALLOBROGE	326 450	282 604	286 674	275 451	293 780	286 253	343 250		5%	
MAISON ENFANCE PREMOL	254 110	244 019	233 798	261 113	253 284	272 316	244 837		-4%	
MAISON DES HABITANTS BALADINS	293 401	286 555	284 320	298 769	302 920	289 221			-1%	assoc dissoute
MJC PREMOL	240 344	240 043	223 649	258 187	246 550	253 100	292 901		22%	
MAIS POUR TOUS ST LAURENT	228 672	221 971	238 763	265 985	262 798	267 346	249 446		9%	
IMPT MISTRAL DRAC_CS_puis LE PLATEAU	249 210	242 753	274 391	301 327	370 404	360 240	346 891		39%	
AHAET ASSOCIATION	218 688	224 987	210 580	222 369	235 487	272 844	282 153		29%	
M ENFANCE CLOS OR	194 764	213 556	196 028	256 684	267 618	250 250	280 706		44%	
FED REG MAISONS JEUNES CULT	422 919	438 811	210 780	518 764					23%	POSTES dir VERSES DIRECTEMENT AUX
MJC ANATOLE FRANCE	206 841	201 545	195 683	187 368	230 631	234 204	249 718		21%	
MJC Villeneuve puis LA CORDEE	239 176	235 207	187 880	400 517	389 774	368 965	336 133		41%	
MJC LUCIE AUBRAC		110 176	197 372	220 079	244 836	286 134	271 165		146%	
CLEF	184 311	181 235	165 266	202 408	201 320	189 449	188 098		2%	
MJC MUTUALITE	166 933	143 847	156 495	172 851	212 207	210 799	214 539		29%	
CENTRE SOCIAL CHORIER BERRIA T	139 478	131 899	132 279	150 161	180 335	174 655	249 008		79%	
ASS LOISIRS ET CULTURE MALHERBE	202 011	205 883	202 898	112 726						ASSO DISSOUTE
LA BIFURK	43 200	44 500	33 000	58 500	61 500	59 500	63 500		47%	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE IFORMATION INITIATIVE JEUNESSE			53 565	76 065	64 365	65 476	73 565		37%	
LA MAISON D ENFANTINE			15 400	61 900	57 114	64 264	61 510		299%	
JEUNES ET NATURE	16 821	17 496	16 130	17 980	22 980	18 980	131 030		679%	
	5 276 930	5 278 562	5 191 863	5 982 766	5 781 929	5 681 460	5 840 352		11%	
	23	24	26	26	24	24	23			
%/ montant total	20,1%	21,2%	20,8%	23,4%	21,8%	20,8%	20,9%			

Commentaires :

- Relative stabilité dans la part du budget de fonctionnement :
 - Le montant des subventions et participations attribué au secteur éducation/jeunesse est resté relativement stable sur la période avec diminution des structures subventionnées et réinjection d'une grande partie de ces montants dans les budgets de fonctionnement ou RH de la ville des 289 K€ de la MDH baladins et les 200K€ du CLC Malherbes.
 - Concernant les 22 à 25 organismes socio culturel recevant le plus de subventions, ils représentent un volume global de 5,7 M€ en 2013 contre 5,3M€ en 2007.
 - Les 2 premiers en 2013, qui reçoivent plus de 400 K€ de subventions, sont l'Association des Centres de Loisirs et la MJC Parmentier en progression respectivement de 83% et de 32% sur la période. Viennent ensuite 3 associations qui se situent aux alentours de 340 K€ de subventions : Le Plateau (+39%), la MJC Villeneuve/La Cordée (+41%) et la MJC Allobroges (+5%).
 - Une nouvelle association subventionnée est apparue en cours de période : la Maison Enfantine.
 - 3 structures ont disparu du subventionnement : la Fédération des MJC qui recevait 423 K€ en 2007 (le financement des postes de directeurs est maintenant versé directement aux MJC), l'Association des Loisirs et Culture Malherbe (202 K€ en 2007) et la MDH des Baladins.

- Parmi les autres évolutions notables, on peut citer les hausses de subventions entre 2007 et 2013 attribuées à la MJC Lucie Aubrac (271 K€ en 2013 contre 110 K€ en 2008), au Centre social Chorier Berriat (+79%), la MJC eaux Claires (+47%) et la ME Clos d'OR (+40%)
- L'augmentation importante de la subvention des ACL (+ 188K€) est fortement liée à une augmentation de leur activité pour le compte de la Ville, avec par exemple une forte implication dans le **PEL Villeneuve** à compter de la fermeture de la MDH baladins.
- Dans la plupart des cas, la Ville de Grenoble représente la plus grande part des financements publics de ces structures.
 - Dans la plupart des cas, la Ville de Grenoble représente la plus grande part des financements publics (par exemple 95% pour la MJC Parmentier, 96% pour la Cordée, 68% pour Le Plateau).
 - A noter que ces associations socio culturelles sont très dépendantes des subventions : **la part des subventions dans leurs produits d'exploitation est souvent bien supérieure à 50%** (par exemple 63% pour la MJC Parmentier, 76% pour la Cordée, 91% pour Le Plateau).
 - Ces associations sont donc très dépendantes financièrement de la Ville de Grenoble.

5.4.4. OGE

Budget principal									
	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013/20
OGE ECOLE SAINT PIERRE DU R	84 780	75 240	61 560	75 240	85 992	99 910	111 690		32%
OGE ECOLE EXTERNAT N D	55 670	55 290	63 130	76 980	59 724	74 380	96 310		73%
OGE INSTITUT BAYARD	47 621	48 982	60 007	63 270	76 405	84 537	94 850		99%
OGE ECOLE SAINT JOSEPH	65 340	60 990	53 010	55 860	57 296	78 980	90 870		39%
OGE EXTERNAT ST BRUNO	48 041	64 980	60 990	62 130	60 497	75 690	75 220		57%
OGE ECOLE PRIMAIRE LES CHAR	39 051	37 569	36 103	37 027	39 623	44 890	42 210		8%
OGE SAINT BRUNO BERRIAT	28 620	29 640	29 640	29 640	29 018	35 350	34 010		19%
OGE ECOLE SAINT FRANCOIS DE SALES	21 600	21 090	22 230	22 230	21 379	20 650			
STOT	390 723	393 781	386 670	422 377	429 933	514 387	545 160		40%
Nb organismes	8	8	8	8	8	8	7		
%/ montant total	1,49%	1,58%	1,55%	1,65%	1,62%	1,88%	1,95%		
Montant total	26 290 934	24 890 494	24 901 424	25 549 894	26 557 575	27 314 456	27 937 733		
Nb organismes	848	806	777	767	768	735	725		

Hausse des subventions qui provient à la fois de la hausse des effectifs (pour certaines, suivant les années) , mais surtout de celle du forfait ,et pour certaines, de leur passage en contrat d'association (forfait supérieur à celui donné en contrat simple).

A ce jour toutes les écoles financées sont en contrat d'association.

- En contrat simple, le forfait se décomposait en une subvention de fonctionnement versée pour les élèves grenoblois de maternelle et d'élémentaire et d'une participation aux frais de restauration

calculée sur la base du nombre de repas servis l'année précédente (avec rattrapage sur l'année suivante si trop versé).

Les forfaits de fonctionnement ont varié comme suit : 2007-233€/ 2008-239€/ 2009-236.62€ / 2010 (année de renégociation des contrats simples) à 2012-236€ , plus de 2007 à 2011 0.915€ de forfait de restau .

Bayard, Les charmilles, ND de Sion, les écoles Juives et Maimonide étaient en 2007 en Contrat simple.

Les autres en Contrat d'Association Puis en fin 2009, Bayard est passée en Contrat d'Association , suivie des Charmilles en fin 2011.

Les écoles ND de Sion et Maimonide ont fermé fin 2010 et 2011, **puis St François de Sales fin 2012, ce qui explique qu'on ne lui ait rien attribué en 2013.**

- En contrat d'association, les forfaits ont varié également: 2007 : 540€ / 2008 : 570€/ 2009 : la triennale étant arrivée à expiration mais les négociations ayant démarré tardivement, reconduction pour un an de la convention avec 570€/ 2010 : on a reconduit le forfait à 570€ en attendant le terme de nos renégociations/ en 2011 : 600€ versés en attendant le terme de nos renégociations /2012 : nouveau forfait suite à renouvellement des conventions: 670€ + rattrapage de l'année 2009(+100€) / 2013 : 670€ + rattrapage année 2010(+100€)/ 2014 : 670€ +rattrapage année 2011 (+70€)

-St Pierre du Rondeau : 2008 et 2009: baisses due à celle des effectifs, 2010 : hausse due à celle des effectifs, 2011 : hausse du forfait, 2012 : hausse du forfait + rattrapage et hausse légère d'effectifs, 2013 :hausse d' effectifs+rattrapage.

- Externat Notre Dame : 2008 : hausse due à la hausse du forfait, malgré une baisse d'effectifs, 2009 et 2010 :hausse dues à celles des effectifs, 2011 :hausse due à celle du forfait, 2012 : légère hausse d'effectifs + hausse du forfait + rattrapage, 2013 : hausse d'effectifs +rattrapage.

-Bayard : 2007 -2008 : hausse due à la majoration du forfait CS , 2009 : hausse d'effectifs+ passage en contrat d'association en octobre (une partie versée au titre du CS , une autre au titre du CA), 2010 :pas de rattrapage 2009 mais année pleine en CA avec forfait 570 €, d'où augmentation par rapport à 2009 ;2011 : hausse du forfait à 600€/ 2012 : hausse due à celle du forfait (malgré une baisse d'effectifs) et 2013 : grosse hausse d'effectifs +rattrapage.

-St Joseph : baisse d'effectifs en 2008 et 2009 qui explique la baisse des subs, puis légère hausse d'élèves en 2010. La hausse de sub de 2011 est liée à l'augmentation du forfait, celle de 2012 à la hausse d'effectifs et à celle du forfait+ rattrapage-Idem pour 2013.

-Externat St Bruno : 2008 : hausse due à celle du forfait et des effectifs , 2009 :baisse liée à celle des effectifs, 2010 :légère hausse d'effectifs, 2011 : baisse liée à celle des effectifs, malgré un forfait plus élevé, 2012 : hausse due à elle du forfait+ rattrapage, 2013 : baisse d'effectifs non compensée par le rattrapage.

-Les charmilles : 2008 : hausse due à la majoration du forfait CS malgré une forte baisse d'effectifs,2009 : baisse d'effectifs et du forfait CS,2010 : hausse liée à celle des effectifs , 2011 : passage en CA, d'où forfait majoré mais forte diminution des effectifs pris en compte (seulement élémentaires), d'où une légère augmentation de la sub., 2012 :hausse liée à celle du forfait, 2013 :baisse d'effectifs (et très faible rattrapage).

-St Bruno Berriat : hausse 2008 due à celle du forfait, effectifs et forfait stables de 2008 à 2010, légère baisse d'effectifs en 2011 (d'où diminution de la sub), hausse 2012 due au rattrapage, et baisse 2013 due à 1 élève de moins et un rattrapage moins élevé que l'année précédente,

-St François de Sales : 2008 : baisse liée à celle des effectifs, malgré un forfait majoré, 2009 : hausse liée à celle des effectifs, 2010 : effectifs stables, 2011 : majoration du forfait, mais baisse d'effectifs, d'où diminution de la sub, 2012 : forte baisse d'effectifs, 2013 : l'école a fermé ses portes fin 2012.

5.4.5. CULTURE les 20 premiers organismes subventionnés hors EPCC MC2 , Régie Chauffage et ESAD

Budget principal										
	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANC	% 2013	commentaire
OCG MDL ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GRENOBLE LES MUSICIENS DU LOUVRE	438 000	438 000	438 000	438 000	438 000	438 000	438 000		0%	
CTRE CHOREGRAPH NAT GRENOBLE JC	217 744	217 744	217 744	221 744	269 844	250 744	250 744		15%	
MAGASIN CTRE NAT ART CONTEMP GRENOBLE CNAC	191 524	191 524	206 524	206 524	206 524	206 524	206 524		8%	
CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES NOMADES	140 000	140 000	140 000	140 000	261 000	233 000	233 000			fusion en 2011 avec musique nomad
ASS GESTION FESTIVAL DE JAZZ DE GRENOB	94 000	93 000	93 000	93 000						
ESPACE 600	150 790	168 210	175 060	188 720	194 470	196 970	191 720		27%	
CTR CULT SCIENT TECHNI INDUST GRENOBLE	142 800	137 800	147 800	137 800	145 800	145 800	145 800		2%	
ATELIER RECHERCHE DE CREATION	119 080	121 000	123 100	123 100	127 719	123 928	123 924		4%	
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL ALPES	115 975	116 000	116 000	116 000	116 000	116 000	116 000		0%	
ASSOCIATION BARBARINS ET FOURCHUS	126 500	124 500	122 500	122 500	111 999	28 500	28 500		-77%	
CINEMATHEQUE DE GRENOBLE	73 000	73 000	58 400	93 100	73 421	95 600	95 014		30%	
LE STUD	15 000	80 000	80 000	90 000	85 000	90 000	95 000		533%	
LE PIED A COULISSE LE PACIFIQUE	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000		0%	
ASS LE TRICYCLE					90 000	170 000	187 500		108%	
LA MAISON DE L IMAGE	51 170	51 490	55 740	67 000	54 000	49 000	51 500		1%	
EQUIPE DE CREATION THEATRALE	45 735	45 735	45 000	45 000	45 000	45 000	75 000		64%	
ASSOCIATION POLE MUSICAL D INNOVATION	40 000	40 000	40 000	50 000	49 000	40 000	48 000		20%	
MIXLAB ASSOCIATION				15 000	37 500	71 350	168 850		1026%	DSP contractuel
CULTUR ACT	35 960	25 500	23 000	29 760	45 657	45 000	70 000		95%	
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT DE L ISERE	6 910	38 240	48 682	55 050	43 400	32 250	47 900		25%	
CREARC	40 500	35 000	35 000	35 000	35 000	36 500	36 000		-11%	
LOREILLE EN FETE	30 500	31 500	30 000	32 500	30 000	30 500	30 500		0%	
CULTURES France/INSTITUT Français	50 000	25 000	50 000	50 000	50 000	50 000	39 800		-20%	
Nb organismes	21	21	21	22	22	22	22			

La somme des 20 à 22 premières subventions attribuées au secteur culturel est passée de 2,1 M€ en 2007 à 2,7 M€ en 2013 (hors établissements publics).

- o La subvention la plus importante est celle attribuée aux **Musiciens du Louvre** : 438 K€. Cette subvention est restée stable sur la période. A noter qu'elle représente, pour cette association, environ 32% des financements publics qui représentent eux-mêmes 34% de ses produits d'exploitation.
- o Le **centre international de musiques nomades** est le fruit de la fusion entre les 38èmes rugissants et le festival de jazz fin 2010 : c'est l'explication d'une subvention à compter de 2011 de 261K€ par agrégat simple des subventions des deux associations précitées. À noter que cette subvention diminue en 2013 et passe à 233K€
- o A noter que l'association **Le STUD** a été créée courant 2007 pour prendre la suite de l'ADAEP en 2008 : sa subvention a augmenté sur la période.

- Concernant **MIXLAB**, il s'agit du délégataire de la salle des musiques amplifiées. La subvention est prévue dans le contrat de DSP.

Il convient de souligner que le secteur associatif et tout particulièrement les associations culturelles ont du faire face au cours de cette période à une diminution des subventions du Conseil Général.

La Ville a ainsi été sollicitée pour des aides complémentaires.

5.4.6. SPORT les 20 premiers organismes subventionnés hors organismes recevant plus de 300 K€

Budget principal										
	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013	commentaires
GRENOBLE FOOT 38 ASSOCIATION	518 000	518 000	518 000	518 000	566 000	861 000	749 000		45%	
GRENOBLE FOOT 38	122 000	122 000	122 000	122 000	61 000					Sté DISSOUE reprise par GF 38
GRENOBLE BASKET 38	50 000	54 000	65 000	70 000	60 000	65 600	66 000		32%	
FOOTBALL CLUB GRENOBLE RUGBY	389 500	384 606	381 000	411 500	411 500	511 500	540 000		39%	
SASP FC GRENOBLE RUGBY	141 100	141 000	181 000	141 000	141 000	141 000	100 000		-29%	
GRENOBLE METROPOLE HOCKEY 38 SASP	351 100	321 100	361 100	341 100	341 100	341 100	341 100		-3%	
LES BRULEURS DE LOUPS	241 300	226 000	225 500	225 500	226 500	226 000	226 000		-6%	
GRENOBLE VOLLEY UNIVERSITE CLUB GUC	245 600	225 600	203 000	203 000	193 000	193 000	203 000		-17%	
GRENOBLE TENNIS	127 725	138 000	132 000	132 000	132 000	132 000	149 800		17%	
GRENOBLE SMH UNIVERS CLUB HAND GSMHGUC HAND BAL	99 600	89 500	83 500	90 000	90 000	90 000	110 000		10%	
ASS SPORTIVE AVIRON GRENOBLOIS	72 590	75 000	79 500	90 000	77 300	79 000	115 515		59%	
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS ASSOCIATION	80 000	71 400	57 000	75 000	69 000	72 000	71 500		-11%	
ENTENTE ATHLETIQUE GRENOBLE		22 000	59 500	85 500	82 500	84 500	122 247		456%	
LA GRENOBLOISE GYMNASTIQUE	60 000	60 000	60 000	60 000	60 500	60 000	60 000		0%	
GUC ATHLETISME	65 000	54 000	49 750	44 150	51 100	43 718	62 086		-4%	
GUC GRENOBLE SKI	40 300	40 300	40 300	55 300	60 300	50 300	48 400		20%	
GUC JCD	66 975	56 750	58 094	67 840						fusion avec judo club
GUC JUDO CLUB DE GRENOBLE					62 180	60 000	60 000		-4%	
BOXING CLUB VILLENEUVE	33 244	34 640	33 891	43 435	52 935	53 435	57 635		73%	
ASPTT GRENOBLE	58 000	47 000	35 000	28 800	30 600	30 400	30 800		-47%	
FOOTBALL ALLOBROGES ASAFIA	31 600	24 300	31 800	32 600	33 490	33 300	33 200		5%	
KIAP TAEKWONDO VILLENEUVE	13 800	17 600	17 100	30 600	42 090	48 600	48 200		249%	
LE RING GRENOBLOIS	16 250	19 126	17 680	20 000	21 690	24 500	30 144		86%	
DOJO GRENOBLOIS ASSOC					12 536	22 350	67 914		442%	
STOT	2 823 684	2 741 922	2 811 715	2 887 325	2 878 321	3 223 303	3 292 541		17%	
Nb organismes	22	23	23	23	24	23	23			

Commentaires :

Voir commentaires liés au tableau récapitulatif des organismes recevant plus de 300 K€ de subventions ou participations pour Association **Grenoble Foot 38**, Club de rugby **FCG**, club de Hockey « **Les Brûleurs de Loups** ».

On peut noter que l'évolution du concours de la Ville aux structures sportives a augmenté d'environ 500K€ entre 2008 et 2013 soit environ 12% sur la période

En dehors des 3 clubs cités plus haut, les subventions les plus importantes (au-delà de 100 K€) attribuées en 2013 sont par ordre décroissant :

- Grenoble Volley GUC (-17% sur la période)
- Grenoble Tennis (+17% sur la période)
- Entente Athlétique Grenoble dont la subvention est passée de 22 K€ en 2008 à 122 K€ en 2013 = à partir de 2009, la subvention intègre le financement de l'EKIDEN, manifestation annuelle. On peut aussi noter que l'évolution du concours de la ville aux structures sportives a augmenté d'environ 500K€ entre 2008 et 2013 soit environ 12% sur la période
- Aviron grenoblois (+59% sur la période)
- GSMH Hand (+10% sur la période)
- Grenoble Volley (-29% sur la période)

5.4.7. SOLIDARITE SANTE DATPV les 20 premiers organismes subventionnés hors AGECSA

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013	commentaires
REGIE DE QUARTIER VILLENEUVE	179 942	195 842	177 980	188 780	276 471	334 280	253 804		41%	voir eco
ASS AIDE DOMIC PERSONNES AGEES		353 000	626 000	189 530	103 446	90 596	78 555		-78%	baisse subvention suite à negociation Ville ADPA
POM FLORE ALEXANDRE	48 000	50 000	69 900	130 000	215 000	215 000	190 000		296%	creche associative
ODTI OBSERVATOIRE SUR LES DISCRIM ET LES TERRITOIRES INTERCULT	129 000	132 000	132 000	133 500	130 900	130 000	129 000		0%	
UNION GARDES TEMPORAIRES ENFANTS DEPANN FAMILLES	32 000	35 000	37 000	64 000	49 750	47 250	95 000		197%	
ASS DAUPH ACCUEIL TRAVAIL ETRANGERS	22 022	52 122	34 100	20 000	72 900	45 300	16 500		-25%	
POINT D EAU	3 000	65 400	600	34 000	90 000	29 000	40 800		1260%	
LE FOURNIL	31 000	25 000	13 750	52 500	41 500	39 200	37 700		22%	
CENTRE D INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE L ISERE	21 345	38 500	29 500	50 000	29 500	29 000	30 000		41%	
A E F CR LES PETITS ARLEQUINS	32 000		68 000		56 000	56 000				
SECOURS CATHOLIQUE	8 500	4 500	5 500	36 943	39 000	58 000	45 550		436%	
FEMMES SDF	20 000	20 100	28 000	24 500	31 500	24 500	47 500		138%	
RESTAURANTS DU COEUR ET RELAIS DU COEUR DE L ISERE	28 000	28 000	23 000	23 000	32 000	23 000	36 000		29%	
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIALE DE L ISERE	25 000	26 200	25 000	25 000	27 500	25 000	25 000		0%	
ISSUE DE SECOURS		48 800	24 400		48 800	24 400	29 400			
MAISON CULTURE ARMENIENNE	27 360	34 465	20 275	19 000	21 500	18 000	22 500		-18%	
AGE D OR ASSO	10 500	5 000	25 000	25 000	25 000	28 000	25 000		138%	
LA TROTTINETTE	13 000	15 000	18 000	20 500	23 000	20 000	22 793		75%	
MEDECINS DU MONDE RHONE ALPES	21 800	23 500	18 300	18 800	16 800	14 800	15 800		-28%	
BANQUE ALIMENTAIRE ISERE ASS	22 300	15 400	20 500	10 500	12 500	12 500	28 800		29%	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MR REZAI HAMID	21 000	16 885	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500		-21%	
ASSOCIATION MAHOU MINAUDS					30 124		73 800			creche associative
PARALYSES DE FRANCE APF	16 200	16 200	14 000	14 000	13 351	12 000	12 000		-26%	
ROMS ACTIONS	4 000	4 000	4 900	10 575	22 900	23 000	27 000		575%	
LA MARELLE LIEU ACCUEIL ENFANTS PARENTS LAEP		12 000	11 000	14 000	14 000	14 000	16 200		35%	
STOT	715 969	1 216 914	1 443 205	1 120 628	1 439 942	1 329 326	1 061 398		48%	
Nb organismes	21	23	24	22	25	24	24			

Augmentation du montant accordé aux 20 premiers organismes subventionnés par la Ville. C'est le cas notamment d'associations gérant des crèches comme « Pom Flore et Alexandre » (la subvention Ville est ainsi passée de 48 K€ en 2007 à 190 K€ en 2013). Cette augmentation est liée :

- à l'orientation prise par le CCAS et la Ville de développer les crèches associatives dont le prix de journée est inférieur aux crèches municipales
- au désengagement du Conseil Général que la Ville a dû compenser

5.4.8. ECONOMIE hors Palais des sports, office du Tourisme les 20 premiers organismes subventionnés

Budget principal										
	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013	commentaires
MISSION LOCALE DE GRENOBLE	317 125	324 625	342 500	344 500	379 000	385 300	424 500		34%	
REGIE DE QUARTIER VILLENEUVE	179 942	195 842	177 980	188 780	276 471	334 280	253 804		41%	
CTR CULT SCIENT TECHNI INDUST GRENOBLE	142 800	137 800	147 800	137 800	145 800	145 800	145 800		2%	
GRENOBLE SOLIDARITE	73 175	125 875	128 375	129 000	142 000	137 000	169 500		132%	
SOLIDARITE FEMMES GRENOBLE ARBRE	33 200	33 500	66 400	78 700	52 200	33 200	58 200		75%	
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE L'ISERE	40 000	40 000	101 225	40 000	40 000	40 000	40 000		0%	
GRENOBLE ALPES INNOVATION INCUBATION	47 000	47 000	47 000	49 500	47 000	47 000	47 000		0%	
UNIONS COMMERCIALES DE GRENOBLE	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	60 000	70 000		75%	
MC&E METRO CREATION D'ACTIVITES ECONOMIQUES	46 000	49 000	36 800	55 200	46 000	46 000	46 000		0%	
FACE GRENOBLE	34 145	39 500	39 500	34 500	34 500	34 500	34 500		1%	
ACEISP	38 657	32 954	32 954	32 954	32 954	33 448	33 448		-13%	
POLE RECHERCHE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR UNIVERSITE				70 000	100 679	1 000	65 000		-7%	
PEPINIERE TECHNOLOGIQUE ALPINE ENTREPR	45 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000		-33%	
ASSOCIATION DU MILLESIME	20 000	20 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000		25%	
CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE	20 632	47 750	9 550	42 200			40 000		94%	
PRO ACTIF ENTR ENTRE DEUX ENTREPRISES	20 000	20 000	16 000	18 000	18 000	18 000	18 000		-10%	
ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE ADIE	12 500	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	20 000		60%	creation du dispositif crea jeunes
GRENOBLE EQUITABLE		14 000	14 000	12 000	13 600	19 700	20 000		43%	
LA POUSADA	6 000	6 000		8 000	19 000	19 000	20 000			
FONDATION LEA ET NAPOLEON BULLUKIAN	2 400		10 000	10 000	10 000	10 000	35 000		1358%	creation du CLARA et financement de la Chaire
LAFAYETTE DEVELOPPEMENT	8 200	8 200	8 200	8 200	8 200	8 200	19 450		137%	
ASSOC DEPARTEMENTALE DISPOSITIF E2C EN ISERE			6 000	6 000	6 000	10 000	20 000		233%	
STOT	1 126 776	1 227 046	1 294 284	1 375 334	1 481 404	1 452 428	1 635 202		13%	
Nb organismes	19	19	20	22	21	21	22			

INSERTION :

- Avec 424 K€ de subvention en 2013, la **Mission Locale** est la 2^{ème} association subventionnée de cette thématique. Cette subvention augmente constamment depuis 2007 (+34% sur la période). La Ville de Grenoble est le 2^{ème} financeur de la Mission Locale derrière l'État (les subventions représentent 96% des produits d'exploitation de cette association).
- La Régie de Quartier a également connu une forte évolution à la hausse de sa subvention . Confrontée à une dégradation de sa situation financière, cette association a sollicité des aides complémentaires de ses financeurs.
- L'association Grenoble Solidarité a elle aussi connu une hausse notable de sa subvention (169 K€ en 2013 contre 73 K€ en 2012).
- Quelques subventions exceptionnelles liées aux difficultés économiques des structures
- Des porteurs qui disparaissent suite à dépôt de bilan ou d'activité, à noter la disparition du club Face et de Proactif en 2013 et 2014
- Globalement les subventions de l'insertion sont reconduites d'année en année.

ECONOMIE

- Label ville : de 40.000 € à 70.000 € ---) développement des actions de communication (travaux Cœur de Ville)

- La Pousada : de 6000 € en 2007 à 19.000 € en 2013 montée en charge du dispositif des pépinières d'entreprises (augmentation du nombre d'entreprises suivies, création d'un dispositif multi site
- Fondation Bullukian : création du CLARA puis financement de la chaire ---) ce qui explique le +1358 % (de 2000 € en 2007 à 35.000€ en 2013)
- IADIE : création du dispositif CreaJeunes financé par la ville 2013 : de 12.500 € en 2007 à 20.000 € en 2013) + 60%

Spécificité du service : financement de colloques scientifiques. On observe qu'il y a de moins en moins de demandes en nombre et que ces demandes portent de plus en plus souvent sur des colloques de grande envergure. Par exemple - DATE : 20.000 € tous les deux ans depuis 2009 / SEMICON : 40.000 € en 2013

5.4.9. Dir RI les 20 premiers organismes subventionnés

	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	TENDANCE	% 2013
CULTURE ET DEVELOPPEMENT	62 010	61 290	30 000	31 000	62 000	32 000	25 000		-60%
COMMUNE DE OUAGADOUGOU			20 000		20 000	80 000	50 000		
AG COMPT UNIV JOSEPH FOURIER	41 900	18 400	19 800	28 900	13 800	15 430	14 300		-66%
ASS J EUROP ISERE ECOLE DE LA PAIX	30 200	13 700	31 100	24 000	16 200	18 500	17 500		-42%
UNIVE PIERRE MENDES FRANCE GRENOBLE	11 300	23 000	28 950	22 500	20 000	22 150	15 500		37%
UNITE SPORTIVE VILLAGE OLYMP IQ	17 000	17 800	17 000	17 000	18 500	26 450	17 000		0%
AIDE MEDICALE ET DEVELOPPEMENT	8 500	22 500	8 500	25 500	23 500	18 000	23 500		176%
CALLIOPE	15 000	17 700	10 600	12 100	10 600	10 600	15 600		4%
ARMENIE ECHANGE ET PROMOTION			11 000	21 000	11 150	22 740	22 500		105%
UNIVERSITE POPULAIRE EUROPEENNE DE GRENOBLE UPEG	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	12 000		20%
CENTRE INFO INTER PEUPLES	15 900	8 000	8 000	1 500	16 000		16 000		1%
UNIVERSITE STENDHAL GRENOBLE 3	7 990	7 200	8 550	12 400	7 400	8 200	10 100		26%
UNIVERSITE INTER AGES DU DAUPHINE	6 400	4 000	4 000	8 000	8 823	4 730	5 700		-11%
CENTRE A F R A T						16 500	20 449		
HUMACOOP	9 850	3 700	3 000	3 500	6 500	3 500	4 000		-59%
AG COMPT CNRS GRENOBLE	2 000	1 000	4 000	2 800	13 500	8 400	2 100		5%
KALEIDO SCOP SARL							30 000		
KALEIDOSCOPE							3 500		
COMITE DE JUMELAGE GRENOBLE	1 500	8 710	5 000	3 500	5 400		5 000		233%
AG COMPT ECOLE ARCHITEC GREN					14 250				#DIV/0!
GRENOBLE GOUNGHIN						460	13 000		#DIV/0!
COMITE DE JUMELAGE GRENOBLE PHOENIX	2 000	3 100	7 000	500					-100%
ALLIANCE GRENOBLE OXFORD		4 500					6 200		#DIV/0!
UNIVERSITE FRANCO ITALIENNE	5 000	1 500							-100%
COMITE DE JUMELAGE GRENOBLE REHOVOT	1 000			2 000					-100%
STOT	247 550	226 100	226 500	226 200	277 623	297 660	328 949		11%
Nb organismes	17	17	17	17	17	16	21		

6. CONCLUSION

Le présent audit financier de la ville de Grenoble montre une situation financière tendue qui va avoir une incidence forte sur les choix municipaux pour les prochaines années.

Les priorités à débattre concerneront :

- L'indispensable établissement d'une prospective financière intégrant la très forte baisse des dotations de l'Etat, la volonté de ne pas augmenter la fiscalité locale déjà élevée, la nécessité de maîtriser un endettement déjà important, des dépenses salariales dont une partie de l'évolution est contrainte, ...
- La nécessaire orientation des investissements vers les besoins d'entretien et de renouvellement du patrimoine communal, grâce à une programmation pluriannuelle maîtrisée,
- Les transferts de compétences à la Métropole qui ne devront pas entraîner de charges supplémentaires,
- L'évaluation des charges transférées qui devront intégrer les subventions d'investissement versées ces dernières années par la Ville, notamment dans les domaines de l'Economie et du Logement, Grenoble étant la seule commune à avoir complété à un niveau important les financements de la Métro,
- Les mutualisations entre la Métro et la ville de Grenoble, mais également avec d'autres communes ou le CCAS, pour de nombreux services où la Ville dispose de compétences qui peuvent être utiles à tous, avec l'objectif permanent de réaliser des économies.

Seul, un véritable « plan de mandat » intégrant ces contraintes, permettra de répondre aux attentes des grenoblois avec lesquels la richesse du dialogue devra compenser la faiblesse des moyens...

Annexe 1 : Commande d'un audit des finances de la commune



CAB/EP/GR/00/N32014.014

Grenoble, le 26 MAI 2014	
D. G. S.	
Date	27 MAI 2014
Arrivée	
Monsieur François LANGLOIS	
Destinataire	
Directeur général des services	
Mairie de Grenoble	

Monsieur le Directeur général des services,

L'équipe que j'anime a pris l'engagement d'évaluer les politiques publiques de la ville devant les électeurs grenoblois. Il apparaît décisif à la majorité que je conduis, et au-delà, à tous les Grenoblois, de disposer d'éléments précis permettant d'appréhender la réalité budgétaire et financière de la commune.

Je vous demande donc, en votre qualité de DGS, de procéder à un audit des finances de la commune, fondement de la stratégie financière du mandat.

Cet audit comportera 2 grands volets :

- Un volet rétrospectif qui retracera l'évolution des grands équilibres financiers, ainsi que leurs facteurs d'évolution ;
- Un volet prospectif qui fournira une analyse des investissements et de leurs impacts sur les dépenses futures.

Je vous demande de reprendre les comptes administratifs depuis 2004 (pour l'année 2014 : BP2014 BS 2014 en cours d'arbitrage), soit 10 ans.

Afin de pouvoir intégrer les éléments de l'audit dans le calendrier budgétaire en cours, il sera découpé en 3 phases :

Phase 1 [11 juin 2014] — Évolution des équilibres financiers

- Présentation de l'évolution des grands équilibres financiers (fonctionnement/ investissement, recettes/ dépenses) : globalement, par nature, par départements,

- Présentation de l'évolution des ratios réglementaires⁽¹⁾ et données comparatives avec d'autres collectivités de même rang.

Phase 2 [fin Juillet 2014] — Facteurs d'évolution : fonctionnement et recettes

- Analyses des dépenses de fonctionnement : facteurs d'évolution (réglementaires, structurels, choix politiques, ...). Une analyse particulière devra être produite sur :
 - le budget ressources humaines,
 - les dépenses exceptionnelles enregistrées sur les 2 dernières années,
 - l'évolution sur les 10 dernières années des 100 plus grosses subventions.
- Analyse des recettes (fonctionnement et investissement) par grandes catégories : impôts, dotations, emprunt, ressources propres, autres... et analyse des facteurs d'évolution (réglementaires, structurels, choix politiques...).

Phase 3 [mi-septembre] — Facteurs d'évolution : investissement

- Analyse de la PPI en cours :
 - par catégorie (patrimoine communal, autre patrimoine public, patrimoine privé)
 - impact des investissements projetés sur les dépenses de fonctionnement (augmentation, réduction, neutre).
- Analyse du risque externe : engagements pris auprès de tiers et non budgétés, dette garantie.
- Impact de la métropole sur ces équilibres.

Cet audit financier doit servir d'outil à la définition de la stratégie financière à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis pendant la campagne. Je compte sur vous pour mener toutes les analyses complémentaires en matière budgétaire et financière qui seraient nécessaires à la construction d'un plan de mandat solide.

Veuillez agréer, monsieur le Directeur général des services l'expression de mes salutations les meilleures.

(1) Ratios réglementaires : mesure du service rendu, poids de la fiscalité, taille financière, effort et niveau d'équipement, niveau d'endettement, DGF/ population, pression fiscale, coefficient mobilisateur du potentiel fiscal élargi, mesure de l'épargne nette, taux d'investissement, poids de la dette

ERIC PIOLLE


Annexe 2 : Tableau sur les participations à charge de la Ville dans les ZAC

SAGES et InnoVia base CRAACL 2013	Contrat de concession			
	période	Total bilan en €	participation VdG à fin d'opération projet CRAACL 2013 en €	Versement Ville à fin 2013 en €
Bouchayer-Viallet	2004-2018	40 057 083	15 011 773	9 406 667
Zac Presqu'île	2009-2034	282 359 423	108 886 351	8 430 887
Total InnoVia		322 416 506	123 898 124	17 837 554
Zac Vigny-Musset	1992-2018	69 416 610	27 016 407	22 371 256
Zac de Bonne	2004-2016	38 907 840	-3 674 825	0
Zac Beauvert	2007-2018	10 387 470	2 452 578	1 953 500
Zac Flaubert	2012-2032	95 598 736	41 417 873	0
Zac Esplanade (hyp. dossier réal.)	2014-2032	56 452 667	32 665 803	0
Châtelet	2010-2019	9 698 758	4 857 513	863 200
Washington sud	2013-2021	2 854 891	1 382 632	0
Total Sages		283 316 972	106 117 981	25 187 956
		605 733 478	230 016 105	43 025 510

Annexe 3 : Subventions versées de 2007 à 2013 (triées par ordre décroissant)

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
EPPC MC2	3 365 600	3 365 600	3 365 600	3 415 600	3 415 600	3 415 600	3 415 600	1%
ES ART DESIGN GRENOBLE VALENCE					552 000	1 264 000	1 264 000	
PALAIS DES SPORTS	1 250 000	1 050 000	1 050 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000	-8%
GRENOBLE FOOT 38 ASSOCIATION	518 000	518 000	518 000	518 000	566 000	861 000	749 000	45%
OFFICE MUNICIPAL DU TOURISME DE GRENOBLE	640 000	760 000	670 000	536 000	854 000	755 000	745 000	16%
ASS GESTION CENTRES DE SANTE DE GRENOB	617 000	654 000	683 386	724 000	721 000	741 000	723 000	17%
FOOTBALL CLUB GRENOBLE RUGBY	389 500	384 606	381 000	411 500	411 500	511 500	540 000	39%
OCG MDL ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GRENOBLE LES MUSICIENS DU LOUVRE	438 000	438 000	438 000	438 000	438 000	438 000	438 000	0%
REGIE CHAUFFERIE CIEL	355 458	402 917	462 971	496 930	453 869	447 896	431 589	21%
MISSION LOCALE DE GRENOBLE	317 125	324 625	342 500	344 500	379 000	385 300	424 500	34%
ASSOC DES CENTRES DE LOISIRS DE GRENOBLE	227 080	221 418	220 184	243 434	278 806	235 724	415 371	83%
MJC PARMENTIER	315 257	292 796	316 927	281 144	362 921	297 447	415 315	32%
MPT MISTRAL DRAC CENTRE SOC. puis LE PLATEAU	249 210	242 753	274 391	301 327	370 404	360 240	346 891	
MAISON JEUNE ET CULTURE ALLOBROGE	326 450	282 604	286 674	275 451	293 780	286 253	343 250	5%
GRENOBLE METROPOLE HOCKEY 38 SASP	351 100	321 100	361 100	341 100	341 100	341 100	341 100	-3%
MJC Villeneuve puis LA CORDEE	239 176	235 207	187 880	400 517	389 774	368 965	336 133	41%
SYMAA SYNDICAT MIXTE ALPES ABATTAGE		295 519	363 474	359 016	474 305	483 924	320 486	8%
MAISON JEUNES CULTURE EAUX CLAIRES	216 745	218 470	220 420	239 661	296 636	284 940	319 339	47%
ASS DEP AMENAGT ISERE DRAC ROMANCHE	309 413	306 148	293 725	283 536	284 129	281 400	298 093	-4%
CENTRE SOCIAL BAJATIERE CCAS	247 916	241 076	286 305	299 345	307 339	309 425	294 905	19%
MJC PREMOL	240 344	240 043	223 649	258 187	246 550	253 100	292 901	22%
CAP BERRIAT ASS AFFILIEE L LAGRANGE	315 000	306 800	341 730	334 490	310 918	274 310	286 177	-9%
AHAAT ASSOCIATION	218 688	224 987	210 580	222 369	235 487	272 844	282 153	29%
M ENFANCE CLOS OR ASSOCIATION	194 764	213 556	196 028	256 684	267 618	250 250	280 706	44%
MJC LUCIE AUBRAC		110 176	197 372	220 079	244 836	286 134	271 165	146%
REGIE DE QUARTIER VILLENEUVE	179 942	195 842	177 980	188 780	276 471	334 280	253 804	41%
CTRE CHOREGRAPH NAT GRENOBLE JC GALLOTTA	217 744	217 744	217 744	221 744	269 844	250 744	250 744	15%
MJC ANATOLE FRANCE	206 841	201 545	195 683	187 368	230 631	234 204	249 718	21%
MAIS POUR TOUS ST LAURENT	228 672	221 971	238 763	265 985	262 798	267 346	249 446	9%
CENTRE SOCIAL CHORIER BERRIA T	139 478	131 899	132 279	150 161	180 335	174 655	249 008	79%
MAISON ENFANCE BACHELARD	207 058	213 928	189 856	237 542	220 478	209 221	248 130	20%
MAISON ENFANCE PREMOL	254 110	244 019	233 798	261 113	253 284	272 316	244 837	-4%
CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES NOMADES	140 000	140 000	140 000	140 000	261 000	233 000	233 000	66%
MJC ABBAYE CHATELET	327 603	330 915	291 346	265 488	327 406	355 618	230 795	-30%
LES BRULEURS DE LOUPS	241 300	226 000	225 500	225 500	226 500	226 000	226 000	-6%
MJC MUTUALITE	166 933	143 847	156 495	172 851	212 207	210 799	214 539	29%
MAGASIN CTRE NAT ART CONTEMP GRENOBLE CNAC	191 524	191 524	206 524	206 524	206 524	206 524	206 524	8%
GRENOBLE VOLLEY UNIVERSITE CLUB GUC	245 600	225 600	203 000	203 000	193 000	193 000	203 000	-17%
AGENCE URBANISME REGION	151 000	155 300	113 000	113 000	118 364	168 000	202 000	34%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
GRENOBLE								
ESPACE 600	150 790	168 210	175 060	188 720	194 470	196 970	191 720	27%
POM FLORE ALEXANDRE	48 000	50 000	69 900	130 000	215 000	215 000	190 000	296%
CLEF	184 311	181 235	165 266	202 408	201 320	189 449	188 098	2%
ASS LE TRICYCLE					90 000	170 000	187 500	108%
GRENOBLE SOLIDARITE	73 175	125 875	128 375	129 000	142 000	137 000	169 500	132%
MIXLAB ASSOCIATION				15 000	37 500	71 350	168 850	1026%
GRENOBLE TENNIS	127 725	138 000	132 000	132 000	132 000	132 000	149 800	17%
CTR CULT SCIENT TECHNI INDUST GRENOBLE	142 800	137 800	147 800	137 800	145 800	145 800	145 800	2%
JEUNES ET NATURE	16 821	17 496	16 130	17 980	22 980	18 980	131 030	679%
ODTI OBSERVATOIRE SUR LES DISCRIM ET LES TERRITOIRES INTERCULT	129 000	132 000	132 000	133 500	130 900	130 000	129 000	0%
ATELIER RECHERCHE DE CREATION DRAMATIQUE	119 080	121 000	123 100	123 100	127 719	123 928	123 924	4%
ENTENTE ATHLETIQUE GRENOBLE		22 000	59 500	85 500	82 500	84 500	122 247	456%
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL ALPES	115 975	116 000	116 000	116 000	116 000	116 000	116 000	0%
ASS SPORTIVE AVIRON GRENOBLOIS	72 590	75 000	79 500	90 000	77 300	79 000	115 515	59%
OGECE ECOLE SAINT PIERRE DU R	84 780	75 240	61 560	75 240	85 992	99 910	111 690	32%
GRENOBLE SMH UNIVERS CLUB HAND GSMHGUC HAND BAL	99 600	89 500	83 500	90 000	90 000	90 000	110 000	10%
SYNERGIE CHANTIERS EDUCATIFS				5 500	115 650	91 971	106 270	1832%
SASP FC GRENOBLE RUGBY	141 100	141 000	181 000	141 000	141 000	141 000	100 000	-29%
GRENOBLE ISERE METROPOLE PATINAGE	96 600	99 150	97 150	97 150	97 150	97 150	97 150	1%
OGECE ECOLE EXTERNAT N D	55 670	55 290	63 130	76 980	59 724	74 380	96 310	73%
CINEMATHEQUE DE GRENOBLE	73 000	73 000	58 400	93 100	73 421	95 600	95 014	30%
LE STUD	15 000	80 000	80 000	90 000	85 000	90 000	95 000	533%
UNION GARDES TEMPORAIRES ENFANTS DEPARTEMENTALES	32 000	35 000	37 000	64 000	49 750	47 250	95 000	197%
OGECE INSTITUT BAYARD	47 621	48 982	60 007	63 270	76 405	84 537	94 850	99%
OGECE ECOLE SAINT JOSEPH	65 340	60 990	53 010	55 860	57 296	78 980	90 870	39%
ASS AIDE DOMIC PERSONNES AGEES		353 000	626 000	189 530	103 446	90 596	78 555	
OGECE EXTERNAT ST BRUNO	48 041	64 980	60 990	62 130	60 497	75 690	75 220	57%
EQUIPE DE CREATION THEATRALE	45 735	45 735	45 000	45 000	45 000	45 000	75 000	64%
LE PIED A COULISSE LE PACIFIQUE	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	0%
ASSOCIATION MAHOU MINAUDS					30 124		73 800	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE IFORMATION INITIATIVE JEUNESSE			53 565	76 065	64 365	65 476	73 565	37%
FRAPNA ISERE	72 000	73 440	70 440	73 440	92 200	92 200	73 440	2%
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS ASSOCIATION	80 000	71 400	57 000	75 000	69 000	72 000	71 500	-11%
CULTUR ACT	35 960	25 500	23 000	29 760	45 657	45 000	70 000	95%
UNIONS COMMERCIALES DE GRENOBLE	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	60 000	70 000	75%
DOJO GRENOBLOIS ASSOC					12 536	22 350	67 914	
GRENOBLE BASKET 38	50 000	54 000	65 000	70 000	60 000	65 600	66 000	32%
POLE RECHERCHE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR UNIVERSITE				70 000	100 679	1 000	65 000	-7%
LA BIFURK	43 200	44 500	33 000	58 500	61 500	59 500	63 500	47%
GUC ATHLETISME	65 000	54 000	49 750	44 150	51 100	43 718	62 086	-4%
LA MAISON D ENFANTINE			15 400	61 900	57 114	64 264	61 510	
GRENOBLE ALPES METROPOLE	49 094	11 000	40 000	40 400	5 920	184 999	60 799	24%
GUC JUDO CLUB DE GRENOBLE					62 180	60 000	60 000	
LA GRENOBLOISE GYMNASTIQUE	60 000	60 000	60 000	60 000	60 500	60 000	60 000	0%
SOLIDARITE FEMMES GRENOBLE ARBRE	33 200	33 500	66 400	78 700	52 200	33 200	58 200	75%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
FRUITE								
BOXING CLUB VILLENEUVE	33 244	34 640	33 891	43 435	52 935	53 435	57 635	73%
LA MAISON DE L IMAGE	51 170	51 490	55 740	67 000	54 000	49 000	51 500	1%
COMMUNE DE OUAGADOUGOU			20 000		20 000	80 000	50 000	
GUC GRENOBLE SKI	40 300	40 300	40 300	55 300	60 300	50 300	48 400	20%
KIAP TAEKWONDO VILLENEUVE	13 800	17 600	17 100	30 600	42 090	48 600	48 200	249%
ASSOCIATION POLE MUSICAL D INNOVATION	40 000	40 000	40 000	50 000	49 000	40 000	48 000	20%
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT DE L ISERE	6 910	38 240	48 682	55 050	43 400	32 250	47 900	593%
FEMMES SDF	20 000	20 100	28 000	24 500	31 500	24 500	47 500	138%
GRENOBLE ALPES INNOVATION INCUBATION	47 000	47 000	47 000	49 500	47 000	47 000	47 000	0%
MCAE METRO CREATION D ACTIVITES ECONOMIQUES	46 000	49 000	36 800	55 200	46 000	46 000	46 000	0%
SECOURS CATHOLIQUE	8 500	4 500	5 500	36 943	39 000	58 000	45 550	436%
MAISON DES JEUX	41 015	34 274	35 308	45 000	34 500	34 500	42 780	4%
OGECE ECOLE PRIMAIRE LES CHAR	39 051	37 569	36 103	37 027	39 623	44 890	42 210	8%
MAISON NATURE ET ENVIRONNEMENT	40 980	41 464	41 465	41 464	41 464	41 464	41 464	1%
ASS COOP FRANCO CULTUR MAGHREBINE	42 400	44 100	43 370	41 000	41 000	41 000	41 000	-3%
POINT D EAU	3 000	65 400	600	34 000	90 000	29 000	40 800	1260%
ASSO FOND DE PROMO ET ANIMA MARCHES GR	21 350	21 350	21 350	21 350	21 000	20 713	40 299	89%
CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE	20 632	47 750	9 550	42 200			40 000	94%
CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE L ISERE	40 000	40 000	101 225	40 000	40 000	40 000	40 000	0%
CULTURES France/INSTITUT Français	50 000	25 000	50 000	50 000	50 000	50 000	39 800	
OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES	1 800	3 000	18 000	6 000	22 900	3 000	37 891	2005%
SYND MIXTE PARC NATUREL REGIONAL VERCORS	33 230	33 730	62 432	35 890	36 577	37 064	37 806	14%
LE FOURNIL	31 000	25 000	13 750	52 500	41 500	39 200	37 700	22%
TROISIEME BUREAU	28 500	27 500	36 800	35 000	38 600	41 300	36 500	28%
RESTAURANTS DU COEUR ET RELAIS DU COEUR DE L ISERE	28 000	28 000	23 000	23 000	32 000	23 000	36 000	29%
CREARC	40 500	35 000	35 000	35 000	35 000	36 500	36 000	-11%
HADRA	14 500	10 500	29 900	20 000	22 950	21 000	35 400	144%
FONDATION LEA ET NAPOLEON BULLUKIAN	2 400		10 000	10 000	10 000	10 000	35 000	1358%
FACE GRENOBLE	34 145	39 500	39 500	34 500	34 500	34 500	34 500	1%
OGECE SAINT BRUNO BERRIAT	28 620	29 640	29 640	29 640	29 018	35 350	34 010	19%
ACEISP	38 657	32 954	32 954	32 954	32 954	33 448	33 448	-13%
FOOTBALL ALLOBROGES ASAFIA	31 600	24 300	31 800	32 600	33 490	33 300	33 200	5%
ASS GESTION MAISON TOURISME	101 500	101 500	101 500	101 500	101 000		31 950	-69%
ASPTT GRENOBLE	58 000	47 000	35 000	28 800	30 600	30 400	30 800	-47%
L OREILLE EN FETE	30 500	31 500	30 000	32 500	30 000	30 500	30 500	0%
LE RING GRENOBLOIS	16 250	19 126	17 680	20 000	21 690	24 500	30 144	86%
SPORT DANS LA VILLE			10 000		10 000	21 000	30 000	200%
RHONE ALPES PETITS DEBROUILLARDS ASSOCIATION	14 181	29 571	22 998	20 390	20 600	20 100	30 000	112%
CENTRE D INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE L ISERE	21 345	38 500	29 500	50 000	29 500	29 000	30 000	41%
AJA VILLENEUVE	42 100	36 000	39 300	36 000	41 500	44 100	30 000	-29%
PEPINIERE TECHNOLOGIQUE ALPINE ENTREPR	45 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	-33%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
KALEIDO SCOP SARL							30 000	
ISSUE DE SECOURS		48 800	24 400		48 800	24 400	29 400	
BANQUE ALIMENTAIRE ISERE ASS	22 300	15 400	20 500	10 500	12 500	12 500	28 800	29%
ASSOCIATION BARBARINS ET FOURCHUS	126 500	124 500	122 500	122 500	111 999	28 500	28 500	-77%
SYND MIXTE PARC NATUREL REG CHARTREUSE				28 376	28 441	28 431	28 322	0%
AFEV ASS FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	2 000		10 000	15 000	15 000	15 000	28 000	1300%
ROMS ACTIONS	4 000	4 000	4 900	10 575	22 900	23 000	27 000	575%
TRAMPOLINE CLUB DAUPHINE TCD	13 500	13 606	16 880	16 590	19 090	15 000	25 053	86%
AGE D OR ASSO	10 500	5 000	25 000	25 000	25 000	28 000	25 000	138%
ASSOCIATION PROJET BOB LA BOBINE	15 500	12 500	20 000	25 000	25 000	25 000	25 000	61%
ASSOCIATION DU MILLESIME	20 000	20 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25%
MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIALE DE L ISERE	25 000	26 200	25 000	25 000	27 500	25 000	25 000	0%
CULTURE ET DEVELOPPEMENT	62 010	61 290	30 000	31 000	62 000	32 000	25 000	-60%
CONFEDERATION SYNDIC FAMILLES				7 200	17 700	17 700	24 750	
ASSOCIATION LA MARMITE	15 000	15 000	15 000	17 000	16 500	21 000	24 500	63%
TEISSEIRE FOOTBALL CLUB	19 850	21 850	20 250	25 850	21 802	19 850	23 850	20%
AIDE MEDICALE ET DEVELOPPEMENT	8 500	22 500	8 500	25 500	23 500	18 000	23 500	176%
GRENOBLE EYBENS SPORT BOULE	24 420	24 500	23 000	23 000	23 000	23 000	23 000	-6%
COMPAGNIE LES VOISINS DU DESSOUS	22 800	22 800	22 800	22 800	22 800	22 800	22 800	0%
HARMONIE GRENOBLE	22 800	22 800	22 800	22 800	23 295	27 800	22 800	0%
LA TROTTINETTE	13 000	15 000	18 000	20 500	23 000	20 000	22 793	75%
GRENOBLE NATATION	17 000	17 000	17 000	20 300	11 700	17 250	22 750	34%
ARMENIE ECHANGE ET PROMOTION			11 000	21 000	11 150	22 740	22 500	105%
MAISON CULTURE ARMENIENNE	27 360	34 465	20 275	19 000	21 500	18 000	22 500	-18%
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DE L ISERE	60 828	48 328	47 100	34 600	28 000	23 000	22 300	-63%
ASSOCIATION BARATHYM						15 000	21 500	43%
LABORATOIRE CREAT ARTISTIQUE	30 000	28 000	15 000	15 000	15 000	15 000	21 397	-29%
AS SPORTIVE ITALIENNE EUROPEENNE GRENOBLE	16 350	16 750	16 750	16 750	20 750	21 400	21 200	30%
HISTOIRES DE		3 000	3 000	10 390	17 500	13 500	20 950	598%
TEAM LES GALAPIATS	32 490	30 490	28 490	28 490	20 490	20 490	20 490	-37%
CENTRE A F R A T						16 500	20 449	
ASSOC DEPARTEMENTALE DISPOSITIF E2C EN ISERE			6 000	6 000	6 000	10 000	20 000	233%
LA POUSADA	6 000	6 000		8 000	19 000	19 000	20 000	233%
ASSOCIATION POUR LE DROIT A L INITIATVE ECONOMIQUE ADIE	12 500	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	20 000	60%
AREPI ASS REG POUR L INSERTION	14 000	20 100	20 000	48 000	21 100	21 000	20 000	43%
GRENOBLE EQUITABLE		14 000	14 000	12 000	13 600	19 700	20 000	43%
LIA LIEU D IMAGES ET D ART	22 100	19 000	15 000	20 000	20 000	20 000	20 000	-10%
SYNDICAT INTERCOMMUNAL EYBENS GRENOBLE REALI EXPL VELODROME	64 495	50 000	50 000	50 000	25 000	40 000	20 000	-69%
LAFAYETTE DEVELOPPEMENT	8 200	8 200	8 200	8 200	8 200	8 200	19 450	137%
ASS DAUPHINOISE D ACTION MULTI SERVICE	10 000	15 000	10 000	18 815	17 834	18 881	19 400	94%
SOLEXINE SOLIDARITE EXPRESSION INITIATIVE	16 000	16 500	17 000	18 900	18 000	18 000	19 000	19%
GUC BADMINTON	19 750	19 000	19 500	19 750	20 150	19 250	19 000	-4%
UNIS CITE RHONE ALPES	22 500	20 000	19 000	29 000	19 000	19 000	19 000	-16%
LES ARTS DU RECIT EN ISERE	25 140	22 000	36 300	25 000	19 000	19 000	19 000	-24%
UNION DPT CONSOM LOGEMENT ET	16 000	16 900	16 900	16 900	18 900	19 400	18 800	18%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
CADRE VIE								
GRENOBLE HANDISPORT	23 000	24 500	18 400	18 400	21 400	19 400	18 400	-20%
CLUB D ESCRIME PARMENTIER	28 500	18 706	19 280	26 390	28 183	19 986	18 150	-36%
NAUTIC CLUB DES ALP 38				3 300	14 700	18 750	18 000	445%
AD2S ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SPORT DE SABLE	19 340	20 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	-7%
PRO ACTIF ENTR ENTRE DEUX ENTREPRISES	20 000	20 000	16 000	18 000	18 000	18 000	18 000	-10%
ASS J EUROP ISERE ECOLE DE LA PAIX	30 200	13 700	31 100	24 000	16 200	18 500	17 500	-42%
PAYS AGES LA MAISON DES SAGES	5 250	3 000	8 000	18 000	25 000	15 000	17 000	224%
LA FABRIQUE DES PETITES UTOPIES	9 000	22 500	29 000	23 000	18 300	22 000	17 000	89%
REPERAGES	14 000	13 000	17 700	26 800	18 000	17 500	17 000	21%
UNITE SPORTIVE VILLAGE OLYMP IQ	17 000	17 800	17 000	17 000	18 500	26 450	17 000	0%
IEP INSTITUT ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE	1 100	2 500	4 500	2 050	3 300	2 900	16 700	1418%
AAPPUI				30 000	10 335	13 644	16 554	-45%
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MR REZAI HAMID	21 000	16 885	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	-21%
ASS DAUPH ACCUEIL TRAVAIL ETRANGERS	22 022	52 122	34 100	20 000	72 900	45 300	16 500	-25%
LA MARELLE LIEU ACCUEIL ENFANTS PARENTS LAEP		12 000	11 000	14 000	14 000	14 000	16 200	35%
CENTRE INFO INTER PEUPLES	15 900	8 000	8 000	1 500	16 000		16 000	1%
ASS MULTISERVICES AIDE FAMILLE INSERTI	21 000	12 000	12 000	16 000	32 000	16 000	16 000	-24%
UNION LOCALE CFDT GRENOBLE	16 724	16 724	15 890	15 890	15 890	15 890	15 890	-5%
MEDECINS DU MONDE RHONE ALPES	21 800	23 500	18 300	18 800	16 800	14 800	15 800	-28%
CALLIOPE	15 000	17 700	10 600	12 100	10 600	10 600	15 600	4%
COUPE ICARE	3 000	3 000		6 000	15 500	15 500	15 500	417%
UNIVE PIERRE MENDES FRANCE GRENOBLE	11 300	23 000	28 950	22 500	20 000	22 150	15 500	37%
ASSOCIATION IMAGE ET OUTILS A I O	2 000	2 000	5 000	5 000	5 000	7 200	15 000	650%
UN TOIT POUR TOUS	11 000	11 000	22 500	15 000	15 000	15 000	15 000	36%
ASS POUR UN CONSERVATOIRE DE L INFORMA	12 000	13 500	12 000	10 800	13 500	12 000	15 000	25%
MISTRAL FOOTBALL CLUB	12 000	13 000	12 000	12 000	12 000	18 178	15 000	25%
EMPLOI SERVICE PROXIMITE VIVIAL	15 000	17 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	0%
GPT D ENTREPRISES INSERTION	18 500	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	-19%
L ATELIER SIIS	20 000	18 000	19 000	15 000	15 000	15 000	15 000	-25%
UMIJ	20 000	20 000	20 000	24 000	21 500	22 500	15 000	-25%
ASS RHONE ALPES DIVERSITE							15 000	
RETOUR DE SCENE							15 000	
CLE PACT ISERE					9 100	4 600	14 400	58%
AG COMPT UNIV JOSEPH FOURIER	41 900	18 400	19 800	28 900	13 800	15 430	14 300	-66%
YETI S ROLLER IN LINE HOCKEY GRENOBLE	6 500	3 500	4 000	13 750	17 000	13 750	14 250	119%
EPI D OR	2 000	9 000	5 000	17 000	16 500	16 500	14 000	600%
ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE GRENOBLE				20 000	15 200	14 600	14 000	
COMITE LIAISON UNIONS QUARTIER	24 500	23 000	13 000	14 500	17 300	13 000	13 270	-46%
DAUPHYLACTERE	6 500	6 500	7 000	7 500	10 796	10 000	13 227	103%
GRENOBLE GOUNGHIN						460	13 000	
PLANETE SCIENCES							13 000	
ASSOCIATION LES HABILES						3 000	13 000	333%
ASS FAVORISER INSERTION JEUNES DIPLOME	15 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	-13%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
LA FORGE COMPOSITEURS IMPROVISATEURS REUNIS	20 000	20 000	19 000	19 000	18 000	13 000	13 000	-35%
MUSIQUES CREATIVES DU SUD ALMA MUSIQUES	24 000	24 000	23 000	20 000	15 000	13 000	13 000	-46%
CARPA DES ALPES			15 200	14 200	13 447	15 200	12 920	-15%
RESEAU ENTREPRENDRE ISERE	7 650	9 250	10 250	12 250	12 250	13 750	12 250	60%
LES VEILLEURS COMPAGNIE THEATRALE	1 000		3 700	12 000	16 000	10 000	12 000	1100%
ORFEO MUSIQUES DU MONDE	5 500	4 000	13 200	11 200	13 000	8 000	12 000	118%
CENTRE CULTUREL JUIF	6 098	10 098	6 100	8 100	6 890	7 500	12 000	97%
MARIANNE	8 000	10 000	8 000	8 000	8 000	12 000	12 000	50%
UNIVERSITE POPULAIRE EUROPEENNE DE GRENOBLE UPEG	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	12 000	20%
PIMMS POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES	12 000	22 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	0%
PARALYSES DE FRANCE APF	16 200	16 200	14 000	14 000	13 351	12 000	12 000	-26%
ASS SAINT PAUL LES CHEMINS DU DAMAS	21 000	22 500		10 000	11 000	12 000	12 000	-43%
ECHQUIER GRENOBLOIS	7 670	11 830	9 500	10 500	8 000	14 000	11 796	54%
ADIL	3 530	13 959	14 050	14 111	14 100	14 100	11 732	232%
ITINERAIRE INTERNATIONAL	5 000	2 500	6 000	12 000	8 000	12 650	11 600	132%
SKATEPARK DE GRENOBLE	12 500	10 500	10 000	10 000	10 000	10 000	11 500	-8%
LE FICHIER DE LA CONSTRUCTION				1 100	1 300		11 200	
LES PETITS FRERES DES PAUVRES							11 040	
LA PASSERELLE	8 000	12 000	10 000	10 500	12 000	12 250	11 000	38%
DYNAMUSIC	10 000	10 000	10 000	11 000	13 368	14 100	11 000	10%
CLUB DE TIR GRENOBLOIS	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	0%
SASFE	19 500	18 500	19 100	19 600	19 600	15 600	11 000	-44%
COOP SCOLAIRE MALHERBE	6 190	6 513	8 772	7 823	8 215	9 950	10 542	70%
UNIVERSITE STENDHAL GRENOBLE 3	7 990	7 200	8 550	12 400	7 400	8 200	10 100	26%
LE CAFE DES VOISINES							10 000	
COMPAGNIE YOHANN BOURGEOIS					3 000	10 000	10 000	233%
GRENOBLE ISERE LOGICIEL			5 000	8 000	10 000	10 000	10 000	200%
SOLIDURA				4 000	5 000	10 000	10 000	150%
COMPAGNIE NASSER DJEMAI					5 000	4 000	10 000	100%
EPIDERME	5 419		9 000	3 500	3 000	5 000	10 000	85%
CENTRE CULTUREL CINEMATOGRAPHIQUE	5 500	5 500	5 000	5 000	5 000	5 000	10 000	82%
LA REMISE	7 700	7 700	10 000	10 000	10 702	10 000	10 000	30%
MUSIDAUPHINS	8 000	8 000	8 000	10 000	10 000	10 000	10 000	25%
CONF NAT LOGEMENT FED ISERE	8 500	8 600	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	18%
GUC RUGBY	9 000	9 000	9 000	10 000	10 000	11 000	10 000	11%
ASSOCIATION 47 49	10 000	13 000	11 500	11 500	10 000	10 000	10 000	0%
SOLI GREN	13 000	10 000	21 500	11 000	11 000	11 500	10 000	-23%
FIGURE 1	15 000	15 000	14 000	14 000	14 000	12 000	10 000	-33%
MAISON DES INITIATIVES	16 000	10 000	15 200	10 000	13 000	13 000	10 000	-38%
COMITE FETES BOULISTES GRENO	21 700	20 700	20 000	10 000	21 900	18 977	10 000	-54%
VILL9LASERIE					76 000	72 300	10 000	
ALLIANCE PAYSANS ECOLOGISTES CONSOMMATEURS		3 000	5 000	5 000	5 000	5 000	10 000	
CITES UNIES FRANCE			10 000				10 000	
FONDS D AIDE AU CINEMA DE MONTAGNE ASSOC					10 000	10 000	10 000	
DIACONAT PROTESTANT GRENOBLE	7 000	6 000	6 000	6 000	6 000	7 400	9 600	37%
AGCE LOC ENERGIE CLIMAT AGGLO GRENOB	40 000	68 900	66 300	47 000	36 000	11 300	9 600	-76%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
OSMOSE ASSOCIATION	4 170	14 830	9 500	12 000	5 000	13 500	9 500	128%
ASS TERMINAL DANSE	10 000	10 000	9 500	9 500	9 500	9 500	9 500	-5%
COLLEGE AIME CESAIRE	4 460	2 590		1 500	1 700	800	9 100	104%
PASS PROMO ACCOMPAGNT SCOLAIRE ET SOCIAL		6 000	3 140	7 140	9 137	9 100	9 100	52%
ASSOCIATION PRELUDES	4 900	4 900	5 000	5 000	7 000	9 750	9 000	84%
CITE DANSE	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	0%
PASSION ET METIERS DU CHOCOL	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	0%
BRIN D GRELINETTE ASSOCIATION					7 000	9 700	9 000	
GUC TENNIS	11 000	11 000	8 800	8 800	8 800	8 800	8 800	-20%
HOCKEY CLUB GRENOBLE GAZON	6 500	6 500	5 200	6 200	6 200	6 200	8 700	34%
UNION LOCALE SYNDICAT FO	8 807	8 807	8 590	8 590	8 590	8 590	8 590	-2%
ANAGRAMME	8 500	8 500	8 500	7 000	7 000	8 500	8 500	0%
AFRIC IMPACT FEDERATION						8 200	8 292	1%
ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE						3 000	8 000	
URBA COMMUNICATION	1 000					3 000	8 000	700%
ASSOCIATION SANTE DIABETE	2 000	4 000	6 000	6 400	8 000	8 400	8 000	300%
ADA ACCUEIL DEMANDEURS ASIL	3 000	2 340	4 000	6 000	11 000	4 000	8 000	167%
ASSOCIATION SOS RACISME GRENOBLE	7 000	9 000	7 000	11 500	12 308	5 000	8 000	14%
JAZZ CLUB DE GRENOBLE	7 500	6 000	6 000	8 000	8 000	8 000	8 000	7%
AIDES DELEGATION DEPARTEMENTALE ISERE	9 500	19 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	-16%
ASSOCAITION SPORTIVE ET CULTURELLE SENTINELLE DES ALPES	10 000	10 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	-20%
MEMORIAL DE LA SHOAH	10 000	10 000	10 000		8 000	8 000	8 000	-20%
EQUI SOL	18 100	25 600	15 000	11 000	10 500	10 000	8 000	-56%
ASS MAISON ARCHITECTURE	8 000	8 000	12 200	8 000	7 920	7 800	7 800	-3%
COOP SCOL ELEMENTAIRE VERDER	7 766	6 452	8 806	8 883	7 642	7 376	7 768	0%
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEUM D HISTOIRE NATURELLE DE GRENOBLE	7 600	7 600	7 600	7 600	7 600	7 600	7 600	0%
AMIS DU MUSEE GRENOBLE	10 600	9 600	7 600	7 600	7 600	7 600	7 600	-28%
CTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE GRENOBL							7 500	
LA CIMADE					1 500	4 390	7 500	
SECTEUR 6 STREET							7 500	
NOUVELLE PLANETE	1 200	1 200	1 200				7 500	525%
COLLEGE VERCORS					4 000	5 000	7 500	88%
COMEDIE DU DAUPHINE	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	0%
CASSIOPEE				6 991		12 868	7 466	
AMICALE SPORTIVE MISTRAL DRAC						5 800	7 257	
COOP SCOL BIZANET MIXTE	14 515	7 353	5 787	14 827	7 077	6 971	7 238	-50%
ET A FOND		3 000	3 000	3 000	3 000	8 000	7 000	133%
ALPES SOLIDAIRES		5 600	7 000	30 500	7 000	12 000	7 000	25%
FESTI INTER GAY ET LESBIEN G	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	0%
ASS OPERATION HANDICAPES EMPLOI	8 100	9 000	8 500	7 000	7 000	7 000	7 000	-14%
LA SOUPAPE			10 000	1 000	1 250	4 800	7 000	-30%
COOP SCOL ELYSEE CHATIN MIXT	6 883	7 719	4 973	4 424	5 645	5 884	6 910	0%
GUC ESCRIME	6 000	6 000	6 000	6 800	8 200	7 080	6 900	15%
COOP SCOLAIRE PRIMAIRE BEAUV	6 208	7 128	7 630	7 605	6 980	7 949	6 884	11%
ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L ISERE	6 800	6 800	6 800	7 800	6 800	6 800	6 800	0%
COOP SCOL JEAN RACINE MIXTE	5 307	3 715	4 756	8 173	3 265	11 343	6 724	27%
CABINET BESSON							6 600	
DIGI DOMICILE INTER GENERATION ISEROIS		6 000	3 000	3 000	3 000	4 500	6 500	

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
OCCE 38 COOP SCO ELEMENTAIRE ANTHOARD	5 928	11 456	6 774	5 635	9 827	6 671	6 452	9%
TENNIS TABLE DE LA TRONCHE	8 000	8 000	6 400	6 400	6 400	6 400	6 400	-20%
COOP SCOLAIRE ANATOLE FRANCE ELEMENTAIRE				8 458	8 446	4 914	6 364	-25%
OCCE COOP SCOL MIXTE JULES FERRY	6 191	6 075	7 200	7 451	7 468	7 320	6 324	2%
LES MENESTRELS	6 300	6 500	6 300	6 300	6 300	6 300	6 300	0%
OCCE ECOLE FERDINAND BUISSON	7 483	6 182	8 142	6 346	6 489	7 292	6 300	-16%
TERRE DE SIENNE	8 800	9 800	9 300	6 300	6 300	6 800	6 300	-28%
GLISS EVENEMENTS	6 000	7 000	7 500	7 000	18 000	6 520	6 202	3%
ALLIANCE GRENOBLE OXFORD		4 500					6 200	
AUDRAS ET DELAUNOIS					1 100	4 600	6 100	
STE MYCOLOGIQUE DU DAUPHINE	5 640	6 560	5 360	6 860	6 860	7 000	6 100	8%
COOP SCOL MIXTE HOUILLE BLAN CHE	6 281	9 695	7 599	7 195	6 934	7 126	6 036	-4%
COMMERCANTS ALSACE LORRAINE			4 000	4 000			6 000	
COMITE DES ALPES DE RUGBY	1 500		1 536	1 656	2 484		6 000	300%
COOPERATION POUR LE DEVLOP LOCAL DES ESPACE NATURELS	3 000		4 800				6 000	100%
ARTISAN DU MONDE		3 200	3 200	5 200	4 400	1 000	6 000	88%
ACCUEIL DES SDF	4 000	5 000	5 500	5 000	7 000	7 000	6 000	50%
COMPAGNIE BERTRAND ALAIN	5 000	8 000	7 000	7 000	6 000	3 000	6 000	20%
CROIX ROUGE FRANCAISE INSTITUT SAINT MARTIN SITE DE GRENOBLE	6 000	7 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	0%
UNION SPORT ABBAYE FOOTBALL	36 000	37 000	35 700	35 000	25 000	10 000	6 000	-83%
ASS TERRITOIRES AIVS GESTION LOCATIVE					3 700	12 000	5 900	59%
ADTC ASS DEVPT TRANSP COMM	1 600	5 600	600	5 900	5 827	5 827	5 827	264%
LPO LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX	1 525	1 525	1 500	5 775	5 775	5 775	5 775	279%
COOP SCOL LUCIE AUBRAC MIXT EX LESDIGUIERES	9 170	7 740	11 123	9 650	6 679	13 590	5 756	-37%
PIROUETTE LIEU D ACCUEIL ENFANTS PARENTS	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 700	14%
UNIVERSITE INTER AGES DU DAUPHINE	6 400	4 000	4 000	8 000	8 823	4 730	5 700	-11%
DIABETIQUES DU DAUPHINE AFD	1 100	1 700	2 400	2 500	2 500	5 815	5 500	400%
ASSOCIATION PARRAINAGE REPUBLICAIN DEMANDEURS ASILE PROTECTION				1 500	3 000	4 500	5 500	267%
SPORT RUGBY CLUB CATALAN	6 800	6 800	5 440	5 500	5 500	5 500	5 500	-19%
OCCE 38 JEAN JAURES MIXTE	7 884	7 478	5 885	5 601	5 526	5 573	5 432	-31%
CFE CGC UNION DEPT DE L ISERE	5 141	5 141	5 260	5 260	5 260	5 260	5 260	2%
COOP SCOL LES GENETS MIXTE	2 577	3 284	4 348	2 812	4 778	4 651	5 184	101%
OCCE 38 COOP ECOLE ELEMENTAIRE CLEMENCEAU	4 109	5 390	7 216	4 898	4 806	7 555	5 172	26%
COOP SCOL PRIMAIRE GRAND CHATELET	7 892	6 368	5 925	3 884	8 802	5 012	5 130	-35%
ASSO NATIONALE POUR L ETUDE DE LA NEIGE ET DE AVALANCHES							5 000	
ASSOCIATION RHONE ALPES SOLOIDAIRES							5 000	
LA COMPAGNIE DU SAVON NOIR						5 000	5 000	
LA FABRIQUE OPERA						1 000	5 000	
LS NOUVEAUX JARDINS DE LA SOLIDARITE							5 000	
TERRITOIRES INSERTION 38				5 000	5 000	5 000	5 000	
COMITE DE JUMELAGE GRENOBLE	1 500	8 710	5 000	3 500	5 400		5 000	233%
MEYLAN GRENOBLE HANDIBASKET		2 000	840	5 000	5 000	5 000	5 000	150%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
PASSIBLE				2 000	2 000	5 540	5 000	150%
LES COMPAGNIES REUNIES	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	5 000	100%
LE CHAT DU DESERT	3 000	17 215	14 000	3 000	3 000	5 000	5 000	67%
LES CYCLOTOURISTES GRENOBLOI	3 000		4 000		5 000		5 000	67%
JEUNES AMBASSADEURS					5 000	5 000	5 000	0%
TRAVAIL ET PARTAGE ASS	5 000	5 000	5 000	5 000	8 000	5 000	5 000	0%
BUSINESS DECISION INTERACTIVE EOLAS	5 500	5 200	4 500	4 500	4 000	4 000	5 000	-9%
EN SCENE ET AILLEURS COMPAGNIE THEATRALE	7 500	7 500	7 500	7 500	7 000	5 000	5 000	-33%
SYNDICAT FAMILLE MONOPARENTAL	8 200	4 000	4 000	4 000	4 750	4 500	5 000	-39%
LE RELAIS OZANAM	16 605	6 600	5 000	78 200	5 000	5 000	5 000	-70%
MINALOGIC PARTENAIRES	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
OCCE COOP SCOL JEAN MACE MIX TE	6 024	2 557	3 208	3 357	3 336	2 889	4 952	-18%
GRENOBLE ROLLER	6 000	6 000	4 800	4 800	4 800	4 800	4 800	-20%
UNSA ISERE	4 643	4 643	4 735	4 735	4 740	4 740	4 740	2%
PATRIMOINE ET DEVELOPPEMENT DU GRAND GRENOBLE	4 050	4 000	4 400	5 700	4 700	4 700	4 700	16%
INSTITU D URBANISME D AMENAG							4 650	
EX LIBRIS DAUPHINE ASS	1 000	2 500	2 500	2 500	7 467	4 600	4 600	360%
ZONE ART	4 000	4 000	3 600		4 400		4 600	15%
TOUS TRAVAUX D ART	7 600	4 600	5 600	6 100	4 600	4 600	4 600	-39%
COUPLE ET FAMILLE DE L ISERE	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	4 500	4 500	50%
COMITE DE SOUTIEN AUX REFUGIES ALGERIENS	6 000	6 000	6 000	5 000	5 565	4 000	4 500	-25%
LYCEE TECHNOLOGIQUE ANDRE ARGOUGES	14 130				4 000		4 500	
ASS DAUPHINOISE EGYPTO CHAMPOLLION	5 000	5 000	5 000	3 500	3 500	3 500	4 400	-12%
OCCE COOP SCOL CH TURC MIXTE	2 832	3 332	5 186	4 317	4 703	5 620	4 294	52%
OCCE COOP SCOL MIXT LIBERATI ON	3 998	3 130	4 427	4 809	4 092	4 217	4 162	4%
IMAGES SOLIDAIRES					3 500	2 900	4 100	
CHAMBRE DE COMMERCE FRANCE ISRAEL RHONE ALPES CCFI RA					5 000	5 000	4 000	
GPT D EMPLOYEURS DE L ECONOMIE SOCIALE							4 000	
LEFOP		2 000	2 000		1 000		4 000	
UNAFAM	500	500	500		2 000		4 000	700%
EXPRESSION	1 000			2 500		5 000	4 000	300%
TEMPS RELATIF ENSEMBLE VOCAL	5 000	5 000	5 000	6 000	6 000	6 000	4 000	-20%
AUEG ALLIANCE UNIVERSITE ENTREPRISE DE GRENOBLE	8 000	12 800	7 600	7 600	7 000	7 000	4 000	-50%
HUMACOOP	9 850	3 700	3 000	3 500	6 500	3 500	4 000	-59%
IMMIGRES ITALIENS	10 000	5 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	-60%
MAISON DES ENSEIGNANTS		11 000		5 000	4 000	750	4 000	
COOP SCOL LES TREMBLES MIXTE	2 078	2 684	4 009	4 169	4 265	4 009	3 912	88%
LE FOYER DE L ISERE COOP PROD HABIT						2 600	3 900	
COOP SCOL PAUL PAINLEVE MIXT	3 779	3 528	3 268	3 259	3 390	2 990	3 854	2%
ECOLE MATERNELLE MARIE REYNOARD	3 556	3 043	3 321	3 458	3 831	3 539	3 838	8%
UPG UNIVERSITE POPULAIRE DE GRENOBLE		5 000		500		2 000	3 800	
ET CAETERA	3 600	3 800	3 880	4 000	4 000	4 000	3 800	6%
ASS 5 COMMUNES COMPAGNON DE LIBERATION	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	3 800	0%
GRENOBLE BASE BALL SOFTBAL	3 800	3 800	4 300	5 800	4 300	4 050	3 800	0%
ABSISE						2 000	3 720	

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
SPORT USEP AMPERE MIXTE	7 582	3 567	3 512	3 548	4 184	4 804	3 702	-51%
FED SYNDICALE UNITAIRE	3 700	3 700	3 700	3 700	3 700	3 700	3 700	0%
COOP SCOL CORNELIE GEMOND MI	7 200	3 272	3 706	3 661	4 827	4 450	3 664	-49%
COOP SCOL LE LAC MIXTE	3 685	4 527	4 549	5 259	3 743	3 524	3 614	-2%
KALEIDOSCOPE							3 500	
LES CENTAURES DE GRENOBLE	2 000	2 000	2 000	5 330	8 500	6 500	3 500	75%
AMICALE ECOLE LAIQUE GRENOBL E	3 500	3 500		3 500	3 500	3 500	3 500	0%
INSTITUT MAX VON LAUE PAUL LANGEVIN	2 200			2 800	2 200	1 500	3 400	55%
COOP SCOL NICOLAS CHORIER MA T	2 783	2 738	2 983	2 997	2 951	3 021	3 336	20%
COOP SCOL MARCEAU MAT	3 195	5 535	4 068	2 796	5 515	3 786	3 327	4%
COOP SCOL ELEMENTAIRE ALPHONSE DAUDET	3 665	4 213	4 370	4 299	3 586	3 455	3 316	-10%
D JALLABA ASSOCIATION						2 000	3 300	
CASOMI	2 000	2 000	2 000		2 000	1 000	3 300	65%
COOP SCOL LEON JOUHAUX MAT	2 698	2 242	2 933	3 331	2 475	2 366	3 282	22%
COOP SCOL JEAN JAURES MAT	2 877	3 348	3 527	3 474	3 649	3 974	3 270	14%
PREMIERE COMPAGNIE D ARC DU DAUPHINE	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 255	226%
COOP SCO ELEMENTAIRE BAJATIERE	2 494	15 373	2 298	6 302	4 192	2 300	3 228	29%
FUTSALL DES GEANTS							3 200	
GRENOBLE METROPOLE CYCLISME	1 700	3 200	1 360	1 360	3 200	3 200	3 200	88%
COOP SCOL BERRIAT MAT	2 941	2 412	3 144	3 327	2 775	3 328	3 200	9%
SKI CLUB NAUTIQUE BOIS FRANC AI	4 000	4 000	3 200	3 200	3 950	3 200	3 200	-20%
GRENOBLE EYBENS CYCLISME	8 420	8 000	6 400	3 200	3 200	3 600	3 200	-62%
COOP SCOL ANATOLE FRANCE MAT	2 750	2 338	3 399	3 525	2 561	2 500	3 076	12%
COOP SCOL ALPHONSE DAUDET MA T	2 940	2 201	2 837	2 708	3 049	2 432	3 048	4%
COOP SCOL PAUL BERT MIXTE	5 600	4 996	5 020	6 737	7 482	9 291	3 002	-46%
COLLECTIF COIN			2 000		408		3 000	
EKWATERA				2 000			3 000	
EMMAUS CONNECT							3 000	
L EXCES						2 000	3 000	
TRIO MINEUR			2 000	3 000	3 000	3 000	3 000	
CIE DES MANGEURS D ETOILES	212			4 500			3 000	
ASS DAUPHINOISE DE FORMATION A L EMPLO	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0%
LES AMIS DE L ORGUE SAINT LOUIS	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	5 000	3 000	0%
QUALITE INSERTION DEVELOPPEMENT	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0%
SOCIETE DE TIR DE GRENOBLE	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0%
ALP OPERETTE	4 500	4 500	4 500	3 000	3 000	3 000	3 000	-33%
FFME COMITE DEPART ISERE	4 500	5 050	3 600	3 000	3 000	3 000	3 000	-33%
LES BOULES AU PLAFOND	5 000	6 000	4 000				3 000	-40%
MANOIR EVENTS	5 200	5 200	4 320		3 000	3 000	3 000	-42%
ABC DANSE	6 000	6 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	-50%
ORCHESTRE DES CAMPUS DE GRENOBLE	6 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	-50%
CENTRE INTERNATIONAL ETUDES DEVELOP LOCAL	22 000	2 000	3 000	2 000	2 000	3 000	3 000	-86%
ORCHESTRE SYMPHONIQUE UNIVERSITE DE GRENOBLE	22 000	2 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	-86%
38 NAPALM				3 250		1 500	3 000	
ASSOCIATION VILLENEUVE TANGH		2 480	11 300				3 000	
COLLECTIF DES ASSOCIATIONS DE DEVELOPEMENT EN RHONE ALPE		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	
COOP SCOL ELYSEE CHATIN MAT	3 153	3 258	2 853	3 083	2 423	2 550	2 952	-6%
COOP SCOL LE LAC MATERNELLE	2 855	2 372	2 655	3 195	3 432	3 482	2 930	3%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
COMITE ISEROIS SOUTIENT AUX	2 000	2 300	2 000	2 000	2 000	2 000	2 900	45%
COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE RETRAITE GRENOBLOIS	3 000	3 000	3 400	3 400	3 400	3 000	2 900	-3%
COOP SCOL LEON JOUHAUX ELEMENTAIRE	2 826	3 198	3 217	3 357	3 969	3 702	2 858	1%
ASSOC POUR LA SANTE ET CONDITION PHYSIQUE		1 500		1 500		2 800	2 800	
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE EAUX CLAIRES		2 520	1 500	1 900	1 600	2 200	2 800	
ASS VALORISER ILLUS PATRI ARCHI REGION	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 800	12%
CTRE ECOLE PARACHUTISME DE GRENOBLE	4 500	4 500	2 000	2 000	2 800	2 000	2 800	-38%
OCCE COOP SCOL JOSEPH VALLIE R	2 645	2 447	2 449	2 416	2 519	2 716	2 774	5%
COOP SCOL LES BUTTES MATERNE	2 327	1 831	2 304	2 872	1 937	2 526	2 722	17%
COOP SCOL LA FONTAINE MAT	2 837	2 545	3 485	4 716	4 541	2 379	2 688	-5%
COOP SCOL SIDI BRAHIM MAT	2 485	2 703	2 614	2 400	2 312	2 412	2 680	8%
BMX GRENOBLE			3 000	1 000	1 500	3 690	2 655	
COOP SCOL DIDEROT MAT	2 921	2 393	3 085	3 353	2 593	2 742	2 632	-10%
JACOB IMMOBILIER							2 600	
TERRITOIRES 38							2 600	
COOP SCOL SIDI BRAHIM MIXTE	6 179	2 661	3 017	5 811	7 170	3 277	2 588	-58%
COMITE AMIS DE INSTITUT CULTUREL ITALIEN					4 000		2 500	
LA TRONCHE VELO SPORT ASSOC					2 000	2 000	2 500	
ASSOCIATION TEMPO	2 300	3 700	2 000	2 500	3 000	3 000	2 500	9%
ASS MAGISTRATS TRIBUNAL COMMERCE GRENO	3 000	3 000	3 000	6 000	3 000	2 000	2 500	-17%
SGAP 38	3 000	3 000	2 000	1 200		1 700	2 500	-17%
FNACA FED NAT ANCIEN COMBAT ALGERIE	4 000	3 000	3 000	3 000	2 500	2 500	2 500	-38%
ASSOCIATION GENERALE DES INTERVENANTS RETRAITES							2 500	
COOP SCOL COLONEL DRIANT MAT	3 344	3 915	2 858	2 749	2 818	2 888	2 408	-28%
ETOILE CENTRE VILLE							2 390	
COOP SCOL LA RAMPE MATERN	2 586	2 429	2 360	4 585	3 357	2 835	2 378	-8%
COOP SCOL PAUL BERT MAT	2 522	2 360	2 222	2 345	1 977	2 463	2 352	-7%
COOP SCOL JARDIN VILLE PRIMA IRE	6 925	5 029	2 346	2 476	2 520	3 100	2 332	-66%
OCCE COOP SCOL NIC CHORIER M IXTE	3 500	2 986	4 138	3 545	2 675	3 016	2 314	-34%
COOP SCOL JULES VERNES HOCHÉ	2 402	1 891	1 862	2 184	2 509	2 714	2 242	-7%
COOP SCOL LES BUTTES MIXTE	5 597	3 156	5 272	5 538	6 801	3 147	2 234	-60%
COOP SCOL BAJATIERE MAT	2 201	2 074	2 153	2 218	1 959	2 211	2 228	1%
UNION DES COMMERCANTS DE STALINGRAD							2 210	
AGENCE HENRY					1 100		2 200	
ASSOCIATION DES ETUDIANTS ET STAGIAIRES SENEGALAIS DE GRENOBLE	600					1 900	2 200	267%
VALENTIN HAUY GRENOBLE	1 100	1 100	1 100	1 100	2 200	2 200	2 200	100%
INSTITUT POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE	13 500	18 000	7 900	13 500	20 000	21 100	2 200	-84%
ADPC 38 ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PROTECTION CIVILE DE L ISERE							2 200	
COOP SCOL PORTE OUEST SAVAN MATER	2 050	1 428	1 655	2 037	2 290	2 687	2 164	6%
COOP SCOL BUFFON MATERN	1 786	2 320	1 769	2 040	1 994	2 150	2 134	19%
OCCE COOP SCOL LA FONTAINE	2 889	2 299	3 572	2 733	2 910	2 210	2 108	-27%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
JUSQU A LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE	450	450	1 000	1 000	2 100	2 100	2 100	367%
AG COMPT CNRS GRENOBLE	2 000	1 000	4 000	2 800	13 500	8 400	2 100	5%
EPL LYCEE CHAMPOLLION	2 100	5 530	1 270	1 450	300	2 100	2 100	0%
COOP SCOL JEAN RACINE MATERN	2 883	2 501	4 864	3 285	3 998	4 495	2 086	-28%
COOP SCOL JOSEPH VALLIER MAT	2 457	2 164	2 438	2 466	2 255	2 670	2 046	-17%
COOP SCOL BIZANET MATERNELLE	6 967	6 616	2 591	2 299	1 975	1 874	2 014	-71%
COOP SCOL CORNELIE GEMOND MA T	2 512	1 948	2 099	2 179	2 165	2 195	2 002	-20%
AGARO ASSOCIATION GRENOBLOISE AIDE RECHERCHE ONCOLOGIE				2 000			2 000	
ASS PROTETHEE ALPES RESEAU						5 000	2 000	
ASSOC IAS DU DAUPHINE GRENOBLE					2 000	2 000	2 000	
ASSOCIATION FRANCE BENEVOLAT					3 000	4 000	2 000	
ASSOCIATION TRAVAILLEURS SENEGALAIS					1 000		2 000	
DOLCE CINEMA		2 000	2 000	4 000	2 000	2 000	2 000	
FACILE ASSOC		5 000	2 500	3 000	4 000	3 000	2 000	
FRANCE RUSSIE CEI ASSOCIATION						1 500	2 000	
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			1 000	1 000	1 000	1 000	2 000	
MOUNTAIN WILDERNESS		1 000	2 500		2 000		2 000	
S PRIT				2 000	2 000	2 000	2 000	
SAVOIR EMANCIPATION VIE ETUDIANTE SEVE						2 000	2 000	
COMPAGNIE LES MUTINS	650	3 250		4 000			2 000	208%
AFMD	1 820	1 320	2 320	1 400	1 400	1 400	2 000	10%
SOLEIL ROUGE	2 000	2 000	2 300	2 000		2 000	2 000	0%
SOS AMITIE GRE DAUPHINE	2 000	3 200	2 000	2 000		2 000	2 000	0%
ODPHI OFF DEPT PERSON HANDIC	2 300	2 300	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	-13%
ASSOC COMITES CREATION EMPLOIS	2 500	2 500	2 500	2 500	1 500		2 000	-20%
CENTRE TAEKWONDO GRENOBLE	2 500	2 500	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	-20%
APAJH ASS PR ADULT JEUNES HA NDICAPES	2 700	2 700	5 700	2 000		2 000	2 000	-26%
COMPAGNIE SCALENE	3 000		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	-33%
GRENOBLE ANGELS OSER L ENTREPRISE	3 000	5 000	10 000			2 000	2 000	-33%
UNION QUARTIER VILLENEUVE ASSOC	3 400	400	3 200	3 200	500		2 000	-41%
ASSOCIATION POUR L ORGANISATION DE LA FOULEE BLANCHE	3 500	3 500	3 500	7 500	3 800	6 100	2 000	-43%
IMAGIN	5 000	5 000	5 000	1 800	2 000	4 000	2 000	-60%
C NOUS				8 000	2 500	7 500	2 000	-75%
ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE	9 000	13 500	7 000	10 000	8 000	5 000	2 000	-78%
ABA APPRENDRE AUTREMENT				800	800	1 000	2 000	
ASSOCIATION CULTURELLE LE SENTIER DU SAVOIR							2 000	
COMITE DAUPHINOIS ACTION SOCIO EDUCATI	42 597	104 060	100 619	67 476	1 500		2 000	
FA SOL LATINO							2 000	
MAISON LATINA							2 000	
SOCIETE DES ECRIVAINS DAUPHINOIS	1 900	1 900	1 900	1 900	1 900	1 900	1 900	0%
ECOLE PRIMAIRE AMPERE							1 900	
COOP SCOL AMPERE MAT	1 475	1 519	1 681	1 669	2 055	1 711	1 812	23%
COOP SCOL PAUL PAINLEVE MAT	2 354	2 238	2 278	2 270	1 929	1 821	1 810	-23%
COLLEGE FANTIN LATOUR		800	1 100	1 800	400	1 500	1 800	
COLLEGE OLYMPIQUE			2 000		800		1 800	
MAISON FAMILIALE HOSPITALIERE	800	800	800	1 800	1 650	1 800	1 800	125%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
ASS REGIONALE DE CARDIOLOGIE DES ALPES CLUB COEUR ET SANTE DE GRENOBLE							1 800	
OCCE COOP SCOL MIXT ST LAURE NT	1 831	2 774	1 782	1 675	1 797	1 633	1 792	-2%
COOP SCOL JARDIN VILLE MATER	4 751	4 226	1 844	1 793	1 825	1 692	1 784	-62%
COOP SCOL MAT HOUILLE BLANCH E	2 561	1 757	1 921	1 775	1 810	1 808	1 762	-31%
INSTITUT BIOFORCE DEVELOPPEMENT RHONE ALPES	1 000	2 000	1 500	1 500	1 500	1 760	1 760	76%
COOP SCOL GRAND CHATELET MAT			2 126	3 072	1 737	2 105	1 698	
LYCEE LOUISE MICHEL				1 800	300	2 200	1 600	
ASS READAPT PSYCHOSOC PERS AGEES HOSP	800	800	800	800	800	800	1 600	100%
ASS PROMO ENS ENFANTS ADOLESCENTS HOSP	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	0%
CERCLE ESCRIME LA RAPIERE	2 000	2 000	3 100	1 600	1 600	1 600	1 600	-20%
SAINT ROCH VOUS AVEZ DIT CIM	2 000	1 000	1 000	800	800		1 600	-20%
COMMUNIC ACTION	4 000	5 550	2 900	2 600	5 275	1 600	1 600	-60%
COOP SCOL MILLET MAT	1 564	1 502	1 452	1 549	1 369	1 502	1 597	2%
UNION QUARTIER CHAMPIONNET	400	1 150	1 400	500			1 586	297%
COOP SCOL LES FRENES MATERNE	2 600	2 115	1 763	1 624	1 567	1 622	1 546	-41%
UNION FED CONSOMMATEURS QUE CHOISIR GRENOBLE	1 525	1 525	1 525	1 525	1 525	1 525	1 525	0%
AS INFIRMES MOTEURS ET POLYHANDICAPES			1 500		1 500	1 500	1 500	
CHORESCENCE					1 500	1 500	1 500	
CLUB XXI SIECLE ENTRETIENS DE L EXCELLENCE						1 500	1 500	
LES AMIS DE L ORGUE DU L ERF EGLISE REFORMEE		2 000	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	
LES MONKEY ASSOC					2 250	1 500	1 500	
ASSOC DEVELOP TOURISTIQUE DE CHARTREUS	800	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	1 500	88%
UNION QUARTIER VILLAGE OLYMP IQ	900	2 100	1 300	800	2 000	2 500	1 500	67%
DONNEURS DE VOIX	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	0%
FOLIEPHONIES	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	0%
INTERNATIONAL ETUDIANT DE GRENOBLE	1 500	2 000	1 500		1 500		1 500	0%
LE CAFE DES ARTS CACS	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	0%
LYCEE POLYVALENT HOTELIER LESDIGUIERES	1 500	1 500	1 500	1 525	1 900	1 500	1 500	0%
UNION REG ING DAUPH SAVOIE	1 525	1 525	1 525	1 600	1 500		1 500	-2%
COMPAGNIE D ART LYRIQUE	1 800	3 000	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	-17%
COMPAGNIE L ATELIER DU POSSIBLE	2 000	3 000	3 000	2 500	2 500	1 500	1 500	-25%
UNION DES ETUDIANTS JUIFS DE FRANCE	2 000						1 500	-25%
RECHERCHE RENCONTRE CENTRE LUTTE CONTRE ISOLEMENT	2 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	-40%
UNION QUART BERRIAT ST BRUNO EUROPOLE	2 900	2 400	13 110	1 500	2 000	1 700	1 500	-48%
AMIC PERSONNEL C H R GRENOBLE				700			1 500	
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE						800	1 500	
CDSA 38 COMITE DEPART SPORT ADAPTE ISERE							1 500	
HABITANTS DE LA CRIQUE SUD						500	1 500	
IDEEALPES ASSOCIATION							1 500	
INTERMED						1 000	1 500	

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
LE CLUB DE GO DE GRENOBLE							1 500	
COOP SCOL CLAUDE BERNARD MAT	1 897	1 165	1 195	1 276	1 224	1 601	1 486	-22%
COMITE D ANIMATION TEISSERE MALHERBE				3 500	2 233	2 600	1 400	
CLUB TENNIS VILLENEUVE	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	0%
FLORALIS UJF FILIALE			8 000	4 900	2 100	5 600	1 400	-83%
COOP SCOL ST LAURENT MAT	1 312		1 393	1 373	1 266	1 296	1 366	4%
AGDA IMMOBILIERE					1 300		1 300	
BOYER TORROLLION IMMOBILIER					1 300	1 300	1 300	
LYCEE EMMANUEL MOUNIER				2 600	2 700	1 200	1 300	
GAGE	300	300	300	600	800	500	1 300	333%
OREILLE DU COEUR	1 000	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	30%
FESTIV ARTS	1 200	1 200	1 200	1 200	1 932	2 233	1 300	8%
GRENOBLE AVF ACC VILLES FRANCAISES	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 200	1 300	0%
AF IMMO ANDREOLETY FABIEN GESTION							1 300	
AGENCE SIREs					3 700	1 300	1 300	
IMMOBILIERE CHARTREUSE DE MAISON PIERRE							1 300	
MALHERBE IMMOBILIER							1 300	
MONCENIS IMMOBILIER							1 300	
COMITE ISERE DE BASKET BALL ASSOC					1 000	1 212	1 245	
COUP DE POUCE ETUDIANTS		1 500	900		1 500	2 000	1 200	
LIGUE DES DROITS DE L HOMME	1 150	5 850	5 000	2 800	1 000	5 870	1 200	4%
ASS ENSEIGNEMENT ENFANTS MALADES A DOMICILE ET A L HOPITAL	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0%
LOCOMOTIVE	1 200	1 200	2 400	1 200	3 700	1 200	1 200	0%
ASSOC VIVRE AUX VIGNES	1 300	1 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	-8%
REGISTRE DU CANCER	1 500	1 500	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	-20%
ENTROPIE							1 200	
REGIE IMMOBILIA						2 400	1 100	
SIDA INFO SERVICE ASS	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	0%
COLLEGE LUCIE AUBRAC	10 360	9 350				5 700	1 100	-89%
FONCIA							1 100	
SQUARE HABITAT GESTION SUD RHONE ALPES							1 100	
ALERTEs ASSOCIATION				1 000	1 000	1 000	1 000	
ASS MEDiateurs INDEPENDANTS AMICA G		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
ASSOC DES FIBROMYALGIQUES REGION RHONE ALPES				1 200	2 000		1 000	
ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTE ALGERIENNE DE L ISERE			1 000	500	1 000	980	1 000	
ASSOCIATION STENDHAL		2 200	1 000	1 000	1 000	3 500	1 000	
ATEA AVENIR TOUT EN ART		2 750					1 000	
BIG BANG BALLERS					1 800		1 000	
BILLARD CLUB GRENOBLOIS		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
DAUPHINE SKI ALPINISME		1 500	1 500	3 600	3 600		1 000	
GROUPEMENT ISERE FNATH				1 000		1 000	1 000	
SOHDEV SANTE ORALE HANDICAP DEPENDANCE VULNERABILITE		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
ASS SCLEROSES PLAQUE RHONE ALPES	1 000	2 700	1 000	1 000	1 000		1 000	0%
CLUB COMMUNICATION GRENOBLE ET ISERE	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0%
COMITE TRAITE NEGRIERE ESCLAVAGE	1 000	1 500	1 500	1 500	2 000	1 500	1 000	0%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
UNI REG ASS PARENTS DEFICIENTS AUDITIF	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0%
AXES	1 500	1 500	1 500	1 500	5 800	1 000	1 000	-33%
CERCLE DES ELEVES INGENIEURS DE L'ECOL	1 500	1 500	1 000	1 750	1 058	1 000	1 000	-33%
MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	1 500	1 500	1 200	1 000	1 000	1 000	1 000	-33%
COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES	3 000	31 500	15 196	30 500	10 600	18 400	1 000	-67%
ASSO SPORTIVE DU COLLEGE AIME CESAIRE							1 000	
ASSOCIATION MODUS OPERANDIS							1 000	
ASSOCIATION PERINATAL ALPES ISERE APAI		400					1 000	
COLLECTIF D'ACTION ET PROMOTION ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTES					1 000		1 000	
COMITE D'ACTION D'AIDE AUX REFUGIES DU CABINDA							1 000	
CTRE ACCUEIL SOLIDARITE ISERE ARDECHE						800	1 000	
GRENOBLE CHARTREUSE VOL LIBRE				500	500		1 000	
INSTITUT DES METIERS ET DES TECHNIQUES						1 000	1 000	
INTERSTICES							1 000	
LES VOIES D'ELLES							1 000	
LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'ISERE	500	500					1 000	
RELIEF DOCUMENTAIRES EN DAUPHINE							1 000	
WEB IN ALPS							1 000	
SPIRIDON CLUB DAUPHINOIS					700	827	937	
COLLEGE CHARLES MUNCH			1 160	1 500	1 300	600	900	
IGEM GRENOBLE					1 000	1 000	900	
CLUB RAVIER PIQUET	400	500	400	400	900	400	900	125%
UNION QUARTIER GARE JEAN MAC E M FOURNIER	400	800	900	900	900		900	125%
STE DES AMIS DES ARTS	900	900	900	900	900	900	900	0%
38 GLOBULE	2 000		1 500	500	1 500		900	-55%
ENFANTS DU TAMIL NADU	5 000	200	1 000		700	1 500	900	-82%
LIBRE FAMILIALE RENCONTRES DETENTE VIG	400	1 100	1 500	1 300	1 000	800	860	115%
MAISON DU RAPATRIE CCDRI							850	
COLLEGE EUROPOLE			2 800	400	1 300		800	
CLUB AMITIE EDMOND FLEG	400	400	400	400	400		800	100%
CONT GRENOBLE PAR FAM AMIS GAIS LESB	500	500	800	2 495	1 600	800	800	60%
FEDERATION NAL ASS RETRAITES ARTISANAT	800	800	800	800	800	800	800	0%
GUC TRIATHLON	1 000	1 000	800	800	800	800	800	-20%
MILLE PATTES GRENOBL TRIATHL	1 000	1 000	800	800	800	800	800	-20%
SHIN DO KARATE SHOTOKAN	1 000	1 000	800	800	800	800	800	-20%
LYCEE GENERAL INTERNATIONAL STENDHAL	1 500			900	1 500	1 400	800	-47%
ASS PATRIMOINE INDUSTRIE DAUPHINE	1 600	800	800	800	800	800	800	-50%
ALP EUROPE		500	500	500		600	800	
ASSOCIATION BOUGER ENSEMBLE							800	
ASSOCIATION DES GABONAIS DE GRENOBLE							800	

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
CUISINE AMITIE			400	400	400		800	
OSEZ LE FEMINISME 38							800	
SAVOIRS POUR REUSSIR		1 000		1 500	1 500	1 000	700	
ARTS MELES	700	700			700		700	0%
ASSOC PARITE METIERS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	1 000	1 500					700	-30%
BEST INPG	1 600	1 800	2 100	1 400	1 200	1 400	700	-56%
LYCEE PROFESSIONNEL ANDRE ARGOUGES	3 000	16 475	4 120	8 600	2 550	600	700	-77%
ASSOCIATION FRANCAISE DE CULTURE HORS SOL							700	
ETUDIANTS MASTER PROF DIFFUS CULTURE						300	700	
COLLEGE CHAMPOLLION				1 000	1 400	1 300	600	
CONJOINTS SURVIVANTS DE L ISERE	300	300	300	500	500	500	600	100%
SPORTIVE BEAUVERT GRENOBLE	750	750	600	600	600	600	600	-20%
ASSOCIATION FRANCAISE DES FEMMES	800	800	1 200	600	600	600	600	-25%
ASSOCIATION AMITIE LOISIRS DECOUVERTES	1 400	800	1 400	900	1 400	700	600	-57%
LYCEE INTERNATIONAL EUROPOLE	7 870	3 185	2 500	1 500	2 700	500	600	-92%
COLLEGE STENDHAL	1 000						600	
ASS PROGEACTION					231	242	503	
JEUNESSE OLYMPIQUE DE GRENOBLE				2 000	950	2 519	500	
LES DIABLES BLEUS DE GRENOBLE				1 500	500	500	500	
OURALPES				1 500		1 000	500	
VIVRE SANS ALCOOL		400	800	500	500	500	500	
ASS FAM TRAUMA CRAN 38 AFTC CLEF38	350	350	500	500	500	500	500	43%
UNION QUARTIER FOCH AIGLE LIBERATION	400	400	500	500	1 000	500	500	25%
UNION QUARTIER HABIT ILE VER TE	400	500	500	500	888	500	500	25%
ADFI ASS DEFENSE FAM INDIVI DUELLE	500	500		500	500		500	0%
COM LIAISON ASS BENEVOL HOPITAL GRENOB	500	500	500	500	500	500	500	0%
DAUPHINOISE LARYNGECTOMISE ET MUTILE VOIX	500	500	500	500	500	500	500	0%
EDUCATION PAR L ART EPA	500	500	500	500	500	500	500	0%
HANDI CAP EVASION 38	500	500	500	500	500	1 000	500	0%
NOVA GERACAO CAPOEIRA ASSOC	500				1 800	2 000	500	0%
VIE LIBRE MOUVEMENT ASS	760	760	760	500	500	500	500	-34%
ALMA ALLO MALTRAITANCE	1 000	550	350	350	350	350	500	-50%
UNION QUARTIER MALHERBE MME DOUX MARTINE	1 350	1 900	1 500	1 500	1 000	500	500	-63%
UNION QUARTIER EAUX CLAIRES	1 400		500	1 500	1 000	1 000	500	-64%
ASSOC HABITANT BALADINS GEANTS	1 900	400	500		9 584	9 235	500	-74%
UNION POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE HOCHÉ	2 000	1 225	800	500	500	500	500	-75%
UNION HABITANT QUART BAJATIE RE	2 400	400	500	1 500	500	500	500	-79%
UNION QUARTIER CENTRE GARE	2 700	1 400	2 000	2 000			500	-81%
ALPES MODEL UNITED NATIONS				350	1 000		500	
FORUM REFUGIES COSI							500	
GRENOBLE INP VOILE							500	
INRIA RHONE ALPES							500	
LA MELEE ALPINE							500	
MAISON DES ARTS PLASTIQUES DE GRENOBLE ET DE L ISERE							500	

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
HAND AMITIE MEYLAN	300	300	1 400	400	400		400	33%
ADACI	400	400	400	400	400	400	400	0%
CLUB LIBERATION	400	400	400	400	400	400	400	0%
CLUB LUCIEN REVOL 3E AGE	400	800	400	400	400	400	400	0%
CLUB RENE LESAGE	400	400	400	400	400	400	400	0%
CLUB RETRAITES PRERETRAITES PINAL GARE BASTILLE	400	400	400	400	700	700	400	0%
GRENOBLE VILLE GYM ET RANDO	400	400	400	400	400	400	400	0%
LA FARANDOLE ST BRUNO EHPAD	400	400	400	400	800	800	400	0%
LOISIRS ET SOLIDARITE RETRAITES ISERE	400	400	400	400	400	400	400	0%
ALCOOL ASSISTANCE	500	500		400	400	400	400	-20%
AMEDIE	500		1 000	500	500	600	400	-20%
DAUPHINE TAEKWONDO CLUB	500	500	400	400	400	400	400	-20%
CLUB 1900 ABBAYE JOUHAUX	400		400	400		400	400	
CLUB DE L AMITIE	400	400			400	400	400	
CLUB NINON VALLIN	400	500		400	400	400	400	
LEV TOV		400	400	300	400	400	400	
PARENTS ENSEMBLE	150	200	200	400	400	400	400	
RESIDENTS DES ALPINS	500	400	400		400	400	400	
RETRAITES DE LA CITE	400	400				550	400	
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE	800	800		800		550	300	-63%
ASS ACADEMIE GRENOBLOISE AIKIDO	300	300	300	300	300		300	
CERCLE UNIVERSITAIRE DES BUREAUX DES ARTS							300	
LES AMOUREUX DE LA PLACE DE METZ					500	500	300	
TEAM ECO G							300	
ASSOCIATION DES ETUDIANTS SAGE FEMMES DE GRENOBLE							200	
LES AMIS SANS FRONTIERES							200	
UNION DEPART DES COMBATTANTS VOLONTAIRES DE RESISTANCE FRANCAISE	150	150	150	200	200	200	200	
AG COMPT ECOLE ARCHITEC GREN					14 250			
AJAFIA/JUGES ADMIN ALLEMANDS ITALIENS ET FRANCAIS		10 000						
AJFMI/AMICALE JEUNES FRANCO		1 450	1 000	500				
AMICALE UNDERGROUND			1 000			2 500		
ARMEE DES ZOMBIES						3 000		
ARMF			1 500	1 000				
ARTISENS				1 500	1 500	3 000		
ASS FRANCAISE LYCEES HOTELLERIE ET TOURISME				4 000				
ASS GESTION INITIATIVES LOCALES		82 611	45 000					
ASS PIONNIERS COMBATTANTS VOLONTAIRE DU VERCORS M HUILLIER DANIEL						4 000		
ASS POUR GESTION DURABLE L ENERGIE		1 524	3 500	7 000				
ASS REGIONALE DES PROFESSIONNELS DU DSU RHONE ALPES					6 000			
ASSO DES ANCIENS ELEVES LYCEE CHAMPOLLION		3 000						
ASSO FRANCAISE DE CULTURE HORS SOL						4 000		
ASSOC EUROPEENNE THERAPIE COMMUNAUTAIRE INTEGRATIVE AMIS QUATRO VARAS		3 500						

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
ASSOCIATION LA VOIX DU HERISSON		6 500	4 100					
ASSOCIATION SOL ALPIN					7 500	5 000		
ASSOCIATION T O R E		6 000	2 000					
ATOOTS SERVICES			5 000					
AVIS AUX INTERESSES			3 000					
BANDE EN MARGE		1 500	1 500					
BIM BIM		3 000						
C R I D						1 000		
CAMERA AVENTURE		10 000						
CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS D ENTREPRISE CJD					3 500			
CIDEM		2 000	2 000					
CINAL			5 000					
CINE VILLENEUVE		3 000		2 000	2 000	2 000		
CITOYEN EN HERBE		2 500	1 500	536	4 000			
CLUB VEHICULE ELECTRIQUE		1 000		1 000	900			
COLLECTIF DES HABITANTS DE JOUHAUX		1 500	3 600	750	4 897	1 500		
COMITE DE JEUX DE STIMULATIO N DU DAUPHINE					6 398			
COMITE ETABLISSEMENT STMICROELECTRONICS		3 000						
COMITE FRANCAIS POUR L UNICEF				20 000				
COMITE JUMELAGE - DISTRICT BETHLEEM			6 500					
COMITE ORGANITSAT° 67EME SESSION INTERN PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES					3 000			
COMME C EST CURIEUX		4 000				700		
COMPAGNIE ADRIEN M			8 000					
COMPAGNIE CICERONE			8 000					
COMPAGNIE IMP ACT						1 000		
COMPAGNIE MOEBUS				8 000				
CONSULAT GENERAL DU CHILI				5 000				
CORIDYS ISERE		1 000	1 000	1 000				
CORPORACION URRACAS				5 000				
CRESS RHONE ALPES						5 000		
CRISTAL LYRICS						1 000		
DEBOUT JUSQU AU BOUT		400		400	2 900	550		
DIR DEPART AGRICULTURE			7 000					
DOLMA ENFANTS DU TIBET			1 000					
DOUBLE AFRIQUE		1 000						
ECLIPSE			1 000					
ELECTRICIENS SANS FRONTIERES					10 000			
ENAC				2 000	2 000			
ENERGOS				5 000				
EQUIPE RECHERCHE HISTOIRE SPORT		1 000	1 000	500		500		
FOYER DE L ETUDIANTE RESIDENCE INTERNATIONALE			9 600			2 500		
FRATERNITE DES RESIDENTS DE TEISSEIRE			4 000		3 000			
FUBICY VELOCITE		3 000						
GRENOBLE KARATE ACADEMY				3 000				
GROUPE CHEQUE DEJEUNER		2 500	7 500					
GRPT EMPLOYEURS INSERTION QUALIFICATION NORD ISERE ET ISERE		5 000						

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
RHODANIENN								
IDHIL		20 000						
IMF FIOM				3 000				
INFINI DEHORS THEATRE		2 000	5 000					
INITIATIVE METAUX BIOLOGIE GRENOBLE						11 000		
INJEP				3 876				
INOVALLEE					5 000			
L OISEAU BLEU				9 000				
LA CASE			5 400	3 000				
LA METAMORPHOSE				1 500	1 000	600		
LA RELEVÉ			5 000					
LES DIVERS GENS						6 940		
LYCEE GENERAL ET TECH EMMANUEL MOUNIER		1 645	6 300					
LYCEE PROF JEAN JAURES			1 800	2 200	2 300			
LYCEE PROFESSIONNEL GUYNEMER				3 336	4 300			
MEDECINS DU MONDE - MISSION GAZA			10 000					
MEDIC LPS						10 000		
NOUVEAUX HORIZONS						3 000		
OBSERVATOIRE DE LA SANTE REGION RHONE ALPES					10 160			
ONG		1 000	9 000					
OPERA POUR TOUS			10 000					
PETITS BATONS PRODUCTION					7 181			
PEUPLADE DEVELOPPEMENT		12 000						
RAID INPG		1 000	1 000	1 650	800	800		
RESEAU CURIE				10 000				
ROBINSONIA		9 870						
SANISERE					3 000			
SCENE EN VIE		1 500	2 000	1 500	2 000	2 000		
SERENIS ASSURANCES		5 000						
SOCIETE NOUVELLE ACTIBAT						8 000		
SOUL STAND				2 000	2 000			
SOURDS DE GRENOBLE 38		1 200	1 500	1 200	3 000			
STYL O STYL		4 000		3 000	3 000			
SURVIE ISERE ASS			2 700	2 700				
TAO ARTS VIVANTS				9 000				
TEAM ISERE MONTAGNE			1 500	8 133				
THEATRE DE L HOMME RIDICULE			9 500	10 000				
THEATRE DE L ORANGE BLEUE C O MICHEL CHAIX		1 000	2 000					
TRADSCH MIOUSIC		3 000						
UBIFRANCE		7 500						
UN EURO NE FAIT PAS LE PRINT			1 500			3 400		
UNDERGROUILLE		3 000						
UNION GENERALE DES ETUDIANTS DE PALESTINE		7 000						
UNION HAB QUART ABBAYE JOUHA UX			2 500	500	500			
UNION NATIONALE DES SPORTS SCOLAIRES						6 500		
FED REG MAISONS JEUNES CUL T	422 919	438 811	210 780	518 764				23%
MAISON DES HABITANTS BALADINS ASSOC	293 401	286 555	284 320	298 769	302 920	289 221		-1%

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
A COEUR JOIE ASS CULTURELLE	5 000							
A E F CR LES PETITS ARLEQUINS	32 000		68 000		56 000	56 000		
A JEU EGAL	1 200	1 200	800	940	200	350		
ACCUEIL AU 120	5 000	2 700	4 000					
ACCUEIL LIEU TRANSI HEBERG ECOUTE ACCO	4 500	3 500	4 500	4 600		3 500		
ACMAD ASS CREAT MUSEE ARTISTIQUE DAUPHINOIS	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500			
AD LIBITUM	6 000							
ADAEP	15 000							
ADAJE FESTIVAL JEUX ESPRIT	7 500	7 500	7 500	8 771				
AFIPAEIM	1 100	1 100	1 000	1 000				
AGENCE PHOTON	5 000	15 000	15 000					
AGF SCOP ENTREPRISES	5 000			7 500				
AIDE A SCOLARITE ENFANTS TZIGANES	3 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 000		
AIDE FAMILIALE POPULAIRE	1 530	1 530	1 530	1 530				
AIDE INFORM VICTIMES AIV	8 500	16 200	10 000	20 000	10 000	20 000		
ALEGRIA	12 000	12 000	8 000	1 200				
ALFA ASS LOC FEMMES ALGERIENNES	500			1 000	1 400	1 300		
ALLERLEI	3 453							
ALLIANCE FRANCAISE DE GRENOBLE	1 500		1 000			1 800		
ALP COMPO NUMERICA	108							
ALPIES	5 000			3 000				
AMICALE DU NID DE L ISERE	1 500	1 500		2 000				
AMICALE POLONAISE DAUPHINE	1 600	1 600	1 000					
AMITIE FRANCE RUSSIE CEI	500	1 400	1 500					
AMITIE PAYS BALTES	1 500		1 500		1 700			
ANC COMBAT RESIST ARMENIE A	12 393	150	150	130	130	130		
ARC EN CIEL FRANCE MAGHREB	640	640	640	640	640	640		
ARIST RECH INSER SOCIAL TRISOMIQUES	4 600	4 100	600	600	1 600			
AS IEPG	3 000							
ASCOPARG	7 623	7 623						
ASHWATTHA	800	3 800						
ASS AREMDAT	1 500	1 500	1 500	3 000	1 500			
ASS ARMENIENNE CULTURELLE DE GRENOBLE (AACG)	2 000	2 000						
ASS AUX FILS DU TEMPS	2 500	2 500						
ASS CREATION RECHERCHE OUTILS D EXPRESSION	6 000				1 500			
ASS DES MEDECINS DE GRENOBLE AM2G	5 000	2 500	5 000	5 000	2 000			
ASS FRANC POLONAISE KRAKOWIA K	3 250	1 500						
ASS FRANCAISE OPERES COEUR	800	800	800	800	800			
ASS GESTION ECOLE FRANCAISE PAPETERIE	5 000	400	400			500		
ASS INFORMAT SOIN ALCOOLOGIE TABACOLOG	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000			
ASS LIAISON ISERE COMITE ENTRE SIMILAI	8 000	5 000						
ASS MUSEE SCIENCES MEDICALES	1 000	700	700		1 400			
ASS POUR DEVELOP AGRICUL DANS L Y GREN	10 650	7 650	8 000	8 000	8 000			
ASS POUR UN JUDAISME PLURALISTE	800	800		500		500		
ASS TUNISIENS ISERE CITOYENS DEUX RIVES	3 000	3 000	3 000	1 000	2 000	1 000		

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
ASSIL	830	120	438	400	850			
ASSOC DE SOLIDARITE INTERNATIONALE	1 000	1 000	3 000					
ASSOC FRANCAISE DE MECANIQUE	4 000							
ASSOC NAT ANCIENS MAQUIS GRESIVAUDAN	100	100	100		100			
ASSOCIATION AGORA PEUPLE ET CULTURE	15 900		2 000	4 000		500		
ASSOCIATION BEAUMARCHAIS COLLEGE ND DE SION	9 165	7 771	6 481	1 568				
ASSOCIATION HEXAGONE SCENE NATIONALE DE MEYLAN	6 000							
ASSOCIATION RUE DE L ENFANCE	20 749	10 616	15 908	8 836	3 800			
ATIP	22 000			10 000	2 000			
BOUCHERIE REMY	4 666							
BTS TOURISME SECTION VPT	3 000							
BURKINA FLORE	3 000							
CAFET ASSOCIATION IUFM	1 000	2 000	2 000			700		
CAISSE ALLOCATION FAMILIALE	8 000							
CARREFOUR DU BENEVOLAT	5 500	3 200	3 200	3 400				
CEIK COMITE ECHANGE ISERE KIVU	1 800				1 000			
CENTRE CULTUREL DE LA CITOYE	3 000							
CENTRE EQUESTRE DU ST EYNARD	1 600	1 600	1 280					
CENTRE PREVENTION CESPA	3 800	3 800	3 000	3 000	3 000			
CERCLE LAZARE BERNARD	2 700	1 840			1 150			
CH2 CONNEXION HIP HOP	28 000	31 000						
CHAMBRE SYND DES CHARCUTIERS TRAITEURS DE L'ISERE	3 000							
CHOEURS DES UNIVERSITES DE GRENOBLE	900	900		500	500	500		
CINEX ATTELIER DU CINEMA EXCENTRIQUE	3 000							
CITE EN FORM ASSOC	3 000	5 915	3 000	5 800	3 600			
CITE SANS FRONTIERE	2 500	2 500			2 000			
CJDES	5 000							
CLUB ALPIN FRANCAIS DE L ISERE	1 500	1 500				800		
CLUB DE LA PRESSE DE GRENOBLE	15 250		38 200		42 200	40 000		
CLUB DES CREATEURS ET DES RE	2 960							
CLUB SAINT BRUNO 3E AGE	400	400	600	400	400	550		
COLLECTIF DES HABITANTS D AB	1 100	1 100	1 500		500			
COLLECTIF DES HABITANTS DE MISTRAL	500	2 500						
COLLECTIF INTERASSOC GAYS ET LESBIENNE	1 604	1 400	1 000	970	1 000	2 100		
COLLECTIF MELEE	3 000							
COLLECTIF VARIATIONS	6 774							
COLLEGE LES SAULES	1 600		1 250			1 800		
COMITE ATD QUART MONDE	2 500	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		
COMITE COORDINATION ORGANISATIONS JUIVES	4 000	4 000	3 000	3 000	3 000	3 000		
COMITE DE JUMELAGE GRENOBLE PHOENIX	2 000	3 100	7 000	500				
COMITE DE JUMELAGE GRENOBLE REHOVOT	1 000			2 000				
COMITE DEPARTEMENTAL DE BOULE DE L ISERE	3 000				20 000			
COMITE JUMELAGE GRENOBLE KAUNAS	680	5 900				1 350		

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
COMITE ORGANISATION EXPOSITIONS DU TRAVAIL	1 000							
COMITE SOCIAL DU PERSONNEL DE LA VILLE DE GRENOBLE	200							
COMITE TCHETCHENIE GRENOBLE	2 000	2 000		1 500				
COMMERCANTS DE L ARLEQUIN	3 500							
COMMERCANTS ET DEVANTURE DE LA RUE CHENOISE	2 980							
COMMERCANTS GD PLACE	9 500	9 500						
COMPAGNIE ADELANTE	3 000	3 000				4 000		
COMPAGNIE DIT/ SEYFRIED R ASSOC DANSE IMAGE THEATRE MME CECILE ACHARD	4 500							
COMPAGNIE LA SAILLIE	7 500	28 500						
CONFEDERAT SYNDICALE DES FAMILLES UNION LOCALE	12 485	22 000	18 000	24 600	31 450	33 800		
CONTACT	800	800	800	800	800			
COOP SCOL PAUL MISTRAL MAT	2 417	1 756	3 388	1 765	2 723	1 538		
COOP SCOL PAUL MISTRAL MIXTE	4 800	5 299	8 636	5 477	4 581			
CRATERRE POIDS LOURD MERCEDES	5 000	5 000						
CSF CONF SYNDIC FAMILLES UD	16 000	17 700	17 700	10 500				
CULTURE ET EDUCATION PERMANENTE	37 000							
DE L'AUTRE COTE DU MIROIR C/ CCNG	15 000	17 000	13 000	12 000				
DEP PR DON ORGANES TISSUS	800	800	800	800				
DIFFUSION BIOLOGIE STRUCTURA L DE GRENOBLE	1 200	4 000		1 000				
DISPOSITIF ANIMATION JOUHAUX	273 524	208 361						
DRUGI MOST	14 000	12 500						
ECLAIR RESSEMELAGE	102							
ECLAIREUSES ECLAIREURS FRANCE	2 000	4 000	1 600	2 000				
ECOLE JUIVE DE GRENOBLE	17 831	14 495	13 608	11 401		24 564		
ECOLE MAIMONIDE	9 155	10 660	8 014	17 658	7 092			
ECOUTE DEUIL	1 300	1 100	1 100	1 100				
EDUG ECOLE DE DANSE DES UNIVERSITES DE GRENOBLE	1 200	3 000	2 800		1 000			
ENSEMBLE LYRIQUE DE L'ISERE	1 000							
ENTRE'ART	1 250	14 250	10 000					
EPICURIA	9 920							
ETUDE ET CULTURE	1 500	1 500						
FEDERATION FRANCAISE ATHLETI	5 000							
FEDERATION FRANCAISE CLUBS ALPINS MONTAGNE	4 000	6 000	4 000					
FIGURES LIBRES	22 000							
FLUID IMAGE CCSTI LA CASEMATE	6 000							
FOLIES DOUCES	3 277							
GARAGE DES VIOLETTES	7 291							
GAZ ELECTRICITE GRENOBLE GEG SAEML	92							
GRENOBLE BOXE FRANCAISE	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100		
GRENOBLE EAUX VIVES CANOE KAYAK	6 200	6 200	6 200	6 200	7 300	6 200		
GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT	4 500	1 500	2 700	3 500	1 500	1 500		
GRENOBLE JUDO	18 000	26 906	9 536					
GRENOBLE KARATE CLUB	1 000	1 000	500	500	500	500		
GRENOBLE MEYLAN UNIVERSITE CLUB	12 000	24 000	12 000	12 000				
GRENOBLE UNIVERSITE	80 000		85 000	85 000				

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
GROUPE COMMERCANTS COURS BERRIAT	11 200				4 000			
GRP RECHERCHE SUR ECHANGEURS THERMIQUES GRETH	1 500	1 500	1 500					
GUC CENTRAL	3 000							
HOTEL SOCIAL U E S /HOTEL VERCORS	10 000							
INSTITUT GEOGRAPHIE ALPINE 100 ANS	3 000							
INSTITUT RECHERCHE INFORMATI	2 000	500	1 000	500	2 600	1 000		
INTENDANT COLLEGE V OLYMPIQU UTILISER MODE REGT 1	5 347	3 715						
INTER FACE ELECTRONICS	4 000	4 000						
KAINA CINEMA	3 000							
KARATE GRENOBLE HOCHÉ	1 000	1 000	800	800	800	800		
KOLEXI	4 000	3 000						
L ATELIER	3 000	13 198	6 000	13 000		5 000		
LA BOUTURE LES DECROCHEURS	7 000		5 000	2 000				
LA GRANDE TRAVERSEE DES ALPES	3 500							
LA PASSION DU BOIS	7 500		7 500	4 000	4 000			
LA SIMANDRE	2 000	2 000	2 000	2 000				
LA TROUPE DE PAS SAGES	5 000	2 500				2 000		
LE GRAND JETE	3 000	3 000	4 000	3 000	2 000			
LE LAC	400	400	400	400	400	600		
LE MONTESQUIEU	400			1 700	820	400		
L'ECHOPPE	4 000							
LEP JEAN JAURES	1 500	2 200						
L'EPITHEATRE	4 000	4 000						
LES AMIS DE FRANCK NOGENT	6 000	3 860	5 000	5 000		5 000		
LES INACHEVES	5 000		5 000	5 000				
LES JARDINS DE LA SOLIDARITE	13 820	10 000	11 000	10 000				
LETTRING SERVICE	646							
LIFE IS NOT A PIC NIC	3 000				6 500			
LYCEE POLYVALENT VAUCANSON	3 832	3 280	3 276					
LYCEE PROFESSIONNEL VAUCANSON	3 706							
MADE IN THEATRE	7 000	7 000	10 000	6 000	3 000			
MAISON DE LA PHOTOGRAPHIE DE	3 000		2 500	2 500	2 500	2 500		
MEMOIRES D AFRIQUE	14 000	10 000						
MILENA ANNEXE	178	2 688						
MONA	3 000	2 000	1 200					
MUSEE DEP RESISTANCE DEPORTA TION	2 100	2 100						
MUSIC VIVALDI/ M LAUXERROIS	3 000	3 000						
MUSIC ACT	9 000	9 000	9 000	9 000	7 000			
MUSIQUE ESPERANCE ET SOLIDARITES	600	800	1 450	1 550	650	650		
MUSTRADDEM DEDALE	1 000	2 000			5 000	5 000		
NANGADEF	3 500	2 000	2 000					
NARAVAS	5 000							
NARKOLEPSY	600	600	1 100	1 200	1 200			
OBJECTIF 1ER EMPLOI URIS RHO	3 900	3 900						
OBSERVATOIRE ASSOCIATIF LOGE ME	5 000	4 000						
OBSERVATOIRE INTERNA DES PRISONS - GROUPE LOCAL D'OBS MAISON D'ARRET D	1 300	1 500						
ODPS OFFICE DEP PROTECTION SIDA	2 300	2 300	2 300	2 300	2 300	2 300		
OFFICE DE LUTTE CONTRE LE CANCER	1 500	1 500	3 000					
OFFICIERS MARINIERS EN RETRA	153							
OGEC ECOLE SAINT FRANCOIS DE SALES	21 600	21 090	22 230	22 230	21 379	20 650		

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
ORGECO	1 500		1 500	1 500		3 000		
PARATEAM CLUB	1 500	1 200	1 000		1 000			
PIN DE VIE LA TRAVERSIERE	5 000	6 000	6 000	6 000	6 000			
PIONNIERS DE FRANCE ENJEU DE	2 500	2 500	2 000	2 000				
PLUM LIRE	1 000	1 000	1 500			1 500		
RECIT RESEAU ECOLES DE CITOY	10 000							
RETRAITES ALGERIENS DE L'ISE RE	1 000	1 000	1 000					
REVES RESEAU EUROP VILLES R	5 500							
S.I.E.G.E. SYNDICAT	69 348							
SEMI EUROPE GRENOBLE OFFICE	7 500		20 000	10 000	17 010	8 000		
SOLIDARITE ALGERIENS ISERE ASS	3 000				6 000			
SOS ESC GRENOBLE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE GRENOBLE	3 000							
SPORT USEP A FRANCE MIXTE	2 951	6 492	4 900					
STARA ZAGORA	3 000							
TANDEM HANDICAPES VALIDES	350	1 400	500	1 350				
TELEGRENOBLE	3 000							
TIP TOP EMPLOI	9 900	12 500						
TRANS TOURISME ISERE	8 000	5 000						
UMIH38 CHAMBRE INDUSTRIE HOTELIERE DE L ISERE	2 000		1 600					
UN P TIT VELO DANS LA TETE	4 573		3 558	1 273	1 273			
UNCCAS UNION NATIONALE CENTRES COMMUNAUX ACTION SOCIALE	20 000							
UNION COMM BD JOSEPH VALLIER UCBJV/ SEFERIADIS	6 000							
UNION DEP SYNDICAT CFTC	5 080		5 150					
UNION DES TROUPES DE MONTAGNE	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000		
UNION LOCALE SYNDICATS C G T	19 053	19 053	18 860	18 860	19 100	19 100		
UNION PECHEURS ISERE	2 825	2 900	2 100	2 100	3 100	1 387		
UNION QUARTIER TEISSEIRE	1 570		1 598	1 000				
UNION SPORT GRENOBLE VILLENEUVE	3 100	3 100	1 500	1 500	1 500			
UNIVERSITE FRANCO ITALIENNE	5 000	1 500						
VIVRE AUTONOME	10 000	10 000	8 000	6 500				
A3TS						4 000		
AAA ASSO AGENCEMENT DES ACTIVITES		3 000	4 000	4 000	4 000	4 000		
AARFA ASSO ALPINE RECH FORM AUTISME		950						
ABAG LES ABATTOIRS	1 914							
ACCUEIL PAYSAN ISERE	2 000							
ACTION CONTRE LA FAIM					20 000			
ACTIS OFF PUBLIC AMENAGT LOG				6 000				
ADEQUATION CHOCOLAT PASSION			500					
ADOMA		1 000						
ADPMI		7 000	1 000					
ADVOCACY GRENOBLE ISERE		500						
AE2M ADAPTATION ERGONOMIQUE MATERIEL MUSICAL				4 000				
AEMG ASSOCIATION					800			
AFEI FEMMES ELUES DE L ISERE	500	500						
AFIL AMICALE FRANCE ISERE LIBAN	1 000			500	200			
AFIPAEIM IME H DAUDIGNON		170						
AFLM GRENOBLE LUTTE MUCOVISCIDOSE	700	800						

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
AFRO CULTURES				1 500				
AGENCE EDUCATION PAR LE SPORT				30 000				
AGENCE IMMOBILIERE DELPHINE TEILLAUD				1 100	1 300			
AGENCE NOUVELLE DE SOLIDARITES ACTIVES		27 000						
AGENT COMPTABLE SECONDAIRE CNRS DR					1 500			
AGILETOYOU					1 000			
AGOURCHIK	1 000							
AHESG	600	600						
ALCAJE				300				
ALHPI GEM			550					
ALLIANCE FRANCE MEDITERRANEE	1 180		700					
ALMO/ASS LOCATAIRES MALHERBE		450	1 194					
ALTERMONDES INFORMATIONS						1 000		
ALTERVIE ASSOCIATION					6 000			
AMAQ TRES CLOITRES MOSAIQUE DES ACTEURS DU QUARTIER				1 000				
AMEXI ATELIER MOBILE D EXPRESSION ET D INSERTION					1 000			
AMICALE ANCIENS MARINS COMBA TTANTS ET AMIS DE LA MARINE DE GRENOBLE E	153	150	130	130				
AMITIE FRANCE RUSSIE CEI DROUJBA38			500	1 000				
AMITIE FRANCO INDIENNE NAMASKAR					578			
ANCIENS ELEVES ECOLE LIBRE D APPRENTISSAGE			1 500					
ANIMALOOK	292							
APASE ASSOC POUR LA PROMOTION ACTION SOCIO EDUCATIVE		8 000			1 050			
APOG/ASS ANCIENS ELEVES POLYTECHNIQUE GRENOBLE	575							
ARC NUCLEART		8 000						
ARCHITECTES SANS FRONTIERES DELEGATION GRENOBLE			1 500					
ARIANE PRODUCTION		11 200	11 000	10 000				
ART DANS DESIR	800							
ART PHOTOS					800			
ARTHAUD CHAPITRE LIBRAIRIE DU SAVOIR	819							
AS USAGERS EQUIP SOCIOCULT BAJATIERE			210					
ASEAI	400	400						
ASJVO/ASS SPORTIVE JEUNES VI		500						
ASPTT GRENOBLE SKI	800	800						
ASS ANCIENS COMBATTANTS RESIST ANACR	1 700	500			300			
ASS COLLEC ENF PAREN PROF ISERE SAVOIE			3 000					
ASS DES CORATINS GRENOBLE	1 000					1 500		
ASS DES PERES DE TEISSEIRE	355	1 260	220	645				
ASS FAMILLES RESIDANTS HOTEL DIEU BAJA	450	400		400		800		
ASS FRANCAISE CONTRE LES MYOPATHIES			400		400	400		

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
ASS GESTION FESTIVAL DE JAZZ DE GRENOB	94 000	93 000	93 000	93 000				
ASS GRENOBLE ISERE ROUMANIE		500			800			
ASS ISERE ALZHEIMER ISALTA	600		800	400				
ASS LES P TITS PLATS DANS LES GRANDS						900		
ASS LOISIRS ET CULTURE MALHERBE	202 011	205 883	202 898	112 726				
ASS OBSERVATOIRE ISEROIS DE LA PARITE				1 000		1 000		
ASS PALAIS DES SPORTS GRENOBLE ISERE	650 000							
ASS SPORT GRENOBLE DAUPH FOOTBALL	400	400						
ASS SPORTIVE UNIV PIERRE MENDES FRANCE						1 500		
ASSO ORGANISATION GRANDS EVENEMENTS AUTRANS			50 000					
ASSO PROFESSIONNELS SANTE EXERCANTS EN PRISON		1 200						
ASSOC ALPES D AMITIE ALGERO FRANCAISE						1 500		
ASSOC DE L ORGUE DE L EGLISE REFORMEE				1 500				
ASSOC DES JEUNES CHERCHEURS DU CEA GRENOBLE						1 000		
ASSOC FRANCOPHONE POUR LA COMMUNICATION PARLEE						1 000		
ASSOC LES GENTIANES		400	400	400	400			
ASSOC SPORTIVE DU CEA ST MICROELECTRONICS GRENOBLE			500		1 000			
ASSOCIATION COULEURS BRASIL						900		
ASSOCIATION CULTURELLE DE L'				500				
ASSOCIATION CULTURELLE ET THEATRALE DES ETUDIANTS EN ITALIEN ACTE I					200			
ASSOCIATION D AIDE ET DE PREVENTION POUR LES MALADIES RENALES				1 000				
ASSOCIATION DAUPHINOISE DE KYUDO			300					
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE MJC DE L ISERE ADMJC 38	226 486	112 974		1 500				
ASSOCIATION DES FAMILLES ET AMIS DE L EPHAD NARVIK			400			400		
ASSOCIATION FRANCAISE INFIRMIERS DE DIALYSE TRANSPLANTATION ET NEPHROL				1 500				
ASSOCIATION LE CHORATRE	1 500							
ASSOCIATION LES DAUPHINES				1 000				
ASSOCIATION MAGUEY					300			
ASSOCIATION RESIDENTS ET FAMILLES D EHPA			400			300		
ASSOCIATION SPORTIVE DE GRENOBLE	450							
ASSOCIATION TWO IDEALS				1 000				
ASSOCIATION ZONE VERTE		1 000						
ATELIER DE LA CITOYENNETE		400						
ATELIER THEATRE IEP		800						
ATTAC ISERE			1 300					
AU DELA DES MOTS L IMAGE	1 000							

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
AUSCHWITZ BIRKENAU FAMILLES AMIS					500			
AUTONOME DE SOLIDARITE ISERE	1 000	900						
B NAI B RITH GRENOBLE		1 000						
BANZAI VENTS DU SUD	539							
BDE IUPCV	400							
C A DIRE/CLUB DES SECRETAIRE	1 500							
CEIBA		1 000						
CENTRE DE SOINS INFIRMIERS ABBE GREGOIRE	1 000							
CENTRE EDUCATIF ET SPORTIF D U FCG RUGBY	30 500	30 500	30 500					
CENTRE GENEALOGIQUE DU DAUPHINE		2 000						
CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES				2 000				
CENTRE REGIONNAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE	750	750						
CHATS LIBRES DE GRENOBLE ET DE L'ISERE	700							
CLUB 3EME AGE HECTOR BERLIOZ	400	400		400				
CLUB AMITIE L AIGLE	400	400		400	400	400		
CLUB EDELWEISS UN NAT RET PERS AG UVF	400	400	400					
CLUB ETUDES CELLULES EPITHELIALES DIGESTIVES						500		
CLUB JEAN MACE 3ÈME AGE	400							
CLUB LUCIE PELLAT	400	400	400	400	400	400		
CLUB MARVAL	400							
CLUB MUTUALITE	400	400	400					
CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION	1 000							
CLUB RETRAITES EAUX CLAIRES	400	400	400	400	400	400		
COLJOG			2 500					
COLLECTIF AMICAL DE JOUHAUX						300		
COLLEGE AMPERE AG COMPT	500							
COM LIBRE ST LAURENT RIVE DROITE ISERE						750		
COMITE DEPARTEMENTAL USEP			500					
COMPAGNIE ATIKA	1 500							
COMPAGNIE DE CHAUFFAGE	1 194							
CONSEIL DEPARTEMENTAL ST VINCENT DE PAUL						800		
CONTREPASSE	2 000							
CONVERGENCE INTERNATIONALE				800				
COOP SCOLAIRE MENON PRIMAIRE			455					
CRIJ RHONE ALPES	24 765	24 765						
CULARO SHOW FOOTBALL CLUB	800							
CULTURE AILLEURS		2 298						
CULTURES DU COEUR ISERE	1 000			1 000				
DAYERO				8 000	7 000			
DESIR D AILES			1 500					
DIALOGOS CON AMERICA LATINA				200				
DOLCE VITA	500		170					
DOLEANCES						2 000		
DUPOUY ADELAIDE					400			
ECOLES GRANDS PARENTS EUROPE			400					
ECTI ECHANGES CONSULT TECHNI INTERNATIONAUX		2 500						

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
EL BARCO		2 500						
ENCORPS AVENIR		5 313	15 800	4 000	11 000			
EPICE	600		600					
EPONYME				12 000	6 000			
EPPI ECOUTE PARTAGE PERSONNE			400	400				
ESCAPADE EN VILLE A GRENOBLE				1 500	250			
ESPOIR/COMITE ISER LUTTE CAN CER	800	800						
ESPRIT DE CORE		1 500						
ESRF SYNCHROTRON				6 500	8 000			
ESTIEM DE L'ENSGI	500		1 200					
ETINCELLE	2 500							
ETS PUBLIC DE COOP CULTURELL	5 122 600	3 365 600	3 365 600	1 608 600				
ETUDES ET CULTURES		2 500						
EUROPE INFO RHONE ALPES	500	500						
EVA LA BELLE			1 000					
EZAYANI AURELIE					2 164			
FAMILLES EN ISERE		2 000						
FEDER SYNDICATS BOULANGERIE			2 000					
FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES MOSQUEES DE L ISERE		836			543			
FEDERATION DES TRANSPLANTES ISEROIS				1 500				
FEDERATION NATIONALE ACCUEIL PAYSAN						2 500		
FEMMES EVASION	1 150	1 150						
FESTIVAL COURT METRAGE CINEMATHEQUE GRENOBLE	42 000	37 000	36 446					
FIAN RHONE ALPES		1 500						
FILMERRANT	1 500							
FONDATION AZOMBO		500	500					
FONDATION D AUTEUIL CENTRE PREFORMATION ST JM VIANNEY		2 000		4 500	4 500	4 500		
FONDATION DU CHAMP FREUDIEN		2 000						
FONDATION FACIM ASSOC					500	1 000		
FONDS ARMENIEN DE FRANCE		1 500						
FORUM SANTE GRENOBLE			2 300					
FOYER DE SKI DE FOND DE GRES	1 500							
FOYER SOCIO EDUCATIF DU LYCEE POLYVALENT ARISTIDE BERGES DE SEYSSINET						500		
FRANCOIS AU PETIT					240			
FUN TEAM	1 500							
GALLO/GROUPEMENT ACTIVITES L	2 500							
GIX IMMOBILIER GIBUS					1 100			
GLUCIDOC			800					
GRECO REGIE MUNICIP AUTONOME COMMUNICATION	175 000							
GRENOBLE ACCORDEONS	500			1 000				
GRENOBLE BOXE ANGLAISE	1 000							
GRENOBLE FOOT 38	122 000	122 000	122 000	122 000	61 000			
GROS GROUPE RESPONSABLE DE L'ORGANISATION SPORTIVE				1 800				
GROUPE MIR'ART		1 000						
GROUPEMENT ETUDIANT D ENSEIGNEMENT AUX PERSONNES			500		300	400		

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
INCARCEREES GNEPI								
GUC JCD	66 975	56 750	58 094	67 840				
GUEVILLE CHLOE MARIE					1 600			
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE BAJATIERE		200						
GYNECOLOGIE SANS FRONTIERES			500					
HABITANTS DU LYS ROUGE ET DE CAPITAINE CAMINE		400			500	500		
HALTEROPHILE CLUB GRENOBLOIS ASSOC					787	1 500		
HAMENNI OTMANE						1 500		
HANDICAP INTERNATIONAL				1 000				
HAPPY CULTURE	2 500							
IF IF BETWEEN						600		
IMMOSQUARE				1 300				
IMPULSION	1 500							
INSTITUT FORM TRAVAILL SOCIA UX				1 000				
INTERGENERATION LES DAUPHINS	400							
ISERE GERONTOLOGIE					2 322			
IUFM INSTIT UNIVERS FORM MAI TRES	2 000							
JARDIN COLLECTIF			2 000					
JASPIR PROD		1 300						
JEUNE CHAMBRE AGRICULTURE ISERE	500							
JONATHAN PIERRES VIVANTES ISERE PARENTS EN DEUIL		400			500	500		
JOURNEES CHIRURGICALES DE GRENOBLE	1 000							
JUMELAGE LA POSTE ET FRANCE TELECOM	300							
KAYOC PRODUCTION		2 000						
L AMICALE DE LA RESIDENCE NOTRE DAME					375			
L ETAPE		1 000	1 000					
LA CAVE AUX DELICES /MME LYS	1 789							
LA COMPAGNIE DES DOCS						750		
LA CONNEXION CELTIQUE		350	750			800		
LA DELPHINALE			600	600				
LA DOMICILE ATTITUDE	2 270							
LA MOMPOSINA				1 000				
LA MUTUELLE DES ETUDIANT LMDE		2 500	29 528					
LA PETITE ROULOTTE		10 000	10 000	12 000	15 000	12 000		
LACROIX JACQUEMARD IMMOBILIER				1 100				
LE CIL DU LOUP	500							
LE CLUB MUSIQUE DE L IEPG	400							
LE FUNAMBULE CIE						900		
LE JARDIN DES CAIRNS				1 500				
LE TEAM MHIYAUI		770						
LES 7 FAMILLES	2 000							
LES BLOUSES ROSES ANIMATION LOISIRS L HOPITAL	600		600					
LES CINEPHILES ANONYMES	800	800						
LES ENFANTS DU SILENCE		500						
LES FILS DE LA PLAGE			1 000					
LES MAM'S		1 000						
LES MAUVAISES HERBES GROUPE ART	2 000							

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
VIVANT								
LES PUIITS DU DESERT			1 000					
LIGUE DAUPHINE SAVOIE TENNIS	30 000							
LIGUE INTERNAT FEMMES PAIX LIBERTE	460	460	500	500	500			
LIGUE RHONE ALPES DE TAEKWONDO ASSOC					546			
LOCAL SCOP	2 000							
LOCATAIRES DES TROIS RUES LEON JOUHAUX LETONNELIER LAFOURCADE	200							
LRCG LA RONNADE CONSEIL GEST			1 800					
LYCEE DES METIERS HOTELIERIE ET TOURISME AGT COMPTABLE		1 500						
LYCEE PROFESSIONNEL THOMAS EDISON			1 000					
MAISON CULTURE PORTUGAISE	1 000							
MAISON DES ENFANTS (LA) FRANCAS VILLENEUVE	202 063	199 937	194 856	8 352				
MAISON DES RAPATRIES ISERE	2 300							
MIDI CHEZ VOUS	2 270							
MINISTERE AFFAIRES ETRANGERES						15 000		
MOTO CLUB DAUPHINOIS			1 000					
MOUVEMENT DE LA PAIX		425						
MUSICHORAL DE GRENOBLE	600	600	600					
NODULE MULTIMEDIA	1 200							
OBSERVATOIRE ZETETIQUE		500						
OCCE OFFICE CENTRAL COOP ECOLE		1 000			800			
ODYSSEE 4L	600							
OFFICE DE TOURISME					3 750	3 750		
OLYMP GREN TAE KWON DO	200	200						
OPTION DIAGONALE			1 500		1 000			
ORDRE DES AVOCATS				1 500				
ORDRE DU MERITE AGRICOLE DE L ISERE AMOMA 38						300		
organismes regroupés								
OUVRIERS TURCS DE GRENOBLE						701		
OVNI PROD		1 500	8 000	8 000				
PACT ISERE			16 500		4 600			
PARIS FLEURS PARIS FLEURS	1 736							
PATCH WORLD	1 500							
PELLISSIER RONZINO					1 300			
PELLISSIER RONZINO					1 100			
POLYTECH' GRENOBLE			800					
POLYTECH'GRENOBLE BOT			500					
PONY EXPRESS ENTR INSERTION			4 000	5 000	5 000	5 000		
PRESENCE BUREAUTIQUE	2 000							
PRO ART'S POLOGNE		1 600						
PRO PG				500	1 500	500		
PROMESS			300					
RASSEMBLEMENT DES TUNISIENS		500						
REGIE TELEPHERIQUE GRENOBLE BASTILLE		10 000	10 000	20 000				
REJA MAX MARA	1 065							
RESISTANCE UNIE DE L ISERE	350	350	350	350		350		
RESURGENCE TRANSHEPATE		500						
RHONE ALPES ISRAEL ECHANGES	760							

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
ROBOTIQUE INRIA				500				
RUTABAGAS	1 500							
SAUVETEURS SECOURISTES GRENOBLOIS				1 300				
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	4 400	4 540	3 230	2 000		526		
SCOUTS MUSULMANS DE FRANCE	2 000							
SERTA						1 200		
SILENCIO CLUB			8 000	8 000	8 000			
SKI AMICAL MEAUDRAIS			2 000					
SOCIETE D ETUDE ET DE GESTION					1 100			
SOCIETE DAUPHINOISE DE SECOURS EN MONTAGNE ASSOC					500	500		
SOCIETE FRANCAISE DE BIOCHIMIE ET BIOLOGIE MOLECULAIRE SFBBM						1 500		
SOCIETE FRANCAISE DE MICROSCOPIE	1 500							
SOLIDA RIRE					800			
SOREL LAURIE						800		
SOS FAMILIAL	760	760	760					
SPORT USEP ECOLE MENON	1 000	550						
SPORTIVE DE L INPG	700	700						
STADT ESSEN				43 455				
STE DAUPHINOISE POUR L'HABITAT	2 500							
STE FRANCAISE DE PHYSIQUE CONFERENCE				800				
STE REGATES VOILE GRENOBLE	500	500						
SYMPA TISCH		150	150					
SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL REGIONAL DE CHARTREUSE	24 373		55 522					
SYNDICAT MIXTE PAYS DU SUD GRESIVAUDAN		1 500						
SZTUKART		1 500	800					
TENERDIS					2 000			
THALASSEMIE DU DAUPHINE	300							
THEATR ENSEMBLE	6 000	4 000	4 000		1 000			
THEATRE DU CHUCHOTEMENT	2 500							
TOTAL SESSION				10 000	10 000	10 000		
TOUT HORIZON	300							
TRANSHUMANS		1 100						
TRESORERIE GENERALE DU RHONE				17 480				
UDEV	300							
UN CERTAIN DETACHEMENT	600							
UNE MAIN POUR UN ANGE		500		750				
UNION COMMERCEANTS QUARTIER CHAMPIONNET		4 000		4 000	4 000	4 000		
UNION HABITANTS CAPUCHE GD B D	400	400	500					
UNION ISERE DELEGUES DEPARTE MENTAUX DE L'EDUCATION NATIO NALE SECTEUR	600							
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	100	100	100	100	100	100		
UNION NATIONALE DES DROITS ET DEVOIRS DE L ENFANT	410							
UNION QUARTIER ALLIES ALPINS BEAUVERT REYNIES			800					
UNION QUARTIER MUTUALITE	400							

Budget principal	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	% 2013/ 2007
UNION REGIONALE INTERPROFESSIONNELLE CFDT RHONE ALPES						1 500		
UNION RETRAITES ORGANISMES SOCIAUX / UROS	1 000							
VOIX ISEROISE DE PATIENTS EN PSYCHIATRIE					150	150		
VOX INTERNATIONAL THEATRE				2 000				
WATRIN LAUREN					300			
WAZACREW ART SYSTEME ASSOC					500			
X PRESSION	300		1 000		500			

